



# Assemblée générale

Distr. générale  
16 octobre 2018  
Français  
Original : anglais

## Soixante-treizième session

Point 136 de l'ordre du jour

### Budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019

## **Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, aux missions de bons offices et aux autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

Le présent rapport est à replacer dans le contexte des décisions qu'ont prises ou que devront prendre l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité au sujet de missions politiques spéciales, notamment des missions de bons offices, de diplomatie préventive et de consolidation de la paix après les conflits, à la demande des gouvernements ou sur recommandation du Secrétaire général.

On y trouve, pour 2019, des estimations concernant les ressources nécessaires à 37 missions politiques spéciales autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité, qui sont exposées plus en détail dans les additifs au présent rapport ([A/73/352/Add.1](#), [A/73/352/Add.2](#) et [A/73/352/Add.2/Corr.1](#), [A/73/352/Add.3](#), [A/73/352/Add.4](#), [A/73/352/Add.5](#) et [A/73/352/Add.6](#)).

Le présent rapport prévoit également un montant de 595 500 dollars, correspondant au coût des services fournis par le Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) aux missions politiques spéciales, qui servira à financer la part revenant à ces missions dans le budget du Centre pour l'exercice allant du 1<sup>er</sup> juillet 2018 au 30 juin 2019, conformément au paragraphe 10 c) de la résolution [72/286](#) de l'Assemblée générale.

Le montant net total des ressources prévues s'élève à 665 543 700 dollars (montant brut : 708 642 400 dollars). Sur ce total, un montant de 476 091 300 dollars (déduction faite des contributions du personnel) serait imputé sur le solde des crédits ouverts (1 109 612 900 dollars) pour les missions politiques spéciales au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme de l'exercice 2018-2019.

L'Assemblée générale est invitée à approuver l'ouverture d'un crédit additionnel du montant net de 196 262 400 dollars (montant brut : 208 971 800 dollars) pour l'exercice biennal 2018-2019, compte tenu d'un dépassement de crédits estimé à 6 810 000 dollars en 2018.



## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	3
A. Prorogation ou reconduction de mandats . . . . .	3
B. Missions créées, achevées ou non reconduites en 2018 . . . . .	5
C. Agencement des rapports sur les budgets des missions politiques spéciales . . . . .	5
D. Résultats obtenus en 2018 . . . . .	6
E. Environnement opérationnel et principales questions de politique générale relatives aux missions politiques spéciales . . . . .	7
F. Informations sur les missions politiques spéciales communiquées conformément aux prescriptions de l'Assemblée générale et aux recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. . . . .	11
II. Analyse de l'exécution du budget et des ressources nécessaires au titre des missions politiques spéciales . . . . .	23
A. Exécution du budget pour 2018 . . . . .	23
B. Ressources demandées pour 2019 . . . . .	31
III. Mesures que l'Assemblée générale est invitée à prendre . . . . .	53
<b>Annexes</b>	
I. Récapitulatif des montants à imputer sur les ressources demandées au titre des missions politiques spéciales pour 2018-2019 . . . . .	55
II. Départements responsables, appui administratif et mandats des missions politiques spéciales pour 2019 . . . . .	56
III. Prévisions de dépenses extrabudgétaires pour les missions politiques spéciales en 2018 et 2019 . . . . .	60
IV. Ressources destinées aux opérations aériennes pour 2017-2019 . . . . .	61
V. Ressources liées à la sécurité pour les missions politiques spéciales en 2018 et 2019 . . . . .	64
VI. Ressources liées aux voyages pour les missions politiques spéciales en 2018 et 2019 . . . . .	67
VII. Tableau récapitulatif du respect de l'application de l'obligation de réserver les billets 16 jours à l'avance par les missions politiques spéciales pour la période allant du 1 <sup>er</sup> janvier 2015 au 30 juin 2018. . . . .	71
VIII. Postes d'appui financés à partir du budget des missions politiques spéciales pour 2018 et 2019 . . . . .	73
IX. Appui fourni gratuitement aux missions politiques spéciales par le pays hôte . . . . .	80
X. Comparaison des taux de vacance de postes des missions politiques spéciales pour 2018 et 2019 . . . . .	82
XI. Postes vacants depuis plus de deux ans dans les missions politiques spéciales au 30 avril 2018 . . . . .	92
XII. Modification des effectifs civils des missions politiques spéciales proposée pour 2019. . . . .	97

## I. Introduction

1. Le présent rapport est consacré aux prévisions de dépenses relatives à 37 missions politiques spéciales durant la deuxième année de l'exercice 2018-2019. Ces prévisions ont été calculées compte tenu des décisions que l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité ont déjà prises ou devraient prendre comme suite à des demandes des États Membres ou à des recommandations du Secrétaire général.
2. Deux nouvelles missions ont été créées en 2018, à savoir l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes, au titre de la résolution [2379 \(2017\)](#) du Conseil de sécurité), et le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Myanmar, au titre de la résolution [72/248](#) de l'Assemblée générale.
3. Conformément au paragraphe 17 de la section XXII de la résolution [72/262](#) de l'Assemblée générale, les budgets de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions [1526 \(2004\)](#) et [2253 \(2015\)](#) concernant l'EIIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées et du Bureau du Médiateur créé par la résolution [1904 \(2009\)](#) du Conseil de sécurité sont présentés séparément.
4. Les prévisions de dépenses du Bureau de l'Envoyé spécial pour le Myanmar, dont le mandat a été arrêté par l'Assemblée générale, sont exposées dans le présent rapport de manière à offrir une vue d'ensemble des ressources nécessaires pour l'ensemble des missions politiques spéciales. Elles seront toutefois également portées à l'attention de l'Assemblée, conformément à l'article 153 de son règlement intérieur.
5. Conformément à la résolution [72/263 A](#) de l'Assemblée générale concernant le budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019, des crédits couvrant une période de deux ans et s'élevant à 1 109,6 millions de dollars sont ouverts pour les missions politiques spéciales au titre du chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme de l'exercice 2018-2019. On trouvera à l'annexe I du présent rapport la répartition des crédits pour 2018 et le solde qui en résulte.

### A. Prorogation ou reconduction de mandats

6. Le mandat de la plupart des missions politiques spéciales dont il est question dans le présent rapport a été prorogé ou reconduit en 2019, et la prorogation ou la reconduction par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité des mandats des autres missions est en instance ou prévue.
7. On trouvera ci-après des informations sur le mandat des 37 missions faisant l'objet du présent rapport :
  - a) La durée du mandat des 14 missions ci-après n'est pas limitée :
    - i) Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre ;
    - ii) Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide ;
    - iii) Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental ;
    - iv) Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution [1559 \(2004\)](#) du Conseil de sécurité ;
    - v) Représentant de l'ONU aux discussions internationales de Genève ;
    - vi) Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie ;

- vii) Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud ;
- viii) Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs ;
- ix) Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen ;
- x) Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi ;
- xi) Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Myanmar ;
- xii) Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale ;
- xiii) Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban ;
- xiv) Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria ;
- b) Le mandat des 22 missions ci-après expirera en 2019 ou ultérieurement :
  - i) Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo ;
  - ii) Groupe d'experts sur le Soudan ;
  - iii) Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée ;
  - iv) Groupe d'experts sur la Libye ;
  - v) Groupe d'experts sur la République centrafricaine ;
  - vi) Groupe d'experts sur le Yémen ;
  - vii) Groupe d'experts sur le Soudan du Sud ;
  - viii) Groupe d'experts sur le Mali ;
  - ix) Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées ;
  - x) Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité ;
  - xi) Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité ;
  - xii) Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive ;
  - xiii) Direction exécutive du Comité contre le terrorisme ;
  - xiv) Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes ;
  - xv) Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) ;
  - xvi) Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) ;
  - xvii) Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) ;
  - xviii) Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM) ;
  - xix) Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) ;
  - xx) Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) ;
  - xxi) Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI) ;

xxii) Mission de vérification des Nations Unies en Colombie ;

c) Le mandat du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée, qui prend fin en décembre 2018, devrait être prorogé.

## B. Missions créées, achevées ou non reconduites en 2018

8. Conformément à la résolution [72/248](#) de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a prié le Secrétaire général de continuer d'offrir ses bons offices et de poursuivre ses débats sur le Myanmar, en associant toutes les parties concernées et en prenant en compte les préoccupations soulevées dans la résolution, et, à cet égard, de nommer un envoyé spécial pour le Myanmar et d'apporter son concours au Gouvernement du Myanmar, le Secrétaire général a nommé une Envoyée spéciale pour le Myanmar le 26 avril 2018. Les ressources demandées pour 2018 à ce titre ont été approuvées après examen de l'état des incidences de ladite résolution sur le budget-programme.

9. Dans sa résolution [2379 \(2017\)](#), le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de constituer une Équipe d'enquêteurs, dirigée par un Conseiller spécial, à l'appui des efforts engagés à l'échelle nationale pour amener l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIL) (Daech) à rendre des comptes, en recueillant, conservant et stockant des éléments de preuve en Iraq d'actes susceptibles de constituer des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité et des crimes de génocide perpétrés par le groupe terroriste EIL (Daech) en Iraq. Le Conseil ayant approuvé, le 14 février 2018, le mandat de l'Équipe d'enquêteurs, le Secrétaire général a nommé un Conseiller spécial à la tête de celle-ci. Le 15 août 2018, le Secrétaire général a informé le Conseil que l'Équipe d'enquêteurs commencerait ses travaux le 20 août 2018 (voir [S/2018/773](#)). Les dépenses nécessaires à l'Équipe d'enquêteurs pour 2018 sont financées au titre des dispositions relatives à la paix et à la sécurité de la résolution [72/264](#) de l'Assemblée générale sur les dépenses imprévues et extraordinaires de l'exercice biennal 2018-2019.

## C. Agencement des rapports sur les budgets des missions politiques spéciales

10. Comme précédemment, les prévisions budgétaires relatives aux missions politiques spéciales pour 2019 sont présentées dans des additifs, dont chacun correspond à un groupe thématique (voir ci-dessous) ; les grandes missions, à savoir la MANUA et la MANUI, font exception, puisque chacune d'elles fait l'objet d'un additif qui lui est propre :

a) Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général ([A/73/352/Add.1](#)) ;

b) Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes ([A/73/352/Add.2](#) et [A/73/352/Add.2/Corr.1](#), et [A/73/352/Add.6](#)) ;

c) Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions ([A/73/352/Add.3](#)) ;

d) MANUA ([A/73/352/Add.4](#)) ;

e) MANUI ([A/73/352/Add.5](#)).

11. On continue de s'efforcer de calquer autant que possible la structure et la présentation des budgets des missions politiques spéciales sur celles des budgets des opérations de maintien de la paix.

12. De la même manière que dans le budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019, les indicateurs de succès associés uniquement à des mesures de résultats chiffrés sont présentés sous forme de tableaux. Ces tableaux portent sur quatre années (2016, 2017, 2018 et 2019), l'objectif étant de comparer les résultats sur une plus longue période. En ce qui concerne les indicateurs de succès associés à des mesures de résultats qualitatifs présentés sous forme de texte, la présentation reste identique à celle des projets de budget pour 2016 (voir [A/70/348](#) et additifs).

#### **D. Résultats obtenus en 2018**

13. En 2018, les missions politiques spéciales ont continué de jouer un rôle crucial d'appui aux États Membres pour ce qui est de la prévention, la gestion et le règlement des conflits. Alors même que, leur environnement opérationnel ayant continué de se dégrader, plusieurs d'entre elles ont eu davantage de difficultés à exercer leur mandat, les missions politiques spéciales ont apporté une contribution considérable au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

14. Les envoyés et conseillers spéciaux du Secrétaire général ont continué d'offrir leurs bons offices et de faciliter des négociations complexes. Dans la région des Grands Lacs, le Bureau de l'Envoyé spécial a continué d'aider les pays signataires de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région à le mettre en œuvre ; ses efforts de dialogue, en coopération avec les institutions garantes, ont notamment abouti à la création du mécanisme de suivi pour le rapatriement des combattants désarmés. Au Myanmar, le Secrétaire général a nommé son Envoyée spéciale, qui a mené des consultations régulières avec toutes les parties prenantes concernées dans le souci de s'acquitter pleinement de son mandat. L'une des principales avancées obtenues en 2018 a été la signature d'un mémorandum d'accord entre le Gouvernement du Myanmar, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur l'appui du système des Nations Unies à la création des conditions propices au retour librement consenti, durable et dans la sécurité des personnes réfugiées au Bangladesh et sur leur réintégration dans l'État rakhine. En République arabe syrienne et au Yémen, malgré la poursuite du conflit, les envoyés spéciaux respectifs continuent de s'atteler, en collaboration étroite avec les parties, au relancement du processus politique.

15. Plusieurs équipes de surveillance des sanctions et groupes d'experts ont continué d'apporter un appui fonctionnel au Conseil de sécurité concernant l'application de ses régimes de sanctions.

16. Les trois bureaux régionaux des Nations Unies respectivement chargés de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel, de l'Afrique centrale et de l'Asie centrale ont continué de favoriser le dialogue, d'appuyer les États Membres de leurs régions respectives et de promouvoir la coopération régionale sur les questions transfrontières.

17. En Somalie, la MANUSOM a aidé le Gouvernement fédéral à élaborer et à mettre en œuvre une feuille de route détaillée pour un jeu politique inclusif à l'échelle de trois ans, qui prévoit : a) la mise à disposition de services solides d'analyse politique, de conseil et de facilitation, l'objectif étant de faire progresser l'édification d'un État ouvert à tous ; b) le renforcement du fédéralisme ; et c) le progrès de la révision constitutionnelle et de la réconciliation. En Iraq, la MANUI a encouragé la normalisation des relations entre le Gouvernement fédéral à Bagdad et le Gouvernement de la Région du Kurdistan à Erbil. En Afghanistan, la MANUA a continué, grâce à ses bons offices, à son pouvoir fédérateur et à ses compétences techniques, d'apporter son concours aux niveaux national et infranational, notamment dans le cadre du Processus de Kaboul pour la coopération en faveur de la paix et de la sécurité.

## **E. Environnement opérationnel et principales questions de politique générale relatives aux missions politiques spéciales**

### **1. Restructuration du pilier Paix et sécurité de l'Organisation des Nations Unies**

18. En octobre 2017, le Secrétaire général a soumis une proposition tendant à restructurer le dispositif de paix et de sécurité du Secrétariat, en s'inspirant des recommandations de l'Équipe d'évaluation interne (voir [A/72/525](#)). Dans sa résolution [72/199](#), l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter dès que possible un rapport détaillé sur son projet de réforme du pilier Paix et sécurité, ce qu'il a fait en mars 2018 ([A/72/772](#)). Dans la section III de sa résolution [23/262 C](#), l'Assemblée a souscrit à la création d'un Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et d'un Département des opérations de paix, qui remplaceront les anciens Département des affaires politiques et Département des opérations de maintien de la paix à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

19. En ce qui concerne les missions politiques spéciales, l'Assemblée générale a décidé que c'était au Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix que reviendrait la responsabilité principale de la MANUA et de la MANUI. Ce département sera donc chargé au premier chef de l'appui fonctionnel à toutes les missions politiques spéciales.

### **2. Renforcement des mesures de prévention des conflits**

20. Conscient que les coûts humains et financiers des crises sont devenus insoutenables, le Secrétaire général a fait connaître, depuis sa prise de fonctions, sa volonté de placer la prévention au cœur de l'action de l'Organisation des Nations Unies. Il a notamment souligné qu'il importait d'adopter une approche globale, cohérente et coordonnée dans l'ensemble du système afin d'appuyer la prévention. Il a également fait valoir que le meilleur moyen d'empêcher les sociétés de plonger dans des crises était de les rendre plus résilientes en investissant dans le développement inclusif et durable, notamment l'action concertée en matière de climat et de gestion des migrations de masse.

21. En janvier 2018, le Secrétaire général a présenté son rapport sur la consolidation et la pérennisation de la paix ([A/72/707-S/2018/43](#)) comme suite aux résolutions jumelles sur l'examen du dispositif de consolidation de la paix adoptées par l'Assemblée générale ([70/262](#)) et le Conseil de sécurité [[2282 \(2016\)](#)]. Lors de la réunion de haut niveau sur la consolidation et la pérennisation de la paix, convoquée par l'Assemblée du 24 au 26 avril 2018, les États Membres ont réaffirmé être en faveur d'une approche globale de la prévention et adopté parallèlement deux résolutions, une de l'Assemblée ([72/276](#)) et une du Conseil [[2413 \(2018\)](#)]. Dans ces résolutions et lors du débat qui s'en est suivi, les États Membres ont à nouveau affirmé qu'ils s'engageaient à soutenir l'action menée par l'ONU pour prévenir le déclenchement, l'intensification, la poursuite ou la récurrence des conflits. Ce faisant, ils ont réaffirmé qu'il importait que l'Organisation intervienne aux différentes étapes du cycle des conflits en employant toute une palette d'outils, dont les missions politiques spéciales. Dans ce contexte, ils ont dit avoir conscience du rôle important que jouaient les missions politiques spéciales en tant que moyen d'action adaptable aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales, notamment en favorisant une approche globale de la consolidation et de la pérennisation de la paix (voir résolution [72/89](#) de l'Assemblée générale).

### **3. Les femmes et la paix et la sécurité dans les missions politiques spéciales**

22. La mise en œuvre des priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment la

résolution 1325 (2000), demeure un aspect essentiel des activités des missions politiques spéciales. Dans leurs domaines d'action, celles-ci contribuent à traduire sur le plan opérationnel les mandats et cadres existants relatifs à ces priorités. En particulier, les conseillers pour la problématique femmes-hommes demeurent actifs dans plusieurs missions politiques spéciales et œuvrent à la prise en compte des questions relatives aux femmes et à la paix et à la sécurité dans toutes les activités qu'elles mènent. En février 2018, le Département des affaires politiques a organisé un atelier rassemblant 17 conseillers pour la problématique femmes-hommes et responsables de la coordination des questions d'égalité des sexes œuvrant sur le terrain, dans le cadre des missions politiques spéciales, afin qu'ils se penchent sur les pratiques exemplaires et les obstacles à l'exécution de leur mandat. Les conseillers ont collaboré avec un certain nombre d'autres entités des Nations Unies, parmi lesquelles l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit et le Bureau de lutte contre le terrorisme du Secrétariat.

23. La présence d'experts de l'égalité des sexes dans les missions politiques spéciales est nécessaire pour que les engagements pris concernant les femmes et la paix et la sécurité ne restent pas lettre morte. Depuis 2014, tous les rapports que le Secrétaire général a présentés au Conseil de sécurité sur les activités des missions politiques spéciales contiennent des informations sur les problématiques liées aux femmes et à la paix et à la sécurité ainsi que des données ventilées par sexe, et plus de la moitié d'entre eux renferment en outre des recommandations touchant ces questions particulières. Cette action est également menée au niveau des missions, comme en témoigne notamment l'action entreprise par l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, qui a continué de promouvoir la participation des femmes à la vie politique dans la région des Grands Lacs. À la suite de consultations avec la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et en coopération avec ONU-Femmes, des dirigeantes représentant l'ONU, le Réseau des femmes africaines pour la prévention des conflits et la médiation (FemWise-Africa) et la Conférence ont été envoyées en mission de solidarité de haut niveau dans plusieurs pays de la région en juillet et en août 2018, afin de faire entendre les préoccupations des femmes et de favoriser leur participation à la prise de décisions, aux processus de paix et à la vie politique dans la région.

24. Le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie a également continué de dialoguer avec le Comité consultatif des femmes syriennes et le Bureau d'aide à la société civile. Il a accueilli les équipes spéciales du Groupe international de soutien pour la Syrie chargées des questions relatives au cessez-le-feu et à l'accès humanitaire, notamment à l'appui de l'application de la résolution 2401 (2018) du Conseil de sécurité, et mis son savoir-faire au service des pourparlers tenus à Astana en vue d'un cessez-le-feu. En décembre 2017, la MANUSOM a organisé une session de travail à l'intention de 18 femmes siégeant au Parlement fédéral dans le cadre de ses activités conjointes avec ONU-Femmes et l'équipe de pays des Nations Unies visant à renforcer les capacités des femmes parlementaires. Des dirigeantes élues du groupe des femmes parlementaires somaliennes ont participé à cette séance, qui a donné aux intéressées l'occasion de mener des discussions ouvertes sur diverses questions, y compris sur le rôle des femmes en tant que législatrices et défenseuses de l'émancipation politique des femmes. Les participantes ont cerné plusieurs domaines d'action prioritaire, à savoir la réconciliation, la tenue en 2020 d'élections au suffrage universel selon le principe « une personne, une voix », la révision de la Constitution et la poursuite des activités de renforcement des capacités. Le groupe de travail sur l'égalité des sexes constitué de représentants du Gouvernement colombien, des Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée populaire FARC-EP et de

la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie a continué de veiller à ce qu'il soit tenu compte de la problématique femmes-hommes dans la vérification de différents aspects de l'accord de paix conclu entre le Gouvernement colombien et les FARC-EP.

#### **4. Sûreté et sécurité**

25. De nombreuses missions politiques spéciales dont le mandat s'articule autour de processus de paix complexes interviennent dans des conditions de sécurité extrêmement instables et difficiles. Dans certains cas, il s'agit d'intenses conflits militaires battant leur plein, d'insurrections, de troubles sociaux ou d'activités terroristes.

26. Les membres du personnel des Nations Unies basés, actifs ou déployés dans des zones de mission telles que l'Afghanistan, l'Iraq, la Libye, la République arabe syrienne, la Somalie ou le Yémen risquent fort de devenir des victimes collatérales ou d'être directement pris pour cible. Ces conditions compromettent directement la capacité de l'Organisation de maintenir sa présence sur le terrain et d'exécuter son mandat et doivent dès lors être prises en compte dans la configuration générale des missions politiques spéciales, ce qui exige une attention constante et des mesures énergiques. L'ONU s'appuie essentiellement sur les gouvernements des pays hôtes pour garantir la sécurité du personnel des missions, mais, dans certains cas, les pays hôtes n'ont pas la capacité de fournir les services de sécurité nécessaires. Le Département des affaires politiques et les responsables des missions politiques spéciales sont constamment en contact avec le Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat afin de revoir et d'adapter les stratégies de gestion des risques de façon à réduire au minimum leurs incidences éventuelles sur l'exécution du mandat de toutes les missions, y compris les groupes de travail ou d'experts chargés d'appuyer les comités du Conseil de sécurité.

27. Dans de nombreux cas, les missions politiques spéciales ont dû ainsi prendre d'importantes mesures d'atténuation des risques pour la sécurité, ces mesures ayant été définies et améliorées dans le cadre d'un processus continu de gestion des risques. À titre d'exemple, on citera le déploiement d'agents civils armés dans les services de sécurité des Nations Unies, le renforcement de la coopération avec les partenaires régionaux qui maintiennent une présence militaire sur le terrain, l'envoi de groupes de gardes détachés par les États Membres et le recours à des sociétés de sécurité privées, selon que de besoin et conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

#### **5. Partenariats et coopération**

28. Au fil des ans, la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales ou autres s'est approfondie et diversifiée aux niveaux stratégique, politique et opérationnel. Les organisations régionales et autres jouent un rôle de premier plan en matière de diplomatie préventive, de renforcement de la confiance et de médiation, de prévention de l'extrémisme violent, de maintien et de consolidation de la paix et de développement à long terme. Aussi, les missions politiques spéciales ne pourraient-elles s'acquitter de leur mandat sans ces partenaires essentiels. Le Secrétariat s'emploie à consolider la coopération avec ces entités aux fins de la pérennisation de la paix, notamment en mettant en place des consultations régulières, en renforçant le partage de l'information, en améliorant la coordination et en privilégiant les approches et les activités conjointes.

29. L'ONU et l'Union africaine ont considérablement renforcé leur partenariat en matière de prévention des conflits, de médiation, de maintien et de consolidation de la paix, ainsi que de développement. Le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union

africaine a continué de travailler avec l'Union africaine pour renforcer la collaboration et l'unité d'action.

30. Les trois bureaux régionaux ayant une fonction politique contribuent tout particulièrement à resserrer les relations de travail avec les partenaires sur un ensemble de questions de paix et de sécurité d'intérêt commun. L'UNOWAS a continué d'appuyer les efforts de prévention des conflits et de pérennisation de la paix dans la région, en collaboration avec les partenaires régionaux et internationaux, notamment en encourageant et appuyant le dialogue politique inclusif au niveau national et les processus électoraux pacifiques. Les 26 et 27 mars 2018, l'UNOWAS a organisé, à Abidjan (Côte d'Ivoire), un colloque sur les défis et perspectives liés aux réformes politiques en Afrique de l'Ouest, auquel ont assisté quelque 70 représentants d'institutions nationales.

31. Le BRENUAC et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) ont resserré leur coopération en matière de prévention des conflits et d'alerte rapide, notamment en effectuant des analyses et des visites de pays conjointes plus fréquentes et en s'employant à mener leurs activités de communication de façon commune. Le 24 mai 2018, à la suite d'un atelier organisé conjointement par la CEEAC et le BRENUAC à Brazzaville, les participants ont validé le plan d'action régional pour la mise en œuvre de la résolution [1325 \(2000\)](#) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité en Afrique centrale. Les chefs du BRENUAC et de l'UNOWAS ont assisté au Sommet conjoint des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO et de la CEEAC sur la paix, la sécurité, la stabilité et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, qui s'est tenu le 30 juillet 2018 à Lomé.

32. Le Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale s'emploie à stimuler les dynamiques positives à l'œuvre en Asie centrale, notamment en aidant les pays concernés dans leur recherche de solutions régionales aux problèmes et menaces transfrontières. En avril 2018, le Centre régional et le Bureau de lutte contre le terrorisme ont entamé la troisième phase de leur projet conjoint consacré à l'application en Asie centrale de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, démarche sans précédent dans la région. Étant donné que les pays d'Asie centrale considèrent de plus en plus l'Afghanistan comme un partenaire de choix avec qui collaborer, notamment en matière de développement économique et de commerce, le Centre régional s'est employé, en coopération étroite avec la MANUA, à renforcer les relations entre les pays de la région.

33. Le Secrétaire générale demeure fermement résolu à renforcer les partenariats de l'Organisation avec les organisations régionales et d'autres organisations dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies. À cette fin, il a convoqué un dialogue interactif de haut niveau avec les organisations régionales et d'autres organisations, qui s'est tenu à New York les 12 et 13 juin 2018. Des représentants de haut niveau de 19 organisations régionales et d'autres organisations actives dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales y ont pris part. Les participants ont eu un échange de vues franc et fructueux sur les problèmes mondiaux concernant la paix et la sécurité, envisagés au point de vue de la prévention. Ils ont défini des mesures concrètes à prendre pour renforcer leur coopération et leur coordination, en particulier sur le terrain.

## **F. Informations sur les missions politiques spéciales communiquées conformément aux prescriptions de l'Assemblée générale et aux recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires**

### **1. Les ressources extrabudgétaires comme contribution à l'exécution des mandats des missions politiques spéciales**

34. Des fonds extrabudgétaires sont toujours utilisés à l'occasion de pics de charge de travail des missions de bons offices, de situations de crise ou de l'élargissement de missions. Ces ressources ont également été essentielles pour appuyer les activités intermissions ainsi que les visites de responsables de secteurs géographiques et de hauts fonctionnaires dans les missions politiques spéciales. Le montant des ressources extrabudgétaires mises à la disposition des missions politiques spéciales devrait s'élever à 16,7 millions de dollars en 2019, contre 15,4 millions de dollars en 2018. La répartition de ces ressources par mission est présentée en détail à l'annexe III du présent rapport.

35. Les ressources extrabudgétaires ont permis, dans une large mesure, aux missions de mettre en œuvre des projets ciblés aux fins de l'exécution de leur mandat. En Afrique de l'Ouest et au Sahel par exemple, l'UNOWAS a pu, grâce à ces fonds, atteindre un objectif essentiel de son mandat en mettant en place des initiatives visant à associer les jeunes, hommes et femmes, aux processus de paix. Dans la région des Grands Lacs, des ressources extrabudgétaires ont été consacrées à l'exécution de projets dans divers domaines thématiques liés à la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région. Au Yémen, elles ont permis de mettre en place des projets tels que l'établissement de dispositifs de sécurité ou la fourniture d'une assistance constitutionnelle, et de promouvoir la participation des femmes aux processus de paix.

36. Dans plusieurs cas, le recours aux ressources extrabudgétaires a permis à des fonctionnaires du Siège de se rendre dans les zones d'opérations de plusieurs missions politiques spéciales et de favoriser ainsi une collaboration et une intégration plus étroites. Ces visites ont été l'occasion pour le personnel en poste au Siège de rencontrer leurs interlocuteurs de l'Organisation et leurs interlocuteurs externes, notamment les États Membres, et ainsi d'affiner leur compréhension et leur analyse du contexte dans lequel opèrent les missions politiques spéciales ainsi que de l'appui dont elles ont besoin pour exécuter leur mandat.

37. Des ressources extrabudgétaires ont également été utilisées pour renforcer les capacités de certaines missions politiques spéciales, selon que de besoin. En 2018, le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud a bénéficié, grâce à des ressources extrabudgétaires, des services de conseil et de l'appui administratif temporaire dont il avait besoin pour faire face à l'augmentation de sa charge de travail. De même, des fonds extrabudgétaires ont permis de mieux appuyer l'action de l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental. Par ailleurs, des ressources extrabudgétaires ont été mobilisées pour renforcer l'appui du Département des affaires politiques aux activités du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie.

### **2. Bureau d'appui commun de Koweït et Centre de services régional d'Entebbe**

38. Dans sa résolution [65/259](#), l'Assemblée générale a noté que le Secrétaire général comptait créer un bureau d'appui au Koweït pour la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) et l'a prié d'étudier les possibilités de partage des

coûts entre cette mission et la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI). Une fois achevée l'évaluation, menée en 2011, de la viabilité opérationnelle de la fourniture d'un soutien administratif aux deux missions depuis le Koweït, le Bureau d'appui commun de Koweït a démarré, entre août et décembre 2012, ses activités d'appui auprès de deux de ses principaux clients, à savoir la MANUA et de la MANUI.

39. Ayant stabilisé ses activités, le Bureau d'appui commun de Koweït fournit désormais également un appui au Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale, aux bureaux des Envoyés spéciaux du Secrétaire général pour le Yémen et la Syrie et à l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes.

40. L'importance des services administratifs fournis par le Bureau dans les domaines des finances et des ressources humaines a mis en lumière les avantages que présente l'intégration des services pour les missions clientes. En 2019, le Bureau assurera, dans des domaines tels que la gestion du personnel administratif, la gestion des comptes, les procédures relatives aux dettes et aux créances, le traitement des demandes de prestation et les services de facturation, un appui administratif à 2 216 clients appartenant à la MANUA et à la MANUI, aux bureaux des Envoyés spéciaux du Secrétaire général pour la Syrie et le Yémen, au Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale et à l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes.

41. L'expérience montre que l'on peut raisonnablement estimer, à l'aune des effectifs des missions clientes, le volume global de ressources dont le Bureau d'appui commun de Koweït a besoin. Il ressort du projet de budget pour 2019 que le Bureau devra fournir une gamme complète de services (hors appui à la gestion des états de paie des missions) à quelque 2 216 membres du personnel, contre 2 483 en 2017, année du dernier ajustement de sa dotation en effectifs. Le principe de la modulation des ressources veut que la réduction de la charge de travail du Bureau s'accompagne d'une diminution de la dotation en personnel. Étant donné que le Bureau doit conserver suffisamment de personnel pour s'acquitter de ses diverses fonctions administratives, il est proposé de ramener le nombre de postes temporaires dont il est doté de 72 à 70 en 2019.

42. Avec 70 postes temporaires, le Bureau disposera du savoir-faire voulu pour s'acquitter de fonctions administratives et financières et de fonctions relatives aux ressources humaines et assurer ainsi son rôle de soutien. Ce sont les grandes missions clientes qui mettent des postes à la disposition du Bureau selon le principe d'une répartition équitable.

43. L'augmentation des effectifs des bureaux des Envoyés spéciaux du Secrétaire général pour le Yémen et la Syrie et de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes serait compensée par une diminution des effectifs de la MANUA et de la MANUI, dans le cadre de la redistribution et de la réorganisation des postes actuellement financés par ces deux missions pour des services dont elles et d'autres missions bénéficient, et par une réduction nette de deux postes au Bureau d'appui commun de Koweït. Autrement dit, les postes supplémentaires dont seraient dotés les bureaux des Envoyés spéciaux du Secrétaire général pour le Yémen et la Syrie et l'Équipe d'enquêteurs correspondraient, non pas à une création de postes, mais à un transfert depuis la MANUA et la MANUI, de façon à assurer un partage des coûts équitable avec ces bureaux.

44. On trouvera dans les tableaux 1 et 2 la répartition des postes du Bureau d'appui commun de Koweït financés par les missions clientes qui été approuvée pour 2018 et celle qui est proposée pour 2019.

Tableau 1  
**Répartition des postes du Bureau d'appui commun de Koweït financés par les missions clientes, approuvée pour 2018**

Mission	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total	SM	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Total
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	1	1	2	1	5	14	19	–	20	20	39
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	–	2	1	–	3	7	10	–	23	23	33
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>21</b>	<b>29</b>	<b>–</b>	<b>43</b>	<b>43</b>	<b>72</b>

*Abréviations* : AL, agent local ; AN, administrateur recruté sur le plan national ; SM, agent du Service mobile.

Tableau 2  
**Répartition des postes du Bureau d'appui commun de Koweït financés par les missions clientes, proposée pour 2019**

Mission	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total	SM	Total partiel	AN	AL	Total partiel	Total
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	1	1	2	–	4	9	13	–	21	21	34
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	–	2	1	1	4	7	11	–	16	16	27
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	–	–	–	–	–	1	1	–	2	2	3
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	–	–	–	–	–	1	1	–	2	2	3
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	–	–	–	–	–	–	–	–	3	3	3
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>8</b>	<b>18</b>	<b>26</b>	<b>–</b>	<b>44</b>	<b>44</b>	<b>70</b>

*Abréviations* : AL, agent local ; AN, administrateur recruté sur le plan national ; SM, agent du Service mobile.

45. L'Assemblée générale a par ailleurs approuvé, dans plusieurs budgets, la création d'une stratégie commune à la MANUI et la MANUA pour l'exécution d'autres fonctions au Koweït, notamment dans les domaines de l'audit et de la déontologie et de la discipline, mais dans un autre cadre que celui du Bureau d'appui commun. La MANUI continue de maintenir des fonctions autonomes au Koweït, tandis que la MANUA y réduit sa présence pour la limiter aux seules fonctions communes. De par son histoire et l'importance comparative de ses moyens, c'est la

MANUI qui assure, en tant qu'entité de rattachement, un appui à l'ensemble du personnel déployé au Koweït.

46. Le Centre de services régional d'Entebbe compte de plus en plus de clients depuis sa création en 2010. Il fournit une gamme complète de services de traitement administratif à ses missions clientes, parmi lesquelles figurent désormais les huit opérations de maintien de la paix encore présentes en Afrique, six missions politiques spéciales établies sur ce continent (bureaux des Envoyés spéciaux du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud, la région des Grands Lacs et le Burundi, Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée, MANUSOM et Centre d'opérations des Nations Unies en Afghanistan) ainsi que le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, qui n'est pas une mission politique spéciale. En étendant ainsi ses activités, le Centre est parvenu à améliorer systématiquement les procédures administratives, à assurer la continuité des opérations en cas d'aggravation des menaces pesant sur la sécurité dans une zone de mission, à améliorer le cadre dans lequel évolue le personnel, lui ouvrant de nouvelles perspectives de carrière et lui donnant la possibilité de travailler dans un lieu d'affectation famille autorisée, ainsi qu'à réduire les coûts en accroissant les économies d'échelle, en recourant davantage au personnel disponible au niveau national et en utilisant des installations établies dans des lieux moins exposés au risque.

47. Depuis novembre 2016, le Centre de services régional d'Entebbe fournit en outre un appui à la gestion des états de paie de toutes les autres missions basées en Afrique. Cet arrangement a facilité la mise en service du module Umoja relatif aux états de paie, mais l'intégration complète des services d'administration du personnel dans Umoja pâtit du fait que le Centre n'offre la gamme complète de ses services qu'à certaines missions. Aussi, en attendant qu'un dispositif de prestation de services centralisée soit approuvé et mis en place, il est proposé que le Centre élargisse son offre de services à l'ensemble des missions politiques spéciales basées en Afrique et ne bénéficiant pas à l'heure actuelle d'un tel niveau d'appui, parmi lesquelles le BINUGBIS, la MANUL, l'UNOWAS et la Commission mixte Cameroun-Nigéria.

48. Avec 502 postes temporaires prévus en 2019, les effectifs des quatre missions politiques spéciales susmentionnées sont relativement faibles par rapport à ceux dont disposent actuellement les clients du Centre de services régional d'Entebbe. Compte tenu de ces effectifs et du dispositif de modulation des ressources actuellement appliqué par le Centre, il est proposé de supprimer sept postes temporaires à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019, dont cinq postes d'agent local relevant de la MANUL, un poste P-3 relevant du BINUGBIS et un poste d'agent local relevant de l'UNOWAS. Ces postes seront demandés dans le budget 2019/20 du Centre, compte tenu des changements qui seront apportés au dispositif de modulation des ressources et aux effectifs, afin de faire face à l'augmentation de la charge de travail liée à l'intensification des activités. Étant donné le volume de services et les gains d'efficacité qui découleront de la centralisation de la prestation des services, un poste temporaire (administrateur recruté sur le plan national) sera par la suite supprimé à la MANUL.

### 3. Recrutement sur le plan national

49. Conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 61/276 et 66/264, consistant à recourir plus largement à du personnel recruté sur le plan national, le Département de l'appui aux missions demande aux missions de recenser les fonctions exercées par les administrateurs, les agents du Service mobile et les Volontaires des Nations Unies recrutés sur le plan international en vue de proposer la transformation de certains postes en postes soumis à recrutement local, en fonction des besoins des missions et de leur mandat, ce qui

permettra de contribuer au renforcement des capacités nationales. En outre, durant le processus de planification des missions, on s'emploie à faire la plus large place possible au personnel recruté sur le plan national dans les effectifs.

50. La promotion du recours à du personnel recruté sur le plan national est un aspect prioritaire de la gestion des ressources humaines des opérations de maintien de la paix. Des directives relatives à la gestion prévisionnelle des besoins en personnel, axées sur le recrutement au niveau national dans les opérations de paix, ont été établies et adoptées dans les missions en février 2018, et la Division du personnel des missions du Département de l'appui aux missions a publié en 2016 des principes directeurs pour la sélection de personnel au niveau national. Afin d'assurer la cohérence des procédures, un cadre général énonçant les principes et fournissant les outils propres à favoriser le recours à du personnel recruté sur le plan national pour les opérations de paix et la formation de ce personnel a été élaboré. Les opérations de paix ont recours à différentes catégories de personnel : le personnel recruté sur le plan international, le personnel recruté sur le plan local, les Volontaires des Nations Unies et le personnel externe à l'Organisation, qui comprend notamment le personnel fourni par les gouvernements, les consultants et les vacataires. L'objectif est que la composition des effectifs des missions évolue en fonction des différentes phases d'activité. Les opérations de paix font largement appel à du personnel recruté sur le plan international, en particulier lors de leur phase initiale, dans les situations d'urgence et en période de réduction des effectifs. Cela étant, à mesure que leurs activités et leur mandat évoluent, elles devraient modifier la composition de leurs effectifs en faveur du personnel recruté sur le plan local, ce qui contribuera au renforcement des capacités au niveau national.

51. Trois missions [la MANUL (1), la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie (1) et la MANUI (3)] proposent de transformer cinq postes soumis à recrutement international en postes soumis à recrutement local en 2019 (voir annexe XII).

#### **4. Méthode de calcul des coûts salariaux standard des missions politiques spéciales**

52. Les dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan international prévues dans le budget de 2019 de chaque mission politique spéciale ont été calculées de la manière suivante.

53. Les coûts salariaux standard de 2019 applicables au personnel recruté sur le plan international (administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur, agents du Service mobile et agents des services généraux) de chaque mission politique spéciale ont été déterminés en prenant en compte les facteurs suivants :

a) Les barèmes des traitements en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ([ST/IC/2018/3](#)) ;

b) L'échelon moyen de chaque classe sur la base de l'échelon effectif des titulaires au 31 mai 2018 ;

c) Le coefficient d'ajustement au 1<sup>er</sup> juillet 2018.

54. Pour déterminer les dépenses communes de personnel au taux standard, on a calculé le pourcentage des dépenses communes de personnel effectives par rapport aux traitements nets effectifs, indemnités de poste comprises et déduction faite des contributions du personnel, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 mai 2018.

55. Conformément à la pratique en vigueur, il n'a pas été établi de coûts salariaux standard pour le personnel des missions politiques spéciales recruté sur le plan national en 2019. Les prévisions de dépenses afférentes à ce personnel dans un lieu

d'affectation donné sont établies en fonction des traitements effectifs des différentes classes et échelons et du niveau des dépenses communes de personnel enregistré par le passé.

## 5. Ratios de dotation en véhicules et en matériel informatique

56. Le Département de l'appui aux missions continue de promouvoir la stratégie visant à revoir la composition du parc automobile afin d'y accroître la part de véhicules plus économiques et écologiques. Conformément à cet objectif stratégique et dans le cadre de diverses initiatives, de nouvelles directives relatives aux ratios ont été transmises aux missions pour les aider à prévoir leurs besoins à plus long terme. Afin que les missions fassent un meilleur usage de leur parc automobile, leur dotation en véhicules devrait idéalement être directement proportionnelle aux effectifs, les véhicules devant par ailleurs être réservés en priorité aux opérations, compte tenu de leur kilométrage, de l'usage qui en est fait et de leur fréquence d'utilisation. Afin d'assurer un meilleur suivi et un meilleur contrôle des stocks, notamment pour ce qui est de la comptabilisation en pertes de véhicules aux fins de leur remplacement, une approche de centralisation a été adoptée, qui nécessite que les demandes d'achat de véhicules légers de transport de passagers soient examinées au préalable par le Département de l'appui aux missions. Ces mesures s'inscrivent dans un effort global visant à permettre une mise en œuvre efficace des directives tout en donnant la priorité aux besoins opérationnels des missions.

57. Depuis 2016, des mesures relatives à la détention et à l'utilisation des véhicules dans les lieux d'affectation famille autorisée sont mises en place afin d'aider les missions à y rationaliser les besoins en la matière. Elles ont pour objectif de permettre aux missions de réserver autant que possible les véhicules à un usage officiel, lorsque des transports publics sûrs et fiables sont disponibles, et de favoriser une utilisation accrue des services de transport offerts par les missions. Ces derniers représentent un important moyen de déplacement pouvant être utilisé dans diverses situations professionnelles, notamment en cas d'urgence, et comme moyen de déplacement pour les personnes qui ne conduisent pas et les visiteurs, mais permettent également de réduire la dépendance du personnel des missions aux véhicules.

58. Le Département de l'appui aux missions a examiné les dotations en véhicules et en matériel informatique au sein des missions politiques spéciales et les a alignées, dans la mesure du possible, sur les ratios qu'il a fixés et qui figurent dans le Manuel des coûts et coefficients standard. Ainsi, les dotations proposées pour 2019 l'ont été sur la base des prévisions de déploiement de personnel pour cet exercice, plutôt que sur la base de l'effectif autorisé. On trouvera dans le tableau 3 les ratios de dotation en véhicules pour l'ensemble des missions politiques spéciales et, au tableau 4, les ratios de dotation en matériel informatique.

Tableau 3  
**Dotations en véhicules proposées pour 2019**

	<i>Effectif proposé pour 2019<sup>a</sup></i>	<i>Effectif ajusté en fonction des taux de vacance<sup>a</sup></i>	<i>Dotation standard<sup>b, c</sup></i>	<i>Dotation proposée au budget pour 2019<sup>b, c</sup></i>	<i>Variation (pourcentage)</i>
<b>Groupe I</b>					
Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre	16	14	4	5	25,0
Représentant de l'ONU aux discussions internationales de Genève	7	7	3	4	33,3

	<i>Effectif proposé pour 2019<sup>a</sup></i>	<i>Effectif ajusté en fonction des taux de vacance<sup>a</sup></i>	<i>Dotation standard<sup>b, c</sup></i>	<i>Dotation proposée au budget pour 2019<sup>b, c</sup></i>	<i>Variation (pourcentage)</i>
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	61	40	15	24	60,0
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	20	16	5	5	0
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	94	75	17	10	(41,2)
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi	29	27	12	17	41,7
<b>Total partiel</b>	<b>227</b>	<b>179</b>	<b>56</b>	<b>65</b>	<b>16,1</b>
<b>Groupe II</b>					
Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée	15	15	4	4	0
Groupe d'experts sur le Yémen	8	8	2	0	(100,0)
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	160	88	15	15	0
<b>Total partiel</b>	<b>183</b>	<b>111</b>	<b>21</b>	<b>19</b>	<b>(9,5)</b>
<b>Groupe III</b>					
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	46	44	20	8	(60,0)
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	141	128	41	47	14,6
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	362	309	76	86	13,2
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	12	11	4	4	0
Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria	15	15	13	12	(7,7)
Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	24	23	11	18	63,6
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	32	29	10	10	0
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	314	257	78	92	17,9
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	463	408	90	90	0
<b>Total partiel</b>	<b>1 409</b>	<b>1 224</b>	<b>343</b>	<b>367</b>	<b>7,0</b>
<b>MANUA et MANUI</b>					
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	478	454	162	187	15,4

	<i>Effectif proposé pour 2019<sup>a</sup></i>	<i>Effectif ajusté en fonction des taux de vacance<sup>a</sup></i>	<i>Dotation standard<sup>b, c</sup></i>	<i>Dotation proposée au budget pour 2019<sup>b, c</sup></i>	<i>Variation (pourcentage)</i>
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	664	622	162	228	40,7
<b>Total</b>	<b>2 961</b>	<b>2 590</b>	<b>744</b>	<b>866</b>	<b>16,4</b>

<sup>a</sup> Personnel des Nations Unies recruté sur le plan international, administrateurs recrutés sur le plan national, Volontaires des Nations Unies, et militaires et personnel de police (observateurs militaires, police militaire et agents de la police civile des Nations Unies).

<sup>b</sup> Berlines à quatre roues motrices standard ou de luxe (véhicules de transport de troupes et véhicules utilitaires, autocars et voitures non compris).

<sup>c</sup> Sur la base du matériel standard visé dans le Manuel des coûts et coefficients standard.

59. Le Département de l'appui aux missions a noté que certaines missions possédaient davantage de véhicules que prévu. Alors que les ratios proposés sont basés sur le nombre de véhicules nécessaire pour chaque catégorie, il faut également prendre en considération les conditions d'opération des missions, qui doivent dans certains cas plus que dans d'autres être adaptées. Compte tenu de cette situation, le Département de l'appui aux missions continue de surveiller la dotation de toutes les missions. Conformément aux directives relatives au programme de transformation du parc automobile émises par le Département de l'appui aux missions, ce dernier continue de tenir compte, dans son évaluation de la dotation en véhicules, des résultats de l'examen qu'il a mené au sujet du parc de véhicules et de son bon usage et du respect des objectifs de l'Organisation, notamment en matière de consommation de carburant. Les missions sont évaluées séparément, le ratio servant de référence, et, lorsque nécessaire, des plans sur mesure sont mis en place pour leur apporter une assistance adéquate.

Tableau 4  
**Dotations en ordinateurs proposées pour 2019**

	<i>Effectif proposé pour 2019<sup>a</sup></i>	<i>Effectif ajusté en fonction des taux de vacance<sup>a</sup></i>	<i>Ordinateurs<sup>b</sup></i>			<i>Variation (pourcentage)</i>
			<i>Dotation standard<sup>c</sup></i>	<i>Dotation standard et pièces de rechange</i>	<i>Dotation proposée au budget pour 2019</i>	
<b>Groupe I</b>						
Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre	21	18	18	22	28	27,3
Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide	10	10	10	12	12	0
Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental	2	2	2	2	2	0
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution <a href="#">1559 (2004)</a> du Conseil de sécurité	3	3	3	3	3	0
Représentant de l'ONU aux discussions internationales de Genève	7	7	7	10	10	0
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	94	70	70	78	83	6,4
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud	9	8	8	11	11	0

	Effectif proposé pour 2019 <sup>a</sup>	Effectif ajusté en fonction des taux de vacance <sup>a</sup>	Ordateurs <sup>b</sup>			
			Dotation standard <sup>c</sup>	Dotation standard et pièces de rechange	Dotation proposée au budget pour 2019	Variation (pourcentage)
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	27	22	25	25	36	44,0
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	98	77	77	87	100	14,9
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi	31	29	31	36	53	47,2
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Myanmar	5	5	5	5	6	20,0
<b>Total partiel</b>	<b>307</b>	<b>251</b>	<b>256</b>	<b>291</b>	<b>344</b>	<b>18,2</b>
<b>Groupe II</b>						
Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée	15	15	12	12	12	0
Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	1	1	1	1	1	0
Groupe d'experts sur le Soudan	1	1	1	1	1	0
Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	14	14	14	15	15	0
Groupe d'experts sur la Libye	2	2	2	2	2	0
Groupe d'experts sur la République centrafricaine	2	2	2	2	2	0
Groupe d'experts sur le Yémen	8	8	6	6	6	0
Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	3	3	3	3	3	0
Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) du Conseil de sécurité concernant l'EIIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	29	29	29	29	29	0
Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	3	3	3	3	3	0
Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	9	9	9	9	9	0
Groupe d'experts sur le Mali	1	1	1	1	1	0
Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	5	5	5	5	5	0
Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	50	50	50	50	50	0
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	163	89	163	177	177	0
<b>Total partiel</b>	<b>306</b>	<b>232</b>	<b>301</b>	<b>316</b>	<b>316</b>	<b>0</b>

	Effectif proposé pour 2019 <sup>a</sup>	Effectif ajusté en fonction des taux de vacance <sup>a</sup>	Ordinateurs <sup>b</sup>			Variation (pourcentage)
			Dotation standard <sup>c</sup>	Dotation standard et pièces de rechange	Dotation proposée au budget pour 2019	
<b>Groupe III</b>						
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	64	61	61	65	67	3,1
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	141	128	128	140	174	24,3
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	407	352	352	391	470	20,2
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	30	29	28	31	36	16,1
Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria	17	17	17	21	23	9,5
Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	82	77	73	73	73	0
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	41	37	38	59	61	3,4
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	319	262	326	326	356	9,2
<b>Total partiel</b>	<b>1 101</b>	<b>963</b>	<b>1 023</b>	<b>1 106</b>	<b>1 260</b>	<b>13,9</b>
<b>MANUA et MANUI</b>						
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	1 209	1 157	1 375	1 543	1 543	0
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	799	736	739	987	987	0
<b>Total</b>	<b>3 722</b>	<b>3 339</b>	<b>3 694</b>	<b>4 243</b>	<b>4 450</b>	<b>4,9</b>

<sup>a</sup> Personnel recruté sur les plans international et national, Volontaires des Nations Unies, police des Nations Unies, observateurs militaires des Nations Unies, personnel fourni par des gouvernements, officiers d'état-major et experts basés au lieu d'affectation.

<sup>b</sup> Ordinateurs de bureau, ordinateurs portables et mini-ordinateurs portables.

<sup>c</sup> Sur la base du matériel standard visé dans le Manuel des coûts et coefficients standard.

60. La dotation en ordinateurs proposée pour l'ensemble des missions politiques spéciales est de 5 % supérieure à la dotation standard, ce qui tient principalement au fait que ces missions ont besoin d'ordinateurs pour les installations de formation, les cybercafés, les services de maintenance informatique, le système de suivi des véhicules, la programmation des radios et d'autres activités sur le terrain. En outre, en raison de la dureté des conditions dans lesquelles elles opèrent, du temps que prennent les réparations de l'équipement et des délais d'approvisionnement, certaines missions disposent d'une quantité de pièces de rechange légèrement supérieure à la normale.

## 6. Opérations aériennes

61. Au paragraphe 33 de son rapport sur les prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales (A/69/628), approuvées par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/262, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a demandé que la présentation des informations sur les opérations

aériennes soit améliorée et inclue notamment les heures de vol et les dépenses en vertu des contrats antérieurs ou en cours. On trouvera donc à l'annexe IV au présent rapport des informations, ventilées par mission, sur le montant des crédits ouverts et des dépenses engagées en 2017, le budget approuvé et les dépenses effectives (jusqu'au mois d'août) de 2018 et le projet de budget pour 2019 concernant les opérations aériennes, ainsi que le nombre effectif d'heures de vol en 2017 et en 2018 (jusqu'à août 2018) et le nombre d'heures de vol prévu au budget pour 2018 et 2019. Le montant total des crédits approuvés pour 2018 au titre des opérations aériennes s'élève à 42,5 millions de dollars pour couvrir les quelque 6 400 heures de vol (4 000 heures pour les avions et 2 400 heures pour les hélicoptères) prévues dans 11 missions politiques spéciales. Pour 2019, un montant de 37,4 millions de dollars est demandé, soit une diminution de 5,1 millions (12,1 %) par rapport à 2018, pour couvrir les quelque 5 600 heures de vol (3 800 heures pour les avions et 1 800 heures pour les hélicoptères) prévues dans 12 missions politiques spéciales. Huit des 12 missions disposant de ressources destinées aux opérations aériennes les verront diminuer en 2019. Dans le cas de deux missions, les crédits prévus à ce titre pour 2019 sont restés relativement identiques à ceux de 2018. Enfin, les ressources financières des deux dernières missions, du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen et de la nouvelle Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes devraient augmenter en 2019. Les crédits demandés pour 2019 au titre des opérations aériennes de la MANUSOM, de la MANUA, de la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie et de la MANUL représentent 77,3 % du montant total.

## **7. Services de sécurité**

62. Dans sa résolution [69/274 B](#), l'Assemblée générale a rappelé le paragraphe 44 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ([A/69/628/Add.2](#)) et prié le Secrétaire général de lui communiquer à l'avenir des informations sur le recours à des sociétés de sécurité privées dans tous les budgets des missions politiques spéciales. On trouvera donc à l'annexe V au présent rapport des informations sur les ressources prévues au titre des services de sécurité dans le projet de budget de 2019.

## **8. Jurys d'experts chargés du recrutement**

63. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a demandé que des renseignements sur les jurys d'experts chargés du recrutement pour les missions politiques spéciales figurent dans les projets de budget (voir [A/71/595](#), par. 57). Les jurys d'experts créés par la circulaire ST/AI/2010/3 d'avril 2010 doivent se réunir en 2019 afin d'évaluer et de recommander les candidats qui ont répondu à des avis de vacance de poste génériques pour des postes à pourvoir dans les missions sur le terrain, afin de réduire la charge administrative pesant sur les responsables des postes à pourvoir et d'améliorer la qualité et l'intégrité du processus de recrutement en centralisant les évaluations. À cet effet, le Département de l'appui aux missions prévoit le financement des processus de recrutement et de constitution de fichiers à la fois par les missions de maintien de la paix et par les missions politiques spéciales. Le financement servira à couvrir les frais de voyage et l'indemnité journalière de subsistance pour les membres des jurys d'experts et les responsables de groupe professionnel. Chaque mission imputerait sa participation au financement à la rubrique Voyages de son budget. Les prévisions budgétaires des missions politiques spéciales pour 2019 comprennent un montant de 270 000 dollars, réparti entre les missions sur la base du nombre de postes qu'elles ont été autorisées à pourvoir en 2018 sur le plan international.

## 9. Voyages

64. Conformément aux recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir [A/71/595](#), par. 30 et 32), auxquelles a souscrit l'Assemblée générale, on trouvera à l'annexe VI au présent rapport des informations sur les ressources approuvées pour 2018 et les dépenses prévues en 2019 au titre des voyages, notamment une analyse synthétique des variations entre les montants correspondants, et à l'annexe VII, des informations sur le taux de conformité, dans les missions politiques spéciales, avec le principe selon lequel les billets doivent être achetés 16 jours à l'avance.

65. En ce qui concerne la faiblesse dudit taux, les missions politiques spéciales ont pris note des observations et recommandations du Comité consultatif et du fait qu'il convenait de prendre de nouvelles mesures à cet égard et notamment entrepris : a) de sensibiliser le personnel à la question et de diffuser des informations relatives à l'obligation de soumettre les demandes d'autorisation de voyage 21 jours à l'avance ; b) de fournir des explications assorties de pièces justificatives concernant les autorisations de voyage soumises moins de 21 jours à l'avance ; c) de dialoguer régulièrement avec diverses parties prenantes (notamment les gouvernements et les équipes de pays des Nations Unies) pour confirmer en temps voulu les dates des réunions et des conférences.

66. Certaines missions ont également nommé, au Bureau du Chef de l'appui à la mission, des responsables chargés d'autoriser les voyages et les expéditions et de superviser l'ensemble des questions relatives aux voyages et en particulier, selon que de besoin, de renforcer le dialogue avec les groupes des voyages des centres de services régionaux. D'autres encore ont aussi établi des calendriers prévisionnels des voyages dont l'examen régulier par les chefs de groupe permet d'obtenir rapidement les autorisations nécessaires et de faciliter la planification.

67. Le plein respect des délais fixés dépend d'un certain nombre de facteurs extérieurs comprenant l'évolution fréquente des conditions de sécurité et du contexte politique dans lesquels opèrent les missions ; la nécessité de répondre à des crises ponctuelles ou qui vont s'aggravant ; les interruptions dues aux modalités logistiques particulières applicables aux voyages requérant des vols spéciaux ou des escortes, qui entraînent des réservations de dernière minute auprès des opérateurs de transports commerciaux ; les demandes tardives de modifications du calendrier des réunions et des listes de participants où figurent de nombreuses parties prenantes, notamment les gouvernements des régions d'opération, les organisations intergouvernementales partenaires et la société civile, modifications sans préavis sur lesquelles les missions n'ont aucun contrôle ; la communication tardive des informations par les responsables de l'organisation des activités de formation.

## 10. Services d'appui fournis par le Siège aux missions politiques spéciales

68. Comme suite à la demande formulée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir [A/72/7/Add.10](#), par. 53), à laquelle l'Assemblée générale a souscrit dans sa résolution [72/262 A](#), on trouvera à l'annexe VIII au présent rapport des informations sur les postes d'appui fournis par le Siège financés au moyen de ressources inscrites au budget des missions politiques spéciales (ressources approuvées pour 2018 et proposées pour 2019), concernant notamment le nombre total de postes d'appui approuvé pour les différents départements ainsi que les titres fonctionnels associés aux postes. On y trouvera également des informations succinctes sur les changements qu'il est proposé d'apporter à ces postes en 2019. En 2018, 36 postes [1 D-1, 6 P-5, 15 P-4, 7 P-3 et 7 G(AC)] sont financés de la sorte. Il est prévu que ce soit le cas de 39 postes [1 D-1, 6 P-5, 17 P-4, 8 P-3 et 7 G(AC)] en 2019. Les modifications qu'il est proposé d'apporter en 2019 aux postes d'appui sont

les suivantes : a) création d'un poste de spécialiste des questions politiques (P-4) au Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix pour le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen ; b) création d'un poste de spécialiste des questions politiques (P-4) au Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix pour l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes ; c) création d'un poste de spécialiste de la planification et des programmes (P-3) au Département de l'appui opérationnel pour l'Équipe d'enquêteurs.

69. Les missions politiques spéciales dépendent de l'appui du Siège pour de nombreuses fonctions. On trouvera à l'annexe II des informations sur les départements chefs de file qui fourniraient un appui aux 37 missions. Le Département des affaires politiques du Secrétariat est le département chef de file pour l'appui à 35 des 37 missions politiques spéciales, pour lesquelles il assure entre autres la communication avec les organismes du système des Nations Unies à New York et la continuité des relations avec les États Membres par l'intermédiaire des missions permanentes, et établit une grande diversité de documents de fond, y compris des dossiers d'informations à l'intention du Conseil de sécurité et des rapports du Secrétaire général. En 2019, le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix prendra le relais et apportera le même type de soutien à ces missions.

70. En 2018, 15 missions bénéficient d'un appui du Service administratif du Département des affaires politiques et 24, de l'appui logistique, technologique et administratif du Département de l'appui aux missions du Secrétariat. En 2019, ces mêmes 15 missions recevront un appui administratif du Service administratif conjoint du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et du Département des opérations de paix. En 2019, le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité et le Département de l'appui opérationnel du Secrétariat fourniront aux missions politiques spéciales des services administratifs ayant trait aux achats et à la gestion des ressources financières et humaines. Par ailleurs, les missions politiques spéciales s'appuient sur les services du Siège dans certains domaines thématiques et pour certaines questions opérationnelles, tels que la planification et la constitution des forces militaires et de police, l'état de droit et les institutions sécuritaires, la rédaction de constitutions, l'assistance électorale, la médiation et les bons offices.

71. Les services d'appui que fournit le Secrétariat aux missions politiques spéciales sont essentiellement financés au moyen des ressources prévues au budget des missions, mais des ressources au titre du budget ordinaire et des ressources extrabudgétaires sont également souvent nécessaires.

## **11. Appui fourni par les pays hôtes**

72. Comme demandé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir [A/71/595](#), par. 47), on trouvera à l'annexe IX au présent rapport une description de l'appui fourni par les pays hôtes aux missions politiques spéciales.

## **II. Analyse de l'exécution du budget et des ressources nécessaires au titre des missions politiques spéciales**

### **A. Exécution du budget pour 2018**

73. Le montant total des crédits ouverts pour 2018 pour les 37 missions politiques spéciales visées dans le présent rapport (y compris les ressources correspondant à la

part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre de services régional) s'élève à 635,4 millions de dollars. Le montant estimatif des dépenses s'élève à 642,2 millions de dollars. Le dépassement de coûts prévu, d'un montant de 6,8 millions de dollars (1,1 %), s'explique par les dépenses prévues au titre du personnel civil, principalement celui de la MANUI, du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, de la MANUSOM et du BINUGBIS, le taux moyen effectif de vacance de postes ayant été inférieur aux prévisions et les dépenses effectives, les traitements et les dépenses communes de personnel supérieures aux taux budgétisés. Ce dépassement est en partie contrebalancé par des économies réalisées au titre des dépenses opérationnelles, principalement au titre des installations et des infrastructures et de l'informatique et des communications pour la MANUSOM, la MANUL et la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, et au titre des opérations aériennes de l'UNOWAS, la MANUSOM et la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie. On trouvera aux tableaux 5 et 6 ci-après un récapitulatif des écarts importants, assortis d'explications pertinentes.

Tableau 5  
**Récapitulatif de l'utilisation des ressources financières pour 2018**  
**(montants estimatifs)**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2018			
	Crédits ouverts <sup>a</sup>	Montant estimatif des dépenses	Écart (montant)	Écart (pourcentage)
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)
Groupe I	49 294,5	52 528,2	3 233,7	6,6
Groupe II	35 510,4	35 628,1	117,7	0,3
Groupe III	292 557,0	293 977,9	1 420,9	0,5
MANUA	148 705,3	146 797,2	(1 908,1)	(1,3)
MANUI	108 630,0	112 575,8	3 945,8	3,6
<b>Total partiel (net)</b>	<b>634 697,2</b>	<b>641 507,2</b>	<b>6 810,0</b>	<b>1,1</b>
Ressources correspondant à la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre de services régional	686,9	686,9	–	–
<b>Total (net)</b>	<b>635 384,1</b>	<b>642 194,1</b>	<b>6 810,0</b>	<b>1,1</b>

<sup>a</sup> Le montant de 635 384 100 dollars des crédits ouverts pour 2018 comprend : a) un montant de 633 521 600 dollars approuvé conformément aux dispositions des résolutions 72/262 A et C de l'Assemblée générale relatives aux missions politiques spéciales ; b) un montant de 1 862 500 dollars approuvé compte tenu des incidences administratives et financières des décisions et recommandations figurant dans le rapport de la Commission de la fonction publique internationale pour l'année 2017 (voir résolution 72/262 A, section VII).

Tableau 6

### Récapitulatif des écarts importants entre les crédits ouverts pour l'exercice 2018 et les dépenses prévues au titre des missions qui poursuivront leurs activités en 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

		2018				Principaux facteurs explicatifs
		Crédits ouverts <sup>a</sup>	Montant estimatif des dépenses	Écart (montant)	Écart (pourcentage)	
		(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	
<b>Groupe I</b>						
1.	Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre	2 792,1	2 700,5	(91,6)	(3,3)	La sous-utilisation des crédits prévue s'explique par des dépenses opérationnelles inférieures aux prévisions, principalement au titre des consultants, des voyages non liés à la formation et des fournitures, des services et du matériel divers, compte tenu du ralentissement des négociations pendant la période considérée.
2.	Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide	2 118,2	2 227,6	109,4	5,2	Le dépassement de crédits prévu tient principalement au fait que les traitements et les prestations versés au personnel recruté sur le plan international ont été plus élevés que prévu en raison de l'échelon réel moyen par classe du personnel en poste actuellement, du ratio entre les dépenses communes de personnel effectives et les traitements effectifs, et d'un taux effectif de vacance de postes inférieur aux prévisions.
3.	Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental	444,9	381,8	(63,1)	(14,2)	La sous-utilisation des crédits prévue s'explique principalement par des dépenses inférieures aux prévisions au titre du personnel recruté sur le plan international et des voyages, le poste de spécialiste des questions politiques (P-3) étant resté vacant pendant cinq mois en 2018.
4.	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	367,7	319,8	(47,9)	(13,0)	La sous-utilisation des crédits prévue tient essentiellement à des besoins moins importants que prévu au titre des voyages, la fonction d'Envoyé spécial ayant été exercée par le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, dont les déplacements effectués au titre de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité ont été limités compte tenu d'autres priorités de haut niveau.
5.	Représentant de l'ONU aux discussions internationales de Genève	1 750,7	2 022,6	271,9	15,5	Le dépassement de crédits prévu s'explique principalement par des dépenses de personnel plus élevées que prévu en raison d'un renouvellement des effectifs au premier semestre, qui a entraîné une augmentation des dépenses communes de personnel liée à la cessation de service de fonctionnaires et aux droits à prestations ouverts à l'installation des nouveaux fonctionnaires.
6.	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	16 428,3	16 118,8	(309,5)	(1,9)	La sous-utilisation des crédits prévue s'explique principalement par le fait que les dépenses engagées au titre de la location des locaux de Damas ont été inférieures aux prévisions, dans la mesure où une partie de ces dépenses sera remboursée par le recouvrement des coûts prévu au titre des organismes, fonds et programmes des Nations Unies. Une sous-utilisation des crédits au titre des voyages est également prévue, en partie grâce aux efforts menés pour accroître l'utilisation d'autres moyens de communication lorsque cela est possible.

		2018				
		Crédits ouverts <sup>a</sup>	Montant estimatif des dépenses	Écart (montant)	Écart (pourcentage)	
		(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	Principaux facteurs explicatifs
7.	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud	1 409,5	1 450,1	40,6	2,9	Le dépassement de crédits prévu tient essentiellement au fait que l'échelon réel moyen par classe a été supérieur aux prévisions pour le personnel en poste actuellement et au ratio entre les dépenses communes de personnel effectives et les traitements effectifs, compte tenu des tendances observées en matière de dépenses.
8.	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	3 706,6	4 324,9	618,3	16,7	Le dépassement de crédits prévu tient principalement au fait que le taux moyen effectif de vacance applicable au personnel recruté sur le plan international a été inférieur à celui prévu pour 2018.
9.	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	13 051,8	15 780,2	2 728,4	20,9	Le dépassement de crédits prévu tient principalement au fait que le taux moyen effectif de vacance applicable au personnel recruté sur le plan national et international a été inférieur aux prévisions, et au ratio entre les dépenses communes de personnel effectives et les traitements effectifs, compte tenu des tendances observées en matière de dépenses.
10.	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi	6 370,9	6 441,9	71,0	1,1	Le dépassement de crédits prévu s'explique principalement par des taux de vacance moins élevés que prévu.
11.	Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Myanmar	853,8	760,0	(93,8)	(11,0)	La sous-utilisation des crédits prévue tient essentiellement aux retards accusés dans le recrutement du personnel chargé de l'exécution des activités de la Mission.
<b>Total partiel</b>		<b>49 294,5</b>	<b>52 528,2</b>	<b>3 233,7</b>	<b>6,6</b>	
<b>Groupe II</b>						
12.	Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée	2 185,8	2 267,0	81,2	3,7	Le dépassement de crédits prévu tient essentiellement à la hausse des honoraires moyens des experts en raison de la modification des critères de sélection des experts nommés dans le cadre du mandat dont l'exécution a commencé en décembre 2017, ces derniers devant à présent justifier d'au moins 10 ans d'expérience au lieu de 7.
13.	Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	1 288,9	1 344,5	55,6	4,3	Le dépassement de crédits prévu s'explique principalement par des dépenses de personnel plus élevées que prévu résultant du fait que l'échelon du titulaire en poste actuellement et les prestations qui lui sont dues sont plus élevés que ceux qui ont été pris en considération dans le budget, la hausse des honoraires des experts en raison de la modification des critères de sélection qui leur sont appliqués, dans la mesure où ils doivent justifier non de plus de 7 ans d'expérience mais de 10, et les dépenses afférentes aux services informatiques et aux services de communications fournis de manière centralisée.
14.	Groupe d'experts sur le Soudan	978,9	1 024,0	45,1	4,6	Le dépassement de crédits prévu s'explique principalement par des dépenses supérieures aux prévisions au titre du personnel civil, résultant du fait que l'échelon réel moyen par classe du titulaire et les prestations qui lui sont dues sont plus élevés que ceux qui ont été pris en considération dans le budget, et des taux effectifs de vacance de postes inférieurs aux prévisions.

		2018				
		Crédits ouverts <sup>a</sup>	Montant estimatif des dépenses	Écart (montant)	Écart (pourcentage)	
		(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	Principaux facteurs explicatifs
15.	Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	3 294,9	3 222,6	(72,3)	(2,2)	La sous-utilisation des crédits prévue s'explique principalement par des frais d'abonnement inférieurs aux prévisions, les informations requises étant de plus en plus souvent disponibles dans plusieurs bases de données.
16.	Groupe d'experts sur la Libye	1 250,1	1 381,2	131,1	10,5	Le dépassement de crédits prévu tient essentiellement au fait que le montant moyen des honoraires mensuels des experts a été plus élevé que prévu en raison de la modification des critères de sélection des experts nommés dans le cadre du mandat qui a commencé en décembre 2017 (ces derniers devant désormais avoir non plus 7 années d'expérience mais 10 au minimum, dont 3 sur le terrain).
17.	Groupe d'experts sur la République centrafricaine	1 125,0	1 195,1	70,1	6,2	Le dépassement de crédits prévu s'explique principalement par des dépenses supérieures aux prévisions au titre du personnel civil compte tenu de l'échelon moyen par classe des fonctionnaires actuellement en poste et aux prestations qui leur sont dues, à des taux effectifs de vacance de postes inférieurs aux prévisions et à l'augmentation des honoraires moyens des experts à la suite de la modification des critères de sélection des experts nommés dans le cadre du mandat qui a commencé en février 2018 (ces derniers devant à avoir non plus 7 années d'expérience mais 10 au minimum, dont 3 sur le terrain).
18.	Groupe d'experts sur le Yémen	2 154,6	2 115,9	(38,7)	(1,8)	La sous-utilisation des crédits prévue s'explique principalement par des dépenses inférieures aux prévisions au titre du personnel civil, compte tenu du taux effectif moyen de vacance de postes plus élevé que prévu pour les agents responsables de la sécurité, et de dépenses au titre des voyages inférieures aux prévisions, au vu des conditions de sécurité sur le terrain.
19.	Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	1 349,0	1 322,6	(26,4)	(2,0)	La sous-utilisation des crédits prévue s'explique principalement par des dépenses inférieures aux prévisions au titre du personnel civil qui tiennent, pour l'essentiel, à un taux de vacance de postes plus élevé que prévu et à des dépenses inférieures aux prévisions au titre des transports terrestres, au vu des conditions de sécurité sur le terrain.
20.	Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	6 133,2	6 172,0	38,8	0,6	Le dépassement de crédits prévu est principalement imputable à des dépenses supérieures aux prévisions au titre du personnel civil, qui s'expliquent par un taux effectif moyen de vacance de postes moins élevé que prévu.
21.	Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	492,4	487,8	(4,6)	(0,9)	La sous-utilisation des crédits prévue tient essentiellement au fait que le poste de médiateur est demeuré vacant jusqu'à juillet 2018.

		2018				
		Crédits ouverts <sup>a</sup>	Montant estimatif des dépenses	Écart (montant)	Écart (pourcentage)	Principaux facteurs explicatifs
		(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	
22.	Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	1 570,0	1 565,1	(4,9)	(0,3)	La sous-utilisation des crédits prévue s'explique principalement par le fait que l'appui administratif et logistique apporté a été moins important que prévu.
23.	Groupe d'experts sur le Mali	988,9	1 129,4	140,5	14,2	Le dépassement de crédit prévu est essentiellement imputable à des dépenses supérieures aux prévisions au titre du personnel civil compte tenu de l'échelon réel moyen par classe des fonctionnaires actuellement en poste et aux prestations qui leur sont dues, d'un taux effectif moyen de vacance de postes inférieur aux prévisions, et des ressources demandées en vue d'assurer la protection rapprochée des experts pendant leur voyage au Mali.
24.	Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	2 766,5	2 528,6	(237,9)	(8,6)	La sous-utilisation des crédits prévue s'explique principalement par des dépenses inférieures aux prévisions au titre des honoraires des experts en raison des retards intervenus dans le recrutement des six experts qui auraient dû remplacer ceux dont le contrat de cinq ans était arrivé à expiration en 2017 et 2018.
25.	Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	9 932,2	9 872,3	(59,9)	(0,6)	La sous-utilisation des crédits prévue est principalement due à des dépenses inférieures aux prévisions au titre du personnel civil en raison d'un taux effectif moyen de vacance de postes plus élevé que prévu.
26.	Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	–	–	–	–	La Mission a commencé à mener ses activités en août 2018 et elle est financée conformément aux dispositions de la résolution 72/264 de l'Assemblée générale sur les dépenses imprévues et extraordinaires pour l'exercice 2018-2019. Ces dépenses figureront dans le premier rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice 2018-2019.
<b>Total partiel</b>		<b>35 510,4</b>	<b>35 628,1</b>	<b>117,7</b>	<b>0,3</b>	
<b>Groupe III</b>						
27.	Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	14 224,8	13 897,6	(327,2)	(2,3)	La sous-utilisation des crédits prévue s'explique principalement par des dépenses inférieures aux prévisions au titre des opérations aériennes, en raison de la renégociation des contrats de location et d'utilisation des moyens aériens.
28.	Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	17 854,1	19 493,9	1 639,8	9,2	Le dépassement de crédits prévu tient essentiellement au fait que le taux moyen de vacance de postes appliqué au personnel recruté sur le plan international a été moins élevé que prévu.
29.	Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	95 909,1	97 735,2	1 826,1	1,9	Le dépassement de crédits prévu est imputable avant tout à des dépenses de personnel supérieures aux prévisions, le taux effectif de vacance de postes appliqué au personnel recruté sur le plan international ayant été moins élevé que prévu.

		2018				
		Crédits ouverts <sup>a</sup>	Montant estimatif des dépenses	Écart (montant)	Écart (pourcentage)	Principaux facteurs explicatifs
		(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	
30.	Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	2 997,7	2 969,6	(28,1)	(0,9)	La sous-utilisation des crédits prévue tient principalement à des dépenses opérationnelles inférieures aux prévisions, notamment au titre : a) de l'informatique et des communications, du fait d'un changement dans la prestation des services Internet assurés par le Centre de services mondial ; b) des voyages (compte tenu de leur coût réel).
31.	Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria	3 915,4	3 923,6	8,2	0,2	Le dépassement de crédits prévu est principalement imputable à des dépenses supérieures aux prévisions au titre du personnel recruté sur le plan international, les taux effectifs de vacance de postes ayant été moins élevés que prévu.
32.	Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	8 201,4	9 037,5	836,1	10,2	Le dépassement de crédits prévu est imputable avant tout : a) à un taux effectif moyen de vacance de postes moins élevé que prévu pour le personnel recruté sur le plan international ; b) à l'introduction, à compter de septembre 2017, du barème des traitements révisé du personnel recruté sur le plan national affecté à Beyrouth ; c) à l'échelon réel moyen par classe des fonctionnaires en poste qui a été supérieur aux prévisions et au ratio entre les dépenses communes de personnel effectives et les traitements effectifs, compte tenu des tendances observées en matière de dépenses.
33.	Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	7 117,4	7 143,4	26,0	0,4	Le dépassement de crédits prévu s'explique principalement par des dépenses communes de personnel supérieures aux prévisions au titre du personnel recruté sur le plan national et international, compte tenu des prestations dues au personnel en poste.
34.	Mission d'appui des Nations Unies en Libye	71 619,5	71 475,3	(144,2)	(0,2)	La sous-utilisation des crédits prévue s'explique principalement par des dépenses opérationnelles inférieures aux prévisions, notamment au titre : a) des installations et des infrastructures, compte tenu des coûts recouverts par la Mission auprès de l'équipe de pays des Nations Unies pour l'utilisation des services communs, y compris en ce qui concerne les bureaux, les unités de logement et d'autres espaces, et des dépenses moins élevées que prévu au titre de l'achat d'installations préfabriquées, de groupes électrogènes et de matériel électrique, de mobilier et de matériel de bureau, des ressources demandées au titre des travaux de construction, d'aménagement et de rénovation, et de l'achat matériaux de construction destinés au complexe de Tripoli compte tenu des dépenses effectives ; b) de l'utilisation de répéteurs de satellite, de services Internet, de services de téléphonie mobile et de téléphones satellitaires, compte tenu des taux compétitifs du marché ; c) des services médicaux, l'hôpital de niveau 1 de l'ONU à Tripoli étant devenu pleinement opérationnel en 2018 ; d) du fret, compte tenu des dépenses effectives afférentes à l'acquisition de matériel et de fournitures.

		2018				
	Crédits ouverts <sup>a</sup>	Montant estimatif des dépenses	Écart (montant)	Écart (pourcentage)	Principaux facteurs explicatifs	
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)		
35.	Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	70 717,6	68 301,8	(2 415,8)	(3,4)	La sous-utilisation des crédits prévue s'explique principalement par des dépenses opérationnelles inférieures aux prévisions au titre des installations et des infrastructures, des opérations aériennes et de l'informatique et des communications, en raison de la consolidation des bureaux locaux en un nombre réduit de pôles d'où plusieurs équipes peuvent mener leurs activités.
<b>Total partiel</b>		<b>292 557,0</b>	<b>293 977,9</b>	<b>1 420,9</b>	<b>0,5</b>	
<b>MANUA et MANUI</b>						
36.	Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA)	148 705,3	146 797,2	(1 908,1)	(1,3)	La sous-utilisation des crédits prévue s'explique principalement par : a) des dépenses inférieures aux prévisions au titre du personnel civil en raison d'un taux annuel moyen effectif de vacance plus élevé que prévu pour les Volontaires des Nations Unies, des taux d'absence plus élevés que prévus pour le personnel recruté sur le plan international, qui ont entraîné une baisse des dépenses au titre de la prime de danger, et une diminution des dépenses communes de personnel moyennes effectives engagées au titre de ces fonctionnaires par rapport aux prévisions ; b) des dépenses opérationnelles inférieures aux prévisions, en raison de la diminution des besoins estimés au titre de la station de traitement des eaux grâce au recyclage et à l'assainissement et d'une baisse des crédits ouverts au titre des services techniques, des pièces de rechange et des générateurs, et de la diminution prévue des crédits demandés au titre des répéteurs de satellite, ainsi que le report de l'acquisition de matériel informatique.
37.	Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI)	108 630,0	112 575,8	3 945,8	3,6	Le dépassement de crédits prévu est imputable avant tout à un taux annuel moyen de vacance de postes moins élevé que prévu pour le personnel civil.
<b>Total partiel</b>		<b>257 335,3</b>	<b>259 373,0</b>	<b>2 037,7</b>	<b>0,8</b>	
<b>Total partiel (missions politiques spéciales)</b>		<b>634 697,2</b>	<b>641 507,2</b>	<b>6 810,0</b>	<b>1,1</b>	
	Ressources correspondant à la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre de services régional	686,9	686,9	–	–	
<b>Total</b>		<b>635 384,1</b>	<b>642 194,1</b>	<b>6 810,0</b>	<b>1,1</b>	

<sup>a</sup> Le montant de 635 384 100 dollars des crédits ouverts pour 2018 comprend : a) un montant de 633 521 600 dollars approuvés conformément aux dispositions des résolutions 72/262 A et C de l'Assemblée générale relatives aux missions politiques spéciales ; b) un montant de 1 862 500 dollars approuvé compte tenu des incidences administratives et financières des décisions et recommandations figurant dans le rapport de la Commission de la fonction publique internationale pour l'année 2017 (voir résolution 72/262 A, sect. VII).

## B. Ressources demandées pour 2019

74. Le montant estimatif total des ressources demandées en 2019 pour les 37 missions visées dans le présent rapport et ses additifs s'établit à 665,5 millions de dollars (déduction faite des contributions du personnel) et comprend les ressources correspondant à la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre de services régional. Le montant des crédits demandés pour 2019 représente donc une augmentation de 30,2 millions de dollars (4,7 %) par rapport aux crédits approuvés pour 2018. Les tableaux 10, 11 et 12 présentent, respectivement, les montants estimatifs des dépenses, les ressources nécessaires par grande rubrique de dépenses et les effectifs nécessaires, par mission.

75. Le montant estimatif des ressources nécessaires au titre des 11 missions politiques spéciales relevant du groupe I est globalement en progression de 6,6 millions de dollars (soit 13,4 %) par rapport au budget approuvé de 2018. Cette hausse bénéficie essentiellement au Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen (4,1 millions de dollars), au Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi (1,1 million de dollars), au Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs (0,7 million de dollars) et au Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Myanmar (0,4 million de dollars). L'augmentation des crédits demandés est principalement due à la hausse des dépenses de personnel, qui s'explique par l'application de taux de vacance de postes pour 2019 inférieurs à ceux qui avaient été prévus pour 2018, compte étant tenu du taux effectif moyen de vacance de postes en 2018, et par une hausse des dépenses prévues au titre du personnel civil résultant des traitements effectifs et des prestations auxquelles les fonctionnaires en poste ont droit.

76. Le montant estimatif des ressources nécessaires au titre des 15 missions politiques spéciales relevant du groupe II est globalement en progression de 23,9 millions de dollars (soit 67,4 %) par rapport au budget approuvé de 2018, principalement en raison des ressources demandées pour l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes (21,5 millions de dollars), dont les activités ont débuté en août 2018. Des ressources supplémentaires sont également demandées au titre de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (1,1 million de dollars) et du Groupe d'experts sur le Mali (0,4 million de dollars). Cette augmentation s'explique principalement par l'application, pour 2019, de taux de vacances constants aux postes qui ont été créés en 2018, les taux ayant été estimés à 50 % en 2018.

77. De même, le montant estimatif des ressources nécessaires au titre des neuf missions politiques spéciales relevant du groupe III est en progression de 9,8 millions de dollars (3,3 %) par rapport au budget approuvé de 2018, principalement en raison des ressources supplémentaires demandées au titre de la MANUSOM (9,0 millions de dollars) et de la MANUL (6,5 millions de dollars) qui s'expliquent par l'application, pour 2019, de taux de vacance plus bas que ceux de 2018, compte tenu du taux effectif moyen de vacance de postes en 2018 et de la proposition de créer de nouveaux postes. Ces augmentations sont en partie compensées par une baisse des crédits demandés au titre de la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie (4,3 millions de dollars) et de l'UNOWAS (1,3 million de dollars), grâce à la baisse des ressources nécessaires au titre des dépenses opérationnelles.

78. Le montant estimatif des ressources nécessaires au titre de la MANUA et de la MANUI est inférieur au budget approuvé pour 2018, respectivement de 7,2 millions de dollars (4,8 %) et de 2,9 millions de dollars (2,6 %). Pour la MANUA, la baisse des ressources demandées s'explique principalement par la diminution nette proposée de 28 postes d'agent local ; la réduction du montant prévu au titre des traitements et

des dépenses communes de personnel correspondant à 82 postes d'agent local, compte tenu d'un nouvel accord de partage des coûts entre la MANUA et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies en matière de sécurité ; la nécessité de maintenir pour une nouvelle période de six mois, du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2018, le nombre de postes soumis à recrutement national (1 112) approuvés pour 2017, en attendant l'approbation du projet de budget révisé de la Mission pour 2018, puis de procéder à une diminution nette de 250 de ces postes (résultant de la suppression de 262 postes et de la création de 12), pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2018. Pour la MANUI, la baisse des ressources demandées s'explique principalement par les coûts recouverts auprès de l'équipe de pays des Nations Unies et la diminution nette de 52 postes civils. On trouvera aux tableaux 7 et 8 un récapitulatif des variations entre les crédits approuvés pour 2018 et les ressources à prévoir pour 2019, au titre des missions qui poursuivront leurs activités en 2019.

79. Le crédit ouvert au titre des missions politiques spéciales au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget programme pour l'exercice biennal 2018-2019 s'établit à 1 109,6 millions de dollars. Les montants demandés ne tiennent pas compte de quatre missions, à savoir le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Myanmar, le Groupe d'experts sur le Mali, la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie et l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes, ni du renouvellement des mandats du Groupe d'expert sur la République populaire démocratique de Corée, de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions, de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et de la MANUSOM. Les ressources nécessaires au titre de ces mandats sont donc considérées comme s'ajoutant aux montants demandés au titre des missions politiques spéciales.

Tableau 7

**Récapitulatif des prévisions de dépenses pour 2019 (par groupe)**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Total Montants nécessaires pour 2018<sup>a</sup></i>	<i>Total 2019</i>	<i>Variation (montant)</i>	<i>Variation (pourcentage)</i>
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)
Groupe I	49 294,5	55 900,9	6 606,4	13,4
Groupe II	35 510,4	59 457,3	23 946,9	67,4
Groupe III	292 557,0	302 315,0	9 758,0	3,3
MANUA	148 705,3	141 499,3	(7 206,0)	(4,8)
MANUI	108 630,0	105 775,7	(2 854,3)	(2,6)
<b>Total partiel (net)</b>	<b>634 697,2</b>	<b>664 948,2</b>	<b>30 251,0</b>	<b>4,8</b>
Ressources correspondant à la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre de services régional	686,9	595,5	(91,4)	(13,3)
<b>Total (net)</b>	<b>635 384,1</b>	<b>665 543,7</b>	<b>30 159,6</b>	<b>4,7</b>

<sup>a</sup> Le montant de 635 384 100 dollars des crédits ouverts pour 2018 comprend : a) un montant de 633 521 600 dollars approuvés conformément aux dispositions des résolutions 72/262 A et C de l'Assemblée générale relatives aux missions politiques spéciales ; b) un montant de 1 862 500 dollars approuvé compte tenu des incidences administratives et financières des décisions et recommandations figurant dans le rapport de la Commission de la fonction publique internationale pour l'année 2017 (voir résolution 72/262 A, sect. VII).

Tableau 8

**Récapitulatif des variations entre les ressources approuvées pour 2018 et les ressources proposées pour 2019 au titre des missions qui ont été reconduites**

	<i>Total des ressources approuvées pour 2018<sup>a</sup></i>	<i>Total des ressources proposées pour 2019</i>	<i>Variation (montant)</i>	<i>Variation (pourcentage)</i>		
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	<i>Principaux facteurs explicatifs</i>	
<b>Groupe I</b>						
1.	Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre	2 792,1	2 775,8	(16,3)	(0,6)	La diminution s'explique principalement par la réduction des dépenses opérationnelles, les crédits à prévoir au titre des consultants, des voyages et des services de traduction ayant baissé du fait des progrès réalisés lors des précédents cycles de négociations.
2.	Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide	2 118,2	2 198,2	80,0	3,8	L'augmentation est en grande partie due à la hausse des dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan international, tenant au fait que l'échelon réel moyen, par classe, du personnel en poste actuellement est plus élevé, et au ratio dépenses communes de personnel effectives/traitements effectifs, compte tenu des tendances observées en matière de dépenses.
3.	Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental	444,9	456,3	11,4	2,6	La hausse s'explique principalement par l'augmentation prévue des dépenses opérationnelles, en particulier au titre des installations et des infrastructures et des communications et de l'informatique, du fait du coût des services communs des installations de Berlin.
4.	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	367,7	363,7	(4,0)	(1,1)	La diminution est principalement due à la réduction des prévisions de dépenses au titre des voyages et des communications et de l'informatique, compte tenu de l'incertitude qui entoure la nomination d'un nouvel Envoyé spécial.
5.	Représentant de l'ONU aux discussions internationales de Genève	1 750,7	1 887,1	136,4	7,8	L'augmentation s'explique en grande partie par le fait que le taux de vacance de postes du personnel recruté sur le plan international proposé pour 2019 est moins élevé que celui approuvé pour 2018, compte tenu des taux effectifs de 2018.
6.	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	16 428,3	16 402,2	(26,1)	(0,2)	La diminution s'explique principalement par la réduction prévue des dépenses opérationnelles, due en grande partie à la baisse des frais de location de locaux à Damas du fait du recouvrement des coûts auprès d'organismes, de fonds et de programmes des Nations Unies, et à la réduction des frais de voyages grâce au recours à d'autres moyens de communication lorsque cela est possible.
7.	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud	1 409,5	1 502,5	93,0	6,6	La hausse est en grande partie due au fait que les montants prévus au titre des traitements ont été calculés selon l'échelon réel moyen, par classe, du personnel en poste actuellement et au ratio dépenses communes de personnel effectives/traitements effectifs.

	<i>Total des ressources approuvées pour 2018<sup>a</sup></i>	<i>Total des ressources proposées pour 2019</i>	<i>Variation (montant)</i>	<i>Variation (pourcentage)</i>		
	(1)	(2)	(3) = (2) – (1)	(4) = (3)/(1)	<i>Principaux facteurs explicatifs</i>	
8.	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	3 706,6	4 400,4	693,8	18,7	L'augmentation est principalement due au fait que, compte tenu des taux effectifs de vacance de postes de 2018, les taux proposés pour 2019 pour le personnel recruté sur le plan international sont inférieurs aux taux qui avaient été budgétisés pour 2018.
9.	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	13 051,8	17 192,9	4 141,1	31,7	L'augmentation s'explique principalement par la hausse des prévisions de dépenses liées au personnel recruté sur les plans international et national, due à l'application pour 2019 d'un taux de vacance de postes moins élevé que celui qui avait été approuvé pour 2018, au fait que les montants prévus au titre des traitements ont été calculés selon l'échelon réel moyen, par classe, du personnel en poste actuellement et au ratio dépenses communes de personnel effectives/traitements effectifs, compte tenu des tendances observées en matière de dépenses. Les dépenses opérationnelles devraient augmenter en 2019, principalement en raison : a) de la location et l'exploitation, dans le cadre d'un contrat entrant en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 2019, d'un avion dont les coûts seront répartis entre le Bureau de l'Envoyé spécial et la MANUI ; b) de l'acquisition d'installations et de logements préfabriqués et de matériel de réfrigération, de traitement des eaux et de sécurité ; des services de sécurité et d'entretien ; de la location de locaux ; des carburants et lubrifiants pour les groupes électrogènes des nouveaux bureaux de Sanaa, qui seront prêts d'ici au premier trimestre de 2019, les coûts étant répartis à hauteur de 25 et 75 %, respectivement, entre le Bureau et d'autres organismes, fonds et programmes ; c) de l'acquisition, compte tenu des impératifs de sécurité, de deux véhicules blindés, qui permettront à l'Envoyé spécial de se rendre à Sanaa.
10.	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi	6 370,9	7 489,5	1 118,6	17,6	L'augmentation est principalement imputable à la hausse prévue des dépenses de personnel, qui s'explique par le fait que le taux de vacance de postes proposé pour 2019 est moins élevé qu'en 2018, compte tenu des taux effectifs de vacance de postes de 2018, et par des dépenses communes de personnel plus élevées.
11.	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Myanmar	853,8	1 232,3	378,5	44,3	L'augmentation s'explique en grande partie par le fait que le bureau du Myanmar sera doté de tous les effectifs prévus toute l'année.
<b>Total partiel</b>		<b>49 294,5</b>	<b>55 900,9</b>	<b>6 606,4</b>	<b>13,4</b>	
<b>Groupe II</b>						
12.	Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée	2 185,8	2 256,8	71,0	3,2	L'augmentation s'explique principalement par la hausse du montant moyen des honoraires mensuels des experts, due à la modification des critères de sélection des experts nommés dans le cadre du nouveau mandat dont l'exécution a commencé en décembre 2017.
13.	Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	1 288,9	1 319,2	30,3	2,4	La hausse est en grande partie due à l'augmentation des honoraires moyens des experts et des dépenses de personnel, compte tenu de l'échelon du coordonnateur actuel et des prestations qui lui sont dues.

	<i>Total des ressources approuvées pour 2018<sup>a</sup></i>	<i>Total des ressources proposées pour 2019</i>	<i>Variation (montant)</i>	<i>Variation (pourcentage)</i>	<i>Principaux facteurs explicatifs</i>
	(1)	(2)	(3) = (2) – (1)	(4) = (3)/(1)	
14. Groupe d'experts sur le Soudan	978,9	1 072,3	93,4	9,5	L'augmentation s'explique principalement par la hausse des dépenses de personnel, due à l'échelon et à la situation de famille du coordonnateur actuel, et celle des honoraires des experts, du fait de la modification des critères de sélection qui leur sont appliqués (ils doivent avoir au moins 10 ans d'expérience au lieu de 7 précédemment).
15. Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	3 294,9	2 963,6	(331,3)	(10,1)	La diminution s'explique principalement par le non-renouvellement d'un crédit exceptionnel ouvert au titre du renforcement de la sécurité du bureau des experts, qui avait été approuvé dans le budget de 2018, et par la baisse des ressources demandées pour les abonnements à des bases de données, compte tenu des dépenses effectives faites à ce titre en 2018.
16. Groupe d'experts sur la Libye	1 250,1	1 406,3	156,2	12,5	L'augmentation est principalement imputable à la hausse des honoraires des experts à la suite de la modification des critères de sélection qui leur sont appliqués.
17. Groupe d'experts sur la République centrafricaine	1 125,0	1 193,1	68,1	6,1	L'augmentation est principalement due à la hausse des honoraires mensuels effectifs moyens des experts découlant de la modification des critères de sélection qui leur sont appliqués et à celle des dépenses afférentes au personnel civil, compte tenu de l'échelon réel par classe des titulaires actuels et des prestations auxquelles ils ont droit.
18. Groupe d'experts sur le Yémen	2 154,6	2 280,3	125,7	5,8	L'augmentation s'explique principalement par la hausse des dépenses afférentes au personnel civil, dont les traitements sont calculés selon l'échelon réel moyen, par classe, et la situation de famille du personnel en poste actuellement, par l'augmentation des honoraires mensuels moyens des experts, à la suite de la modification des critères de sélection des experts qui seront nommés à partir de mars 2019 dans le cadre du nouveau mandat (ces derniers devant désormais avoir non plus 7 années d'expérience mais 10 au minimum, dont 3 sur le terrain), par la demande de nouveaux crédits pour les dépenses communes de sécurité des bureaux au Yémen à partir de 2018 et par la hausse des dépenses au titre de la location de locaux d'hébergement et de bureaux pour le personnel recruté sur le plan international à Sanaa, conformément au nouvel accord de bail conclu avec le PNUD au Yémen.
19. Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	1 349,0	1 357,7	8,7	0,6	L'augmentation est principalement imputable à la hausse des dépenses afférentes au personnel civil, due au fait que les traitements sont calculés selon l'échelon réel moyen, par classe, et la situation de famille du personnel en poste actuellement, ainsi qu'à la hausse des dépenses prévues au titre des services de communications et d'informatique centralisés dans le cadre de l'accord de prestation de services.
20. Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	6 133,2	6 481,8	348,6	5,7	L'augmentation est en grande partie due à la hausse des dépenses de personnel civil, le taux de vacance de postes devant être moins élevé en 2019 qu'en 2018, ainsi qu'à la hausse des honoraires moyens des experts, la composition de l'Équipe et les critères de sélection de ses membres ayant été modifiés.

	<i>Total des ressources approuvées pour 2018<sup>a</sup></i>	<i>Total des ressources proposées pour 2019</i>	<i>Variation (montant)</i>	<i>Variation (pourcentage)</i>	
	(1)	(2)	(3) = (2) – (1)	(4) = (3)/(1)	<i>Principaux facteurs explicatifs</i>
21. Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	492,4	653,3	160,9	32,7	L'augmentation s'explique principalement par la hausse des dépenses de personnel civil, qui est due à l'application d'un taux de vacance plus bas qu'en 2018 et à la prise en compte du montant intégral des honoraires du Médiateur en 2019.
22. Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	1 570,0	1 655,6	85,6	5,5	L'augmentation s'explique principalement par la hausse des dépenses de personnel civil, qui est due à l'application, en 2019, d'un taux de vacance plus bas qu'en 2018.
23. Groupe d'experts sur le Mali	988,9	1 348,0	359,1	36,3	L'augmentation est principalement due à l'application, pour 2019, d'un taux de vacance de postes pour le personnel civil inférieur à celui de 2018 et aux dépenses liées aux services de protection rapprochée à fournir aux experts lors de leurs déplacements au Mali.
24. Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	2 766,5	2 945,5	179,0	6,5	L'augmentation s'explique principalement par les frais de voyage des experts invités à participer à des conférences et réunions, en particulier celles concernant les réunions d'examen approfondi qui se tiendront en 2020, et par la hausse des dépenses au titre du personnel civil, compte tenu de l'échelon réel moyen par classe et de la situation de famille du personnel en poste.
25. Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	9 932,2	11 029,8	1 097,6	11,1	L'augmentation est en grande partie due à la hausse des dépenses au titre du personnel civil, qui s'explique par l'application, pour 2019, d'un taux de vacance inférieur à celui de 2018, ainsi que par le fait que les montants sont calculés selon l'échelon moyen, par classe, du personnel en poste actuellement et la situation en matière de droit à prestations de ce dernier.
26. Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	–	21 494,0	21 494,0	–	La mission a commencé ses activités en août 2018.
<b>Total partiel</b>	<b>35 510,4</b>	<b>59 457,3</b>	<b>23 946,9</b>	<b>67,4</b>	
<b>Groupe III</b>					
27. Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	14 224,8	12 891,3	(1 333,5)	(9,4)	La diminution s'explique principalement par : a) la réduction des crédits demandés pour les opérations aériennes grâce à la renégociation du contrat en décembre 2017 ; b) le moindre recours aux services de consultants, la mission faisant appel à ses capacités internes ; c) la diminution du montant de l'indemnité de subsistance (missions) à verser aux conseillers militaires.

	<i>Total des ressources approuvées pour 2018<sup>a</sup></i>	<i>Total des ressources proposées pour 2019</i>	<i>Variation (montant)</i>	<i>Variation (pourcentage)</i>	<i>Principaux facteurs explicatifs</i>
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	
28. Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	17 854,1	17 052,5	(801,6)	(4,5)	La diminution est due principalement à : a) la suppression des crédits correspondants à 1 poste d'observateur militaire et 13 postes de conseiller pour les questions liées à la police des Nations Unies ; b) la baisse des ressources demandées au titre des opérations aériennes du fait de la réduction des frais de location et d'exploitation de l'avion partagé, à la suite de la renégociation du contrat ; c) la suppression des crédits nécessaires à l'organisation de formation, d'ateliers et d'activités de fond touchant l'état de droit et la réforme du secteur de la sécurité, conformément au mandat révisé du Bureau, figurant dans la résolution <b>2404 (2018)</b> du Conseil de sécurité.
29. Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	95 909,1	104 916,8	9 007,7	9,4	L'augmentation est principalement due à l'utilisation d'un taux de vacance de postes plus bas, compte tenu des taux effectifs de 2018, et aux ressources supplémentaires demandées pour financer les dépenses de personnel et autres objets de dépenses nécessaires au renforcement de la présence de la Mission dans la région et à l'appui à apporter aux élections en Somalie, conformément au mandat révisé de la Mission.
30. Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	2 997,7	3 073,4	75,7	2,5	L'augmentation s'explique en grande partie par le fait que les montants prévus au titre des traitements ont été calculés selon l'échelon réel moyen, par classe, du personnel en poste actuellement et par la prise en compte du ratio dépenses communes de personnel effectives/traitements effectifs, compte tenu des tendances en matière de dépenses observées pour le personnel recruté sur le plan international.
31. Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria	3 915,4	3 581,7	(333,7)	(8,5)	La diminution est due principalement à : a) la réduction des dépenses prévues au titre du personnel recruté sur le plan international, en raison de la suppression proposée d'un poste temporaire de spécialiste hors classe des questions politiques (P-5) ; b) la baisse des crédits demandés pour les opérations aériennes grâce à la renégociation du contrat en décembre 2017 ; c) la diminution des ressources nécessaires au titre des communications et de l'informatique, la renégociation d'un contrat ayant permis de réduire les frais de transpondeur ; iv) la baisse du montant de l'indemnité de subsistance (missions) à verser à un conseiller militaire.
32. Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	8 201,4	8 900,6	699,2	8,5	L'augmentation s'explique en grande partie par : a) l'utilisation, pour 2019, d'un taux de vacance de postes du personnel recruté sur le plan international tenant compte du taux effectif moyen de 2018 ; b) l'introduction, à compter de septembre 2017, du barème des traitements révisé du personnel recruté sur le plan national affecté à Beyrouth ; c) le fait que l'échelon réel moyen, par classe, du personnel actuellement en poste est plus élevé, ainsi que le ratio dépenses communes de personnel effectives/coûts salariaux effectifs, compte tenu des tendances observées en matière de dépenses.
33. Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	7 117,4	7 348,5	231,1	3,2	L'augmentation est principalement due à la hausse des dépenses afférentes au personnel recruté sur le plan international, du fait de la prise en considération de l'échelon réel moyen, par classe, du personnel en poste actuellement et du ratio dépenses communes de personnel effectives/coûts salariaux effectifs, compte tenu des tendances en matière de dépenses observées.

	<i>Total des ressources approuvées pour 2018<sup>a</sup></i>	<i>Total des ressources proposées pour 2019</i>	<i>Variation (montant)</i>	<i>Variation (pourcentage)</i>	<i>Principaux facteurs explicatifs</i>
	(1)	(2)	(3) = (2) – (1)	(4) = (3)/(1)	
34. Mission d'appui des Nations Unies en Libye	71 619,5	78 154,8	6 535,3	9,1	L'augmentation est due principalement à : a) la hausse des dépenses prévues au titre du personnel civil, du fait notamment des postes qu'il est proposé de créer ; b) l'utilisation, pour 2019, de taux de vacance de postes plus bas.
35. Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	70 717,6	66 395,4	(4 322,2)	(6,1)	La diminution s'explique essentiellement par la réduction des dépenses prévues au titre des rubriques suivantes : a) les installations et infrastructures, à la suite du redéploiement du personnel et des ressources sur un plus petit nombre de sites ; b) les opérations aériennes, grâce à une meilleure analyse de l'utilisation des hélicoptères dans la zone de la Mission ; c) les communications et l'informatique, en raison de la réduction du nombre de satellites de connexion nécessaires et d'une moindre utilisation de l'abonnement au réseau satellitaire mondial à large bande.
<b>Total partiel</b>	<b>292 557,0</b>	<b>302 315,0</b>	<b>9 758,0</b>	<b>3,3</b>	
<b>MANUA et MANUI</b>					
36. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	148 705,3	141 499,3	(7 206,0)	(4,8)	La variation à la baisse est principalement due à : a) la diminution nette des ressources nécessaires au titre des militaires et du personnel de police, en raison du désengagement des conseillers militaires et de police recommandé dans le cadre de l'examen stratégique de la Mission (voir <a href="#">A/72/312-S/2017/696</a> ) ; b) la baisse nette des ressources demandées pour le personnel civil, qui s'explique principalement par la diminution nette proposée de 28 postes temporaires d'agent local ; la réduction du montant prévu au titre des traitements et des dépenses communes de personnel correspondant à 82 postes temporaires d'agent local (43 postes de garde et 39 postes d'opérateur de salle radio), respectivement pour quatre et sept mois, dans le cadre d'un nouvel accord de partage des coûts conclu entre la MANUA et des organismes, fonds et programmes des Nations Unies ; la nécessité de maintenir pour une nouvelle période de six mois, du 1 <sup>er</sup> janvier au 30 juin 2018, le nombre de postes temporaires soumis à recrutement national (1 112) approuvé pour 2017, en attendant l'approbation du projet de budget révisé de la Mission pour 2018, puis de procéder à une diminution nette de 250 de ces postes (résultant de la suppression de 262 postes et de la création de 12), pour la période allant du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2018.
37. Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	108 630,0	105 775,7	(2 854,3)	(2,6)	La diminution tient essentiellement au recouvrement des coûts auprès de l'équipe de pays des Nations Unies et à la diminution nette de 52 postes temporaires civils.
<b>Total partiel</b>	<b>257 335,3</b>	<b>247 275,0</b>	<b>(10 060,3)</b>	<b>(3,9)</b>	
<b>Total partiel (missions politiques spéciales)</b>	<b>634 697,2</b>	<b>664 948,2</b>	<b>30 251,0</b>	<b>4,8</b>	

	<i>Total des ressources approuvées pour 2018<sup>a</sup></i>	<i>Total des ressources proposées pour 2019</i>	<i>Variation (montant)</i>	<i>Variation (pourcentage)</i>	<i>Principaux facteurs explicatifs</i>
	(1)	(2)	(3) = (2) – (1)	(4) = (3)/(1)	
Ressources correspondant à la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre de services régional	686,9	595,5	(91,4)	(13,3)	
<b>Total</b>	<b>635 384,1</b>	<b>665 543,7</b>	<b>30 159,6</b>	<b>4,7</b>	

<sup>a</sup> Le montant total de 635 384 100 dollars des crédits ouverts pour 2018 comprend : a) un montant de 633 521 600 dollars approuvé compte tenu des dispositions des résolutions 72/262 A et C de l'Assemblée générale relatives aux missions politiques spéciales ; b) un montant de 1 862 500 dollars approuvé compte tenu des incidences administratives et financières des décisions et recommandations figurant dans le rapport de la Commission de la fonction publique internationale pour l'année 2017 (voir résolution 72/262 A, section VII).

### Effectifs nécessaires

80. Le tableau 9 présente un récapitulatif de l'effectif civil total réparti par groupe. Le tableau 12 indique le nombre, la catégorie et la classe des postes temporaires civils proposés pour chaque mission.

81. Il est proposé de porter de 3 825 à 3 990 les effectifs civils des missions nouvelles ou en cours, ce qui représente une augmentation totale de 165 postes temporaires. Cette hausse s'explique par l'augmentation nette proposée de 248 postes dans les groupes I, II et III (à savoir 5, 133 et 110 postes temporaires respectivement) et par la réduction nette de 31 postes à la MANUA et de 52 à la MANUI. Cette évolution est due à : a) l'augmentation nette du nombre de postes temporaires de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes (135), de la MANUSOM (48), de la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie (37), de la MANUL (34), du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen (3) et du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie (2) ; b) la réduction nette du nombre de postes de la MANUI (52), de la MANUA (31), du BINUGBIS (7), de l'équipe chargée de l'application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité (2), de l'UNOWAS (1) et de l'Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria (1). Un récapitulatif de toutes les modifications d'effectifs (nombre et classe) figure à l'annexe XII.

82. Dans sa résolution [71/272 B](#), l'Assemblée générale a souscrit aux recommandations que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a formulées au paragraphe 17 de son rapport sur la contribution proposée du Secrétariat au mécanisme de partage des coûts du système des coordonnateurs résidents ([A/70/7/Add.48](#)), selon laquelle les dépenses d'appui opérationnelles des représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général qui sont également coordonnateurs résidents ou coordonnateurs des opérations humanitaires devraient être partagées. Six missions politiques spéciales (BINUGBIS, MANUSOM, Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban, MANUL, MANUA et MANUI) sont dotées de représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général qui occupent également les fonctions de coordonnateur résident ou coordonnateur des opérations humanitaires ou des deux à la fois. Ces représentants spéciaux adjoints du Secrétaire général jouent deux, voire trois rôles (coordonnateur résident, coordonnateur des opérations humanitaires ou encore représentant résident) dans des opérations de paix multidimensionnelles et complexes. Ils sont placés sous la direction du Représentant spécial du Secrétaire général et rendent également compte à l'Administrateur du PNUD et au Coordinateur des secours d'urgence pour leurs activités de coordonnateurs résidents et de coordonnateurs des opérations humanitaires, respectivement. Les traitements et dépenses communes de personnel afférents à ces postes sont inscrits au projet de budget pour 2019 des missions politiques spéciales correspondantes à hauteur de 50 % de leur coût total.

83. Conformément aux recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires [voir [A/71/595](#), par. 46 b)], que l'Assemblée générale a faites siennes dans sa résolution [71/272 A](#), des informations sur les taux de vacance de postes approuvés pour 2018 et ceux proposés pour 2019, ainsi que les taux effectifs de 2018, sont présentées à l'annexe X au présent rapport. Les taux proposés pour 2019 tiennent compte des taux effectifs moyens de 2018. Ces derniers se fondent généralement sur le taux effectif moyen pour la période allant de janvier à juillet/août 2018. Dans certains cas, les taux proposés tiennent également compte de la forte hausse des recrutements en 2018 et de l'arrivée prévue de nouveaux membres du personnel avant la fin de l'année. Dans les cas où le taux de vacance moyen du personnel civil était nul pour la période allant de janvier à juillet/août 2018, un taux

de 5 % a été proposé afin de tenir compte d'un éventuel renouvellement du personnel en poste.

84. Conformément aux recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires que l'Assemblée générale (ibid., par. 17) a faites siennes, des informations sur les postes qui étaient vacants depuis deux ans ou plus au 30 avril 2018, ainsi que les raisons de leur maintien dans les projets de budget, sont données à l'annexe XI au présent rapport.

Tableau 9  
**Récapitulatif des effectifs civils proposés, par groupe**

	<i>Effectif approuvé pour 2018</i>	<i>Effectif proposé pour 2019</i>	<i>Variation</i>	<i>Variation (pourcentage)</i>
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)
Groupe I	302	307	5	1,7
Groupe II	118	251	133	112,7
Groupe III	1 316	1 426	110	8,4
MANUA	1 237	1 206	(31)	(2,5)
MANUI	852	800	(52)	(6,1)
<b>Total</b>	<b>3 825</b>	<b>3 990</b>	<b>165</b>	<b>4,3</b>

Tableau 10  
**Vue d'ensemble des ressources financières demandées au titre des missions politiques spéciales**  
(En milliers de dollars des États-Unis)

	2018			2019		Variation	
	<i>Crédits ouverts<sup>a</sup></i>	<i>Montant estimatif des dépenses</i>	<i>Écart estimatif</i>	<i>Total</i>	<i>Dépenses non renouvelables</i>	<i>2019-2018</i>	
						<i>Augmentation/ (diminution)</i>	<i>Total net pour 2019</i>
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4)	(5)	(6) = (4) - (1)	(7) = (4) + (3)
<b>Groupe I</b>							
1. Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre	2 792,1	2 700,5	(91,6)	2 775,8	19,7	(16,3)	2 684,2
2. Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide	2 118,2	2 227,6	109,4	2 198,2	–	80,0	2 307,6
3. Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental	444,9	381,8	(63,1)	456,3	–	11,4	393,2
4. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	367,7	319,8	(47,9)	363,7	–	(4,0)	315,8
5. Représentant de l'ONU aux discussions internationales de Genève	1 750,7	2 022,6	271,9	1 887,1	–	136,4	2 159,0
6. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	16 428,3	16 118,8	(309,5)	16 402,2	56,8	(26,1)	16 092,7

	2018			2019		Variation	
	Crédits ouverts <sup>a</sup>	Montant estimatif des dépenses	Écart estimatif	Total	Dépenses non renouvelables	2019-2018 Augmentation/ (diminution)	Total net pour 2019
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4)	(5)	(6) = (4) - (1)	(7) = (4) + (3)
7. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud	1 409,5	1 450,1	40,6	1 502,5	2,3	93,0	1 543,1
8. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	3 706,6	4 324,9	618,3	4 400,4	20,3	693,8	5 018,7
9. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	13 051,8	15 780,2	2 728,4	17 192,9	534,1	4 141,1	19 921,3
10. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi	6 370,9	6 441,9	71,0	7 489,5	224,0	1 118,6	7 560,5
11. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Myanmar	853,8	760,0	(93,8)	1 232,3	–	378,5	1 138,5
<b>Total partiel</b>	<b>49 294,5</b>	<b>52 528,2</b>	<b>3 233,7</b>	<b>55 900,9</b>	<b>857,2</b>	<b>6 606,4</b>	<b>59 134,6</b>
<b>Groupe II</b>							
12. Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée	2 185,8	2 267,0	81,2	2 256,8	–	71,0	2 338,0
13. Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	1 288,9	1 344,5	55,6	1 319,2	–	30,3	1 374,8
14. Groupe d'experts sur le Soudan	978,9	1 024,0	45,1	1 072,3	–	93,4	1 117,4
15. Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	3 294,9	3 222,6	(72,3)	2 963,6	–	(331,3)	2 891,3
16. Groupe d'experts sur la Libye	1 250,1	1 381,2	131,1	1 406,3	–	156,2	1 537,4
17. Groupe d'experts sur la République centrafricaine	1 125,0	1 195,1	70,1	1 193,1	–	68,1	1 263,2
18. Groupe d'experts sur le Yémen	2 154,6	2 115,9	(38,7)	2 280,3	–	125,7	2 241,6
19. Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	1 349,0	1 322,6	(26,4)	1 357,7	–	8,7	1 331,3
20. Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions <a href="#">1526 (2004)</a> et <a href="#">2253 (2015)</a> concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	6 133,2	6 172,0	38,8	6 481,8	–	348,6	6 520,6
21. Bureau du Médiateur créé par la résolution <a href="#">1904 (2009)</a> du Conseil de sécurité	492,4	487,8	(4,6)	653,3	–	160,9	648,7
22. Application de la résolution <a href="#">2231 (2015)</a> du Conseil de sécurité	1 570,0	1 565,1	(4,9)	1 655,6	–	85,6	1 650,7
23. Groupe d'experts sur le Mali	988,9	1 129,4	140,5	1 348,0	–	359,1	1 488,5

	2018			2019		Variation	
	Crédits ouverts <sup>a</sup>	Montant estimatif des dépenses	Écart estimatif	Total	Dépenses non renouvelables	2019-2018 Augmentation/ (diminution)	Total net pour 2019
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4)	(5)	(6) = (4) - (1)	(7) = (4) + (3)
24. Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	2 766,5	2 528,6	(237,9)	2 945,5	–	179,0	2 707,6
25. Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	9 932,2	9 872,3	(59,9)	11 029,8	–	1 097,6	10 969,9
26. Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	–	–	–	21 494,0	3 804,2	21 494,0	21 494,0
<b>Total partiel</b>	<b>35 510,4</b>	<b>35 628,1</b>	<b>117,7</b>	<b>59 457,3</b>	<b>3 804,2</b>	<b>23 946,9</b>	<b>59 575,0</b>
<b>Groupe III</b>							
27. Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	14 224,8	13 897,6	(327,2)	12 891,3	17,2	(1 333,5)	12 564,1
28. Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	17 854,1	19 493,9	1 639,8	17 052,5	181,5	(801,6)	18 692,3
29. Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	95 909,1	97 735,2	1 826,1	104 916,8	8 501,3	9 007,7	106 742,9
30. Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	2 997,7	2 969,6	(28,1)	3 073,4	102,3	75,7	3 045,3
31. Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria	3 915,4	3 923,6	8,2	3 581,7	1,1	(333,7)	3 589,9
32. Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	8 201,4	9 037,5	836,1	8 900,6	93,7	699,2	9 736,7
33. Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	7 117,4	7 143,4	26,0	7 348,5	–	231,1	7 374,5
34. Mission d'appui des Nations Unies en Libye	71 619,5	71 475,3	(144,2)	78 154,8	454,9	6 535,3	78 010,6
35. Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	70 717,6	68 301,8	(2 415,8)	66 395,4	385,4	(4 322,2)	63 979,6
<b>Total partiel</b>	<b>292 557,0</b>	<b>293 977,9</b>	<b>1 420,9</b>	<b>302 315,0</b>	<b>9 737,4</b>	<b>9 758,0</b>	<b>303 735,9</b>
36. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	148 705,3	146 797,2	(1 908,1)	141 499,3	3 605,0	(7 206,0)	139 591,2
37. Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	108 630,0	112 575,8	3 945,8	105 775,7	–	(2 854,3)	109 721,5
<b>Total partiel</b>	<b>257 335,3</b>	<b>259 373,0</b>	<b>2 037,7</b>	<b>247 275,0</b>	<b>3 605,0</b>	<b>(10 060,3)</b>	<b>249 312,7</b>
<b>Total partiel (missions politiques spéciales)</b>	<b>634 697,2</b>	<b>641 507,2</b>	<b>6 810,0</b>	<b>664 948,2</b>	<b>18 003,8</b>	<b>30 251,0</b>	<b>671 758,2</b>

	2018			2019		Variation	
	Crédits ouverts <sup>a</sup>	Montant estimatif des dépenses	Écart estimatif	Total	Dépenses non renouvelables	2019-2018 Augmentation/ (diminution)	Total net pour 2019
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4)	(5)	(6) = (4) - (1)	(7) = (4) + (3)
Ressources correspondant à la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre de services régional	686,9	686,9	–	595,5	–	(91,4)	595,5
<b>Total</b>	<b>635 384,1</b>	<b>642 194,1</b>	<b>6 810,0</b>	<b>665 543,7</b>	<b>18 003,8</b>	<b>30 159,6</b>	<b>672 353,7</b>

<sup>a</sup> Le montant de 635 384 100 dollars des crédits ouverts pour 2018 comprend : a) un montant de 633 521 600 dollars approuvé conformément aux dispositions des résolutions 72/262 A et C de l'Assemblée générale relatives aux missions politiques spéciales ; b) un montant de 1 862 500 dollars approuvé compte tenu des incidences administratives et financières des décisions et recommandations figurant dans le rapport de la Commission de la fonction publique internationale pour l'année 2017 (voir résolution 72/262 A, sect. VII).

Tableau 11

**Récapitulatif des ressources nécessaires, par grande rubrique de dépenses**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	2018			2019		Variation	
	Crédits ouverts <sup>a</sup>	Montant estimatif des dépenses	Écart estimatif	Total	Dépenses non renouvelables	2019-2018 Augmentation/ (diminution)	Total net pour 2019
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4)	(5)	(6) = (4) - (1)	(7) = (4) + (3)
<b>I. Militaires et personnel de police</b>							
1. Observateurs militaires	18 211,6	17 943,8	(267,8)	17 934,1	–	(277,5)	17 666,3
2. Contingents	14 845,9	14 795,7	(50,2)	12 305,8	–	(2 540,1)	12 255,6
3. Police des Nations Unies	595,6	562,1	(33,5)	–	–	(595,6)	(33,5)
<b>Total partiel</b>	<b>33 653,1</b>	<b>33 301,6</b>	<b>(351,5)</b>	<b>30 239,9</b>	<b>–</b>	<b>(3 413,2)</b>	<b>29 888,4</b>
<b>II. Personnel civil</b>							
1. Personnel recruté sur le plan international	253 676,4	275 395,0	21 718,6	291 788,9	–	38 112,5	313 507,5
2. Personnel recruté sur le plan national	80 962,1	89 432,3	8 470,2	77 555,8	–	(3 406,3)	86 026,0
3. Volontaires des Nations Unies	7 164,5	8 076,0	911,5	8 204,2	–	1 039,7	9 115,7
4. Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	1 538,7	1 902,9	364,2	48,3	–	(1 490,4)	412,5
5. Personnel fourni par des gouvernements	1 019,4	1 105,6	86,2	1 664,2	–	644,8	1 750,4
<b>Total partiel</b>	<b>344 361,1</b>	<b>375 911,8</b>	<b>31 550,7</b>	<b>379 261,4</b>	<b>–</b>	<b>34 900,3</b>	<b>410 812,1</b>
<b>III. Dépenses opérationnelles</b>							
1. Experts	13 485,1	13 426,0	(59,1)	14 236,6	–	751,5	14 177,5
2. Consultants et services de consultants	3 746,0	4 553,6	807,6	4 400,4	–	654,4	5 208,0
3. Voyages	19 286,7	21 691,2	2 404,5	19 116,0	–	(170,7)	21 520,5

Catégorie de dépenses	2018			2019		Variation	
	Crédits ouverts <sup>a</sup>	Montant estimatif des dépenses	Écart estimatif	Total	Dépenses non renouvelables	2019-2018 Augmentation/ (diminution)	Total net pour 2019
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4)	(5)	(6) = (4) - (1)	(7) = (4) + (3)
4. Installations et infrastructures	106 403,1	93 596,3	(12 806,8)	108 049,5	10 845,0	1 646,4	95 242,7
5. Transports terrestres	9 854,7	9 547,7	(307,0)	9 073,5	1 143,0	(781,2)	8 766,5
6. Opérations aériennes	42 546,2	37 451,1	(5 095,1)	37 413,6	92,8	(5 132,6)	32 318,5
7. Opérations maritimes ou fluviales	415,9	408,3	(7,6)	567,4	–	151,5	559,8
8. Informatique et communications	39 759,8	32 457,3	(7 302,5)	39 176,3	4 906,7	(583,5)	31 873,8
10. Santé	4 469,5	3 618,9	(850,6)	3 840,9	120,7	(628,6)	2 990,3
11. Fournitures, services et matériel divers	16 716,0	15 543,4	(1 172,6)	19 572,7	895,6	2 856,7	18 400,1
<b>Total partiel</b>	<b>256 683,0</b>	<b>232 293,8</b>	<b>(24 389,2)</b>	<b>255 446,9</b>	<b>18 003,8</b>	<b>(1 236,1)</b>	<b>231 057,7</b>
<b>Montants nets</b>	<b>634 697,2</b>	<b>641 507,2</b>	<b>6 810,0</b>	<b>664 948,2</b>	<b>18 003,8</b>	<b>30 251,0</b>	<b>671 758,2</b>
Ressources correspondant à la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre de services régional	686,9	686,9	–	595,5	–	(91,4)	595,5
<b>Total</b>	<b>635 384,1</b>	<b>642 194,1</b>	<b>6 810,0</b>	<b>665 543,7</b>	<b>18 003,8</b>	<b>30 159,6</b>	<b>672 353,7</b>

<sup>a</sup> Le montant de 635 384 100 dollars des crédits ouverts pour 2018 comprend : a) un montant de 633 521 600 dollars approuvé conformément aux dispositions des résolutions 72/262 A et C de l'Assemblée générale relatives aux missions politiques spéciales ; b) un montant de 1 862 500 dollars approuvé compte tenu des incidences administratives et financières des décisions et recommandations figurant dans le rapport de la Commission de la fonction publique internationale pour l'année 2017 (voir résolution 72/262 A, sect. VII).

Tableau 12  
Effectifs nécessaires

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/ Service de sécurité	1 <sup>re</sup> classe	Autres classes	Total (personnel international)	Agents AN	locaux	VNU	Total
<b>Groupe I</b>																	
<b>1. Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	1 <sup>a</sup>	–	–	1	3	5	1	–	11	4	–	1	16	–	5	–	21
Effectif proposé pour 2019	1 <sup>a</sup>	–	–	1	3	5	1	–	11	4	–	1	16	–	5	–	21
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées				Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/Service de sécurité	1 <sup>re</sup> classe	Autres classes	Total (personnel international)	AN	Agents locaux	VNU	Total
<b>2. Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	1	1 <sup>b</sup>	–	–	1	3	2	–	8	–	–	2	10	–	–	–	10
Effectif proposé pour 2019	1	1 <sup>b</sup>	–	–	1	3	2	–	8	–	–	2	10	–	–	–	10
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>3. Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	1 <sup>a</sup>	–	–	–	–	–	1	–	2	–	–	–	2	–	–	–	2
Effectif proposé pour 2019	1 <sup>a</sup>	–	–	–	–	–	1	–	2	–	–	–	2	–	–	–	2
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>4. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	1 <sup>c</sup>	–	–	–	–	1	–	–	2	–	–	1	3	–	–	–	3
Effectif proposé pour 2019	1 <sup>c</sup>	–	–	–	–	1	–	–	2	–	–	1	3	–	–	–	3
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>5. Représentant de l'ONU aux discussions internationales de Genève</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	–	1	–	–	1	2	2	–	6	–	–	1	7	–	–	–	7
Effectif proposé pour 2019	–	1	–	–	1	2	2	–	6	–	–	1	7	–	–	–	7
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>6. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	1	1	1	3	8	15	12	1	42	10	–	9	61	–	31	–	92
Effectif proposé pour 2019	1	1	1	3	8	16	12	1	43	11	–	7	61	–	33	–	94
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	1	–	–	1	1	–	(2)	–	–	2	–	2
<b>7. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	1	–	–	1	–	2	1	–	5	–	–	–	5	2	2	–	9

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées				Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/Service de sécurité	1 <sup>re</sup> classe	Autres classes	Total (personnel international)	AN	Agents locaux	VNU	Total
Effectif proposé pour 2019	1	–	–	1	–	2	1	–	5	–	–	–	5	2	2	–	9
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>8. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	1	–	1	1	4	6	4	–	17	1	–	1	19	1	7	–	27
Effectif proposé pour 2019	1	–	1	1	4	6	4	–	17	1	–	1	19	1	7	–	27
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>9. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	1	–	1	1	7	14	11	–	35	25	–	1	61	8	26	–	95
Effectif proposé pour 2019	1	–	1	1	6	15	11	–	35	26	–	1	62	8	28	–	98
<b>Variation</b>	–	–	–	–	(1)	1	–	–	–	1	–	–	1	–	2	–	3
<b>10. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	1 <sup>a</sup>	–	1	2	4	5	3	–	16	7	–	1	24	2	5	–	31
Effectif proposé pour 2019	1 <sup>a</sup>	–	1	2	4	5	3	–	16	7	–	1	24	2	5	–	31
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>11. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Myanmar</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	1 <sup>a</sup>	–	–	1	1	1	–	–	4	–	–	–	4	–	1	–	5
Effectif proposé pour 2019	1 <sup>a</sup>	–	–	1	1	1	–	–	4	–	–	–	4	–	1	–	5
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Total partiel</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	10	3	4	10	29	54	37	1	148	47	–	17	212	13	77	–	302
Effectif proposé pour 2019	10	3	4	10	28	56	37	1	149	49	–	15	213	13	81	–	307
<b>Variation</b>	–	–	–	–	(1)	2	–	–	1	2	–	(2)	1	–	4	–	5

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées				Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/Service de sécurité	1 <sup>re</sup> classe	Autres classes	Total (personnel international)	AN	Agents locaux	VNU	Total
<b>Groupe II</b>																	
<b>12. Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	2	-	5	-	7
Effectif proposé pour 2019	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	2	-	5	-	7
<b>Variation</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>13. Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1
Effectif proposé pour 2019	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1
<b>Variation</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>14. Groupe d'experts sur le Soudan</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1
Effectif proposé pour 2019	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1
<b>Variation</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>15. Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	-	-	-	-	-	1	2	-	3	-	-	3	6	-	-	-	6
Effectif proposé pour 2019	-	-	-	-	-	1	2	-	3	-	-	3	6	-	-	-	6
<b>Variation</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>16. Groupe d'experts sur la Libye</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	2	-	-	-	2
Effectif proposé pour 2019	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	2	-	-	-	2
<b>Variation</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>17. Groupe d'experts sur la République centrafricaine</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	2	-	-	-	2

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées				Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/Service de sécurité	1 <sup>re</sup> classe	Autres classes	Total (personnel international)	AN	Agents locaux	VNU	Total
Effectif proposé pour 2019	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	1	2	-	-	-	2
<b>Variation</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>18. Groupe d'experts sur le Yémen</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	-	-	-	-	-	-	1	-	1	5	-	-	6	-	2	-	8
Effectif proposé pour 2019	-	-	-	-	-	-	1	-	1	5	-	-	6	-	2	-	8
<b>Variation</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>19. Groupe d'experts sur le Soudan du Sud</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	2	3	-	-	-	3
Effectif proposé pour 2019	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	2	3	-	-	-	3
<b>Variation</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>20. Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) du Conseil de sécurité concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	-	-	-	-	1	4	6	-	11	-	-	8	19	-	-	-	19
Effectif proposé pour 2019	-	-	-	-	1	4	6	-	11	-	-	8	19	-	-	-	19
<b>Variation</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>21. Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	1	2	-	-	-	2
Effectif proposé pour 2019	-	-	-	-	-	1	-	-	1	-	-	1	2	-	-	-	2
<b>Variation</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>22. Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	-	-	-	-	1	3	4	-	8	-	-	3	11	-	-	-	11
Effectif proposé pour 2019	-	-	-	-	1	3	3	-	7	-	-	2	9	-	-	-	9
<b>Variation</b>	-	-	-	-	-	-	(1)	-	(1)	-	-	(1)	(2)	-	-	-	(2)

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées			Personnel recruté sur le plan national					
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/	1 <sup>re</sup> classe	Autres classes	Total (personnel international)	AN	Agents locaux	VNU	Total
										Service de sécurité							
<b>23. Groupe d'experts sur le Mali</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1
Effectif proposé pour 2019	-	-	-	-	-	-	1	-	1	-	-	-	1	-	-	-	1
<b>Variation</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>24. Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	-	-	-	-	1	-	2	-	3	-	-	2	5	-	-	-	5
Effectif proposé pour 2019	-	-	-	-	1	-	2	-	3	-	-	2	5	-	-	-	5
<b>Variation</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>25. Direction exécutive du Comité contre le terrorisme</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	-	1	1	2	9	19	7	3	42	-	-	8	50	-	-	-	50
Effectif proposé pour 2019	-	1	1	2	9	19	7	3	42	-	-	8	50	-	-	-	50
<b>Variation</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>26. Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Effectif proposé pour 2019	-	1	-	2	5	15	13	-	36	42	-	-	78	21	29	7	135
<b>Variation</b>	-	1	-	2	5	15	13	-	36	42	-	-	78	21	29	7	135
<b>Total partiel</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	-	1	1	2	12	28	29	3	76	5	-	30	111	-	7	-	118
Effectif proposé pour 2019	-	2	1	4	17	43	41	3	111	47	-	29	187	21	36	7	251
<b>Variation</b>	-	1	-	2	5	15	12	-	35	42	-	(1)	76	21	29	7	133

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées				Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/	1 <sup>re</sup> classe	Autres classes	Total (personnel international)	AN	Agents locaux	VNU	Total
										Service de sécurité							
<b>Groupe III</b>																	
<b>27. Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	1	1	-	2	7	13	7	-	31	7	-	-	38	6	19	-	63
Effectif proposé pour 2019	1	1		2	7	13	7		31	7			38	6	18		62
<b>Variation</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(1)	-	(1)
<b>28. Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	1	-	1	3	6	15	9	-	35	28	-	-	63	26	42	11	142
Effectif proposé pour 2019	1	-	1	2	6	12	8	-	30	27	-	-	57	25	42	11	135
<b>Variation</b>	-	-	-	(1)	-	(3)	(1)	-	(5)	(1)	-	-	(6)	(1)	-	-	(7)
<b>29. Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	1	2	1	7	31	40	29	1	112	49	-	-	161	71	41	4	277
Effectif proposé pour 2019	1	2	1	7	31	48	35	1	126	57	-	-	183	84	45	13	325
<b>Variation</b>	-	-	-	-	-	8	6	-	14	8	-	-	22	13	4	9	48
<b>30. Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	-	1	-	-	1	2	2	-	6	2	-	-	8	4	18	-	30
Effectif proposé pour 2019	-	1	-	-	1	2	2	-	6	2	-	-	8	4	18	-	30
<b>Variation</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>31. Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	-	-	-	-	3	6	-	-	9	1	-	-	10	-	2	-	12
Effectif proposé pour 2019	-	-	-	-	2	6	-	-	8	1	-	-	9	-	2	-	11
<b>Variation</b>	-	-	-	-	(1)	-	-	-	(1)	-	-	-	(1)	-	-	-	(1)
<b>32. Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	1	1	-	1	2	6	1	1	13	7	-	-	20	4	58	-	82

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées				Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/Service de sécurité	1 <sup>re</sup> classe	Autres classes	Total (personnel international)	AN	Agents locaux	VNU	Total
Effectif proposé pour 2019	1	1	–	1	2	6	1	1	13	7	–	–	20	4	58	–	82
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>33. Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	1	–	–	2	4	11	4	–	22	7	–	–	29	3	9	–	41
Effectif proposé pour 2019	1	–	–	2	4	11	4	–	22	7	–	–	29	3	9	–	41
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>34. Mission d'appui des Nations Unies en Libye</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	1	2	–	7	13	35	29	2	89	108	–	1	198	8	67	5	278
Effectif proposé pour 2019	1	2	–	7	13	35	29	2	89	120	–	1	210	13	83	6	312
<b>Variation</b>	–	–	–	–	–	–	–	–	–	<b>12</b>	–	–	<b>12</b>	<b>5</b>	<b>16</b>	<b>1</b>	<b>34</b>
<b>35. Mission de vérification des Nations Unies en Colombie</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	1	1	1	6	20	39	45	1	114	38	–	1	153	72	81	85	391
Effectif proposé pour 2019	1	1	1	6	21	39	46	1	116	41	–	1	158	77	80	113	428
<b>Variation</b>	–	–	–	–	<b>1</b>	–	<b>1</b>	–	<b>2</b>	<b>3</b>	–	–	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>(1)</b>	<b>28</b>	<b>37</b>
<b>Total partiel</b>																	
<b>Effectif approuvé pour 2018</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>28</b>	<b>87</b>	<b>167</b>	<b>126</b>	<b>5</b>	<b>431</b>	<b>247</b>	–	<b>2</b>	<b>680</b>	<b>194</b>	<b>337</b>	<b>105</b>	<b>1 316</b>
<b>Effectif proposé pour 2019</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>27</b>	<b>87</b>	<b>172</b>	<b>132</b>	<b>5</b>	<b>441</b>	<b>269</b>	–	<b>2</b>	<b>712</b>	<b>216</b>	<b>355</b>	<b>143</b>	<b>1 426</b>
<b>Variation</b>	–	–	–	<b>(1)</b>	–	<b>5</b>	<b>6</b>	–	<b>10</b>	<b>22</b>	–	–	<b>32</b>	<b>22</b>	<b>18</b>	<b>38</b>	<b>110</b>
<b>MANUA et MANUI</b>																	
<b>36. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	1	2	1	7	28	57	60	7	163	144	–	1	308	124	738	67	1 237

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées				Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/Service de sécurité	1 <sup>re</sup> classe	Autres classes	Total (personnel international)	AN	Agents locaux	VNU	Total
Effectif proposé pour 2019	1	2	1	7	28	57	61	6	163	140		1	304	124	710	68	1 206
<b>Variation</b>	-	-	-	-	-	-	1	(1)	-	(4)	-	-	(4)	-	(28)	1	(31)
<b>37. Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	1	2	1	6	19	53	53	7	142	189	-	-	331	118	403	-	852
Effectif proposé pour 2019	1	2	1	6	18	51	55	6	140	174	-	-	314	104	380	2	800
<b>Variation</b>	-	-	-	-	(1)	(2)	2	(1)	(2)	(15)	-	-	(17)	(14)	(23)	2	(52)
<b>Total partiel</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	2	4	2	13	47	110	113	14	305	333	-	1	639	242	1 141	67	2 089
Effectif proposé pour 2019	2	4	2	13	46	108	116	12	303	314	-	1	618	228	1 090	70	2 006
<b>Variation</b>	-	-	-	-	(1)	(2)	3	(2)	(2)	(19)	-	-	(21)	(14)	(51)	3	(83)
<b>Total</b>																	
Effectif approuvé pour 2018	19	16	10	53	175	359	305	23	960	632	-	50	1 642	449	1 562	172	3 825
Effectif proposé pour 2019	19	17	10	54	178	379	326	21	1 004	679	-	47	1 730	478	1 562	220	3 990
<b>Variation</b>	-	1	-	1	3	20	21	(2)	44	47	-	(3)	88	29	-	48	165

*Abréviations* : AN = administrateur recruté sur le plan national ; SGA = secrétaire général adjoint ; SSG = sous-secrétaire général ; VNU = Volontaire des Nations Unies.

<sup>a</sup> Le Chef de la Mission (Secrétaire général adjoint) a été engagé en vertu d'un contrat-cadre.

<sup>b</sup> Le Sous-Secrétaire général est engagé en vertu d'un contrat assorti d'une rémunération symbolique de 1 dollar par an.

<sup>c</sup> Le Secrétaire général adjoint est engagé au titre d'un contrat assorti d'une rémunération symbolique de 1 dollar par an.

### III. Mesures que l'Assemblée générale est invitée à prendre

85. L'Assemblée générale est invitée à :

a) Approuver les budgets des 37 missions politiques spéciales énumérées au tableau 10 pour 2019 et la part des missions politiques spéciales dans le budget du Centre de services régional d'Entebbe pour l'exercice 2018/19, soit un montant total de 665 543 700 dollars (déduction faite des contributions du personnel) ;

b) Approuver l'imputation d'un montant de 476 091 300 dollars (déduction faite des contributions du personnel), correspondant au solde non utilisé sur les crédits ouverts (soit 1 109 612 900 dollars) au titre des missions politiques spéciales au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019 ;

c) Ouvrir, conformément aux procédures énoncées au paragraphe 11 de l'annexe I à sa résolution 41/213, des crédits supplémentaires d'un montant de 196 262 400 dollars (déduction faite des contributions du personnel) au chapitre 3 (Affaires politiques) du budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019, en tenant compte du montant estimatif du dépassement de crédits de 2018 s'élevant à 6 810 000 dollars ;

d) Ouvrir au chapitre 36 (Contributions du personnel) du budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019 un crédit de 12 709 400 dollars, lequel sera compensé par l'inscription d'un montant égal au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

## Annexe I

## Récapitulatif des montants à imputer sur les ressources demandées au titre des missions politiques spéciales pour 2018-2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

<b>a. Crédits ouverts au titre du chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019</b>	<b>1 109 612,9</b>
Montants approuvés par l'Assemblée générale pour 2018	
Résolution 72/262A	510 030,7
Résolution 72/262C	123 490,9
<b>b. Total</b>	<b>633 521,6<sup>a</sup></b>
<b>c. Solde non distribué des ressources prévues au titre des missions politiques spéciales</b>	<b>476 091,3</b>
Montants qu'il est demandé à l'Assemblée générale d'approuver pour 2019 :	
Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général (A/73/352/Add.1)	55 900,9
Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes (A/73/352/Add.2 et A/73/352/Add.2/Corr.1 et A/73/352/Add.6)	59 457,3
Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions (A/73/352/Add.3)	302 315,0
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (A/73/352/Add.4)	141 499,3
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (A/73/352/Add.5)	105 775,7
Centre de services régional d'Entebbe (Ouganda) [résolution 72/286 de l'Assemblée générale, par. 10 c)]	595,5
<b>d. Total</b>	<b>665 543,7</b>
<b>e. Montant à financer au moyen de crédits supplémentaires (e = d – c)</b>	<b>189 452,4</b>
<b>f. Montant estimatif du dépassement de crédits de 2018</b>	<b>6 810,0</b>
<b>g. Montant à financer au moyen de crédits supplémentaires, compte tenu du montant estimatif du dépassement de crédits de 2018 (déduction faite des contributions du personnel) (g = e + f)</b>	<b>196 262,4</b>

<sup>a</sup> Le montant de 635 384 100 dollars des crédits ouverts pour 2018 comprend : a) un montant de 633 521 600 dollars approuvés conformément aux dispositions des résolutions 72/262 A et C de l'Assemblée générale relatives aux missions politiques spéciales ; b) un montant de 1 862 500 dollars approuvé compte tenu des incidences administratives et financières des décisions et recommandations figurant dans le rapport de la Commission de la fonction publique internationale pour l'année 2017 (voir résolution 72/262 A, sect. VII).

## Annexe II

## Départements responsables, appui administratif et mandats des missions politiques spéciales pour 2019

	<i>Département responsable</i>	<i>Appui administratif<sup>a</sup></i>	<i>Dernier mandat et date d'expiration</i>
<b>Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général</b>			
1.	Bureau de la Conseillère spéciale du Secrétaire général pour Chypre	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité/ Département de l'appui opérationnel
			Résolutions 186 (1964), 367 (1975), 1250 (1999), 1475 (2003), 1758 (2007), 1818 (2008), 1873 (2009), 1930 (2010), 1986 (2011), 2026 (2011), 2058 (2012), 2114 (2013), 2135 (2014), 2168 (2014), 2197 (2015), 2234 (2015), 2263 (2016), 2300 (2016), 2338 (2017), 2369 (2017), 2398 (2018) et 2430 (2018) du Conseil de sécurité ; durée indéterminée
2.	Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix/Bureau exécutif du Département des opérations de paix
			Résolution 1366 (2001) du Conseil de sécurité ; S/2004/567 et S/2004/568 ; durée indéterminée
3.	Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix/Bureau exécutif du Département des opérations de paix
			S/2005/497 et S/2005/498 ; résolutions 1813 (2008) et 2099 (2013) du Conseil de sécurité ; durée indéterminée
4.	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix/Bureau exécutif du Département des opérations de paix
			Résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité ; S/PRST/2006/3 ; durée indéterminée
5.	Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité/ Département de l'appui opérationnel
			S/2010/103 et S/2011/279 ; durée indéterminée
6.	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité/ Département de l'appui opérationnel
			Résolution 66/253 de l'Assemblée générale ; résolutions 2254 (2015) et 2268 (2016) du Conseil de sécurité ; durée indéterminée
7.	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité/ Département de l'appui opérationnel
			S/2011/474, S/2011/475, S/2016/258 et S/2016/259 ; durée indéterminée
8.	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité/ Département de l'appui opérationnel
			Résolutions 2098 (2013), 2147 (2014), 2211 (2015), 2277 (2016), 2348 (2017) et 2389 (2017) du Conseil de sécurité ; durée indéterminée

	<i>Département responsable</i>	<i>Appui administratif<sup>a</sup></i>	<i>Dernier mandat et date d'expiration</i>
9. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité/ Département de l'appui opérationnel	S/2016/488 et S/2016/489 ; durée indéterminée
10. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité/ Département de l'appui opérationnel	Résolutions 2248 (2015), 2279 (2016) et 2303 (2016) du Conseil de sécurité ; durée indéterminée
11. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Myanmar	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité/ Département de l'appui opérationnel	Résolution 72/248 de l'Assemblée générale
<b>Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes</b>			
12. Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix/Bureau exécutif du Département des opérations de paix	Résolution 2385 (2017) du Conseil de sécurité ; 15 décembre 2018
13. Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix/Bureau exécutif du Département des opérations de paix	Résolution 2424 (2018) du Conseil de sécurité ; 1 <sup>er</sup> août 2019
14. Groupe d'experts sur le Soudan	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix/Bureau exécutif du Département des opérations de paix	Résolution 2400 (2018) du Conseil de sécurité ; 12 mars 2019
15. Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix/Bureau exécutif du Département des opérations de paix	Résolution 2407 (2018) du Conseil de sécurité ; 24 avril 2019
16. Groupe d'experts sur la Libye	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix/Bureau exécutif du Département des opérations de paix	Résolution 2362 (2017) du Conseil de sécurité ; 15 novembre 2018
17. Groupe d'experts sur la République centrafricaine	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix/Bureau exécutif du Département des opérations de paix	Résolution 2399 (2018) du Conseil de sécurité ; 28 février 2019
18. Groupe d'experts sur le Yémen	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix/Bureau exécutif du Département des opérations de paix	Résolution 2402 (2018) du Conseil de sécurité ; 28 mars 2019

	<i>Département responsable</i>	<i>Appui administratif<sup>a</sup></i>	<i>Dernier mandat et date d'expiration</i>
19. Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix/Bureau exécutif du Département des opérations de paix	Résolution <a href="#">2428 (2018)</a> du Conseil de sécurité ; 1 <sup>er</sup> juillet 2019
20. Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions <a href="#">1526 (2004)</a> et <a href="#">2253 (2015)</a> du Conseil de sécurité concernant l'EIIL (Daech), Al-Qaïda, les Talibans et les personnes et entités qui leur sont associées	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix/Bureau exécutif du Département des opérations de paix	Résolution <a href="#">2368 (2017)</a> du Conseil de sécurité ; 17 décembre 2021
21. Bureau du Médiateur créé par la résolution <a href="#">1904 (2009)</a> du Conseil de sécurité	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix/Bureau exécutif du Département des opérations de paix	Résolution <a href="#">2368 (2017)</a> du Conseil de sécurité ; 17 décembre 2021
22. Application de la résolution <a href="#">2231 (2015)</a> du Conseil de sécurité	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix/Bureau exécutif du Département des opérations de paix	Résolution <a href="#">2231 (2015)</a> du Conseil de sécurité ; 18 octobre 2025
23. Groupe d'experts sur le Mali	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix/Bureau exécutif du Département des opérations de paix	Résolution <a href="#">2432 (2018)</a> du Conseil de sécurité ; 30 septembre 2019
24. Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution <a href="#">1540 (2004)</a> relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	Bureau des affaires de désarmement	Bureau des affaires de désarmement	Résolutions <a href="#">1673 (2006)</a> , <a href="#">1810 (2008)</a> , <a href="#">1977 (2011)</a> , <a href="#">2055 (2012)</a> et <a href="#">2325 (2016)</a> du Conseil de sécurité ; 25 avril 2021
25. Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	DECT	DECT	Résolution <a href="#">2395 (2017)</a> du Conseil de sécurité ; 31 décembre 2021
26. Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité/ Département de l'appui opérationnel	Résolution <a href="#">2379 (2017)</a> du Conseil de sécurité ; 21 septembre 2019

	<i>Département responsable</i>	<i>Appui administratif<sup>a</sup></i>	<i>Dernier mandat et date d'expiration</i>
<b>Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions</b>			
27. Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité/ Département de l'appui opérationnel	<a href="#">S/2013/753</a> , <a href="#">S/2013/759</a> , <a href="#">S/2016/88</a> , <a href="#">S/2016/89</a> et <a href="#">S/2016/1129</a> ; Résolution <a href="#">2349 (2017)</a> du Conseil de sécurité ; 31 décembre 2019
28. Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité/ Département de l'appui opérationnel	Résolution <a href="#">2404 (2018)</a> du Conseil de sécurité ; 28 février 2019
29. Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité/ Département de l'appui opérationnel	Résolution <a href="#">2408 (2018)</a> du Conseil de sécurité ; 31 mars 2019
30. Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité/ Département de l'appui opérationnel	<a href="#">S/2007/279</a> et <a href="#">S/2007/280</a> ; durée indéterminée
31. Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité/ Département de l'appui opérationnel	<a href="#">S/2017/78</a> et <a href="#">S/2017/79</a> ; durée indéterminée
32. Bureau de la Coordinatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité/ Département de l'appui opérationnel	Résolutions <a href="#">1701 (2006)</a> et <a href="#">1773 (2007)</a> du Conseil de sécurité ; <a href="#">S/2007/85</a> , <a href="#">S/2007/86</a> , <a href="#">S/2012/34</a> et <a href="#">S/2012/35</a> ; durée indéterminée
33. Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité/ Département de l'appui opérationnel	<a href="#">S/2018/789</a> et <a href="#">S/2018/790</a> ; 31 août 2021
34. Mission d'appui des Nations Unies en Libye	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité/ Département de l'appui opérationnel	Résolution <a href="#">2434 (2018)</a> du Conseil de sécurité ; 15 septembre 2019
35. Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité/ Département de l'appui opérationnel	Résolutions <a href="#">2366 (2017)</a> , <a href="#">2377 (2017)</a> , <a href="#">2381 (2017)</a> et <a href="#">2435 (2018)</a> du Conseil de sécurité ; 25 septembre 2019
<b>Missions d'assistance des Nations Unies</b>			
36. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité/ Département de l'appui opérationnel	Résolution <a href="#">2405 (2018)</a> du Conseil de sécurité ; 17 mars 2019
37. Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité/ Département de l'appui opérationnel	Résolution <a href="#">2421 (2018)</a> du Conseil de sécurité ; 31 mai 2019

*Abréviations* : DECT : Direction exécutive du Comité contre le terrorisme.

<sup>a</sup> Le niveau d'appui administratif dépendra du pouvoir délégué à chaque mission.

## Annexe III

## Prévisions de dépenses extrabudgétaires pour les missions politiques spéciales en 2018 et 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2018	2019
<b>Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général</b>		
Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide	777,0	904,0
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	758,0	850,0
Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental	576,2	–
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	1 684,0	549,0
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	500,0	1 000,0
<b>Total partiel</b>	<b>4 295,2</b>	<b>3 303,0</b>
<b>Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes</b>		
Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	1 800,0	1 000,0
Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	1 000,0	1 000,0
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	–	1 000,0
<b>Total partiel</b>	<b>2 800,0</b>	<b>3 000,0</b>
<b>Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions</b>		
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	404,0	300,0
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	1 176,4	532,8
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	2 000,0	2 000,0
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	1 328,0	1 150,0
Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria	3 000,0	6 000,0
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	206,2	335,1
<b>Total partiel</b>	<b>8 114,6</b>	<b>10 317,9</b>
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA)	–	–
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI)	50,7	50,8
<b>Total partiel</b>	<b>50,7</b>	<b>50,8</b>
<b>Total</b>	<b>15 260,5</b>	<b>16 671,7</b>

## Annexe IV

## Ressources destinées aux opérations aériennes pour 2017-2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2017			2018				2019	
	Budget approuvé	Dépenses effectives	Heures de vol effectives	Budget approuvé	Dépenses effectives (août 2018)	Heures de vol prévues au budget (12 mois)	Heures de vol effectives (août 2018)	Budget proposé	Heures de vol proposées
<b>Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs</b>									
Avions	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	–	–	–	–	4,0	–	–	–	–
Divers	125,0	62,7	13,3	72,1	15,0	17,0	–	51,8	12,5
<b>Total partiel</b>	<b>125,0</b>	<b>62,7</b>	<b>13,3</b>	<b>72,1</b>	<b>19,0</b>	<b>17,0</b>	<b>–</b>	<b>51,8</b>	<b>12,5</b>
<b>Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen</b>									
Avions	–	–	–	–	–	–	–	909,7	232,0
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	–	–	–	–	–	–	–	277,3	–
Divers	135,0	555,7	53,3	276,9	–	61,0	45,1	118,8	–
<b>Total partiel</b>	<b>135,0</b>	<b>555,7</b>	<b>53,3</b>	<b>276,9</b>	<b>–</b>	<b>61,0</b>	<b>45,1</b>	<b>1 305,8</b>	<b>232,0</b>
<b>Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes</b>									
Avions	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Divers	–	–	–	–	–	–	–	607,5	–
<b>Total partiel</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>607,5</b>	<b>–</b>
<b>Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel</b>									
Avions	3 140,6	2 423,4	294,9	3 140,6	1 658,3	450,0	152,8	1 388,6	540,0
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	626,5	771,8	–	626,5	648,6	–	–	663,4	–
Divers	311,1	333,3	–	311,1	55,2	–	–	317,6	–
<b>Total partiel</b>	<b>4 078,2</b>	<b>3 528,5</b>	<b>294,9</b>	<b>4 078,2</b>	<b>2 362,1</b>	<b>450,0</b>	<b>152,8</b>	<b>2 369,6</b>	<b>540,0</b>
<b>Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria</b>									
Avions	209,4	151,6	61,5	209,4	105,4	30,0	18,9	92,6	38,0
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	41,8	141,3	–	41,8	10,2	–	–	46,4	–
Divers	67,2	33,1	–	67,2	75,8	–	–	73,6	–
<b>Total partiel</b>	<b>318,4</b>	<b>326,0</b>	<b>61,5</b>	<b>318,4</b>	<b>191,4</b>	<b>30,0</b>	<b>18,9</b>	<b>212,6</b>	<b>38,0</b>

	2017			2018				2019	
	Budget approuvé	Dépenses effectives	Heures de vol effectives	Budget approuvé	Dépenses effectives (août 2018)	Heures de vol prévues au budget (12 mois)	Heures de vol effectives (août 2018)	Budget proposé	Heures de vol proposées
<b>Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau</b>									
Avions	837,5	601,8	64,4	847,6	443,6	120,0	46,9	369,0	144,0
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	157,2	–	–	147,1	75,0	–	–	200,5	–
Divers	146,2	0,1	–	146,2	69,4	–	–	155,9	–
<b>Total partiel</b>	<b>1 140,9</b>	<b>601,9</b>	<b>64,4</b>	<b>1 140,9</b>	<b>588,0</b>	<b>120,0</b>	<b>46,9</b>	<b>725,4</b>	<b>144,0</b>
<b>Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie</b>									
Avions	3 566,0	3 039,1	567,8	5 365,8	2 521,0	600,0	425,3	3 240,0	648,0
Hélicoptères	1 620,0	890,8	481,4	2 981,1	2 247,3	555,0	322,2	3 087,0	504,0
Carburants et lubrifiants	2 474,1	2 421,5	–	2 151,7	2 135,3	–	–	1 713,3	–
Divers	1 460,3	2 612,1	–	790,6	14,2	–	–	1 249,6	–
<b>Total partiel</b>	<b>9 120,4</b>	<b>8 963,5</b>	<b>1 049,2</b>	<b>11 289,2</b>	<b>6 917,8</b>	<b>1 155,0</b>	<b>747,5</b>	<b>9 289,9</b>	<b>1 152,0</b>
<b>Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale</b>									
Avions	140,5	64,3	32,0	92,8	42,9	42,0	6,2	93,7	42,0
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	27,6	12,3	–	18,4	15,4	–	–	18,5	–
Divers	59,4	73,0	–	28,6	19,7	–	–	28,7	–
<b>Total partiel</b>	<b>227,5</b>	<b>149,6</b>	<b>32,0</b>	<b>139,8</b>	<b>78,0</b>	<b>42,0</b>	<b>6,2</b>	<b>140,9</b>	<b>42,0</b>
<b>Mission de vérification des Nations Unies en Colombie</b>									
Avions	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Hélicoptères	1 001,2	1 400,0	934,5	5 947,9	5 295,8	1 200,0	401,1	5 396,0	840,0
Carburants et lubrifiants	–	–	–	697,3	–	–	–	652,2	–
Divers	1,7	1,7	–	1 275,2	7,7	–	–	725,4	–
<b>Total partiel</b>	<b>1 002,9</b>	<b>1 401,7</b>	<b>934,5</b>	<b>7 920,4</b>	<b>5 303,5</b>	<b>1 200,0</b>	<b>401,1</b>	<b>6 773,6</b>	<b>840,0</b>
<b>Mission d'appui des Nations Unies en Libye</b>									
Avions	1 457,5	2 794,6	503,2	2 630,6	1 582,8	501,0	252,6	2 749,8	523,0
Hélicoptères	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	1 135,7	258,9	–	349,8	209,0	–	–	432,4	–
Divers	1 533,8	210,3	–	1 099,5	334,8	–	–	924,8	–
<b>Total partiel</b>	<b>4 127,0</b>	<b>3 263,8</b>	<b>503,2</b>	<b>4 079,9</b>	<b>2 126,6</b>	<b>501,0</b>	<b>252,6</b>	<b>4 107,0</b>	<b>523,0</b>
<b>Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan</b>									
Avions	3 251,5	4 998,1	1 228,6	3 750,8	4 142,7	1 300,0	608,3	3 632,5	900,0
Hélicoptères	6 525,0	6 173,7	551,3	3 632,6	3 619,7	600,0	259,9	3 653,9	400,0
Carburants et lubrifiants	786,0	1 117,4	–	1 707,7	930,4	–	–	1 272,8	–
Divers	180,8	88,7	–	130,5	77,9	–	–	182,7	–
<b>Total partiel</b>	<b>10 743,3</b>	<b>12 377,9</b>	<b>1 779,9</b>	<b>9 221,6</b>	<b>8 770,7</b>	<b>1 900,0</b>	<b>868,2</b>	<b>8 741,9</b>	<b>1 300,0</b>

	2017			2018			2019		
	Budget approuvé	Dépenses effectives	Heures de vol effectives	Budget approuvé	Dépenses effectives (août 2018)	Heures de vol prévues au budget (12 mois)	Heures de vol effectives (août 2018)	Budget proposé	Heures de vol proposées
<b>Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq</b>									
Avions	5 043,3	4 219,4	961,6	3 280,4	2 279,7	975,0	671,6	2 152,9	743,0
Hélicoptères	–	813,1	–	–	0,5	–	–	–	–
Carburants et lubrifiants	674,9	540,8	–	521,6	333,6	–	–	700,0	–
Divers	252,8	173,7	–	206,8	209,9	–	–	234,7	–
<b>Total</b>	<b>5 971,0</b>	<b>5 747,0</b>	<b>961,6</b>	<b>4 008,8</b>	<b>2 823,7</b>	<b>975,0</b>	<b>671,6</b>	<b>3 087,6</b>	<b>743,0</b>
<b>Avions</b>	<b>17 646,3</b>	<b>18 292,3</b>	<b>3 727,2</b>	<b>19 318,0</b>	<b>12 776,4</b>	<b>4 018,0</b>	<b>2 182,8</b>	<b>14 628,8</b>	<b>3 810,0</b>
<b>Hélicoptères</b>	<b>9 146,2</b>	<b>9 277,6</b>	<b>1 967,2</b>	<b>12 561,6</b>	<b>11 163,3</b>	<b>2 355,0</b>	<b>983,1</b>	<b>12 136,9</b>	<b>1 744,0</b>
<b>Carburants et lubrifiants</b>	<b>5 923,8</b>	<b>5 264,0</b>	<b>–</b>	<b>6 261,9</b>	<b>4 361,5</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>5 976,8</b>	<b>–</b>
<b>Divers</b>	<b>4 273,3</b>	<b>4 144,4</b>	<b>53,3</b>	<b>4 404,7</b>	<b>879,6</b>	<b>78,0</b>	<b>45,1</b>	<b>4 671,1</b>	<b>12,5</b>
<b>Total</b>	<b>36 989,6</b>	<b>36 978,3</b>	<b>5 747,7</b>	<b>42 546,2</b>	<b>29 180,8</b>	<b>6 451,0</b>	<b>3 211,0</b>	<b>37 413,6</b>	<b>5 566,5</b>

Note : La catégorie « Divers » comprend le matériel et les fournitures, les services, les redevances d'atterrissage et de manutention au sol, et l'indemnité de subsistance de l'équipage.

## Annexe V

## Ressources liées à la sécurité pour les missions politiques spéciales en 2018 et 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Nombre de postes liés à la sécurité		Ressources diverses liées à la sécurité		
	Effectif approuvé pour 2018	Effectif proposé pour 2019	Montant approuvé pour 2018	Montant approuvé pour 2019	Observations
<b>Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général</b>					
Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre	1 SM, 1 AL	1 SM, 1 AL	14,5	11,2	Matériel et uniformes de lutte contre l'incendie et entretien du système de vidéosurveillance, de l'alarme incendie, de l'alarme anti-intrusion, des systèmes de lutte contre l'incendie et des barrières de sécurité
Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	–	–	7,0	7,0	Les services de sécurité pour les discussions et conférences de Genève sont fournis par l'Office des Nations Unies à Genève.
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	22 (1 P-4, 5 SM, 16 AL)	22 (1 P-4, 5 SM, 16 AL)	904,5	936,7	Le PNUD a administré le partage des coûts liés à l'hôtel Four Seasons, aux dépenses communes avec l'ONU à l'échelle locale et aux services de sécurité pour les réunions à Genève.
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	–	–	2,3	2,3	Part du Bureau des services de sécurité communs fournis par l'Office des Nations Unies à Nairobi
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	20 (1 P-4, 2 P-3, 14 SM, 3 AL)	20 (1 P-4, 2 P-3, 14 SM, 3 AL)	335,8	497,2	L'augmentation des frais s'explique par les achats liés à la sécurité et au recrutement d'agents de sécurité contractuels. Le gouvernement a fourni des services de sécurité dans les nouveaux locaux de Sanaa et d'Adan, et a financé l'escorte armée à l'occasion de la visite de l'Envoyé spécial au Yémen.
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi	4 (1 P-4, 3 SM)	4 (1 P-4, 3 SM)	85,9	93,0	Achat de matériel de vidéosurveillance, de machines à rayons X et d'équipements de sécurité pour l'équipe de pays des Nations Unies
<b>Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes</b>					
Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée	–	–	58,0	43,8	Frais liés à la mise à disposition d'agents de sécurité par l'Office des Nations Unies à Nairobi, et aux services de sécurité et d'escorte fournis aux experts du Groupe de contrôle
Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	–	–	175,5	–	Le renforcement de la sécurité du bureau des experts situé dans le bâtiment DC-2 du Siège de l'ONU, pour lequel des ressources avaient été approuvées en 2018, devrait être mené à bien en 2018 et ne pas nécessiter de ressources supplémentaires en 2019.
Groupe d'experts sur le Yémen	5 SM	5 SM	100,0	73,4	Protection rapprochée des experts, dépenses communes avec le PNUD liées à la sécurité au Yémen et formation des agents de sécurité

	Nombre de postes liés à la sécurité		Ressources diverses liées à la sécurité		
	Effectif approuvé pour 2018	Effectif proposé pour 2019	Montant approuvé pour 2018	Montant approuvé pour 2019	Observations
Groupe d'experts sur le Mali	–	–	–	314,8	Protection rapprochée des experts lors de leurs voyages au Mali
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	–	49 (1 P-4, 2 P-3, 31 SM, 15 AL)	–	1 045,3	Achat de matériel de sûreté et de sécurité, et services de sécurité
<b>Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions</b>					
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	1 SM	1 SM	53,8	109,3	Augmentation des dépenses contractuelles liée au recrutement d'agents de sécurité dans les bureaux de Dakar et de Nouakchott, et achat de matériel de sécurité, de dispositifs de verrouillage, d'accessoires de sécurité, et de services de vidéosurveillance
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	30 (1 P-3, 9 SM, 20 AL)	30 (1 P-3, 9 SM, 20 AL)	348,7	365,6	Services et matériel de sécurité
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	62 (1 P-4, 1 P-3, 32 SM, 9 AN, 19 AL)	68 (1 P-4, 1 P-3, 38 SM, 9 AN, 19 AL)	2 433,4	2 855,5	Les six postes d'agent de sécurité supplémentaires proposés sont destinés à appuyer le renforcement de la présence de la Mission dans les régions. L'augmentation des dépenses s'explique par l'amélioration des services de sécurité eu égard aux activités de radiodiffusion menées dans les bureaux régionaux et par le recrutement d'agents de sécurité affectés au nouveau bureau de Galmudug. Ces ressources sont nécessaires pour appuyer la mise en œuvre des tâches supplémentaires prescrites dans la résolution 2408 (2018) du Conseil de sécurité.
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	9 AL	9 AL	7,8	7,8	Ressources correspondant : a) à la contribution du Centre régional au budget interinstitutions/commun de l'ONU relatif à la sécurité au Turkménistan ; et b) au recrutement d'un agent de sécurité local, par le PNUD, pour renforcer les effectifs actuels, protéger les locaux du Centre de manière continue et en contrôler l'accès sans interruption
Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria	–	–	81,1	62,9	Services d'agents de sécurité, contribution en matière de sécurité fournie à l'équipe de pays des Nations Unies dans les bureaux de Yaoundé et de Calabar (Nigéria)
Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	51 (1 P-4, 4 SM, 46 AL)	51 (1 P-4, 4 SM, 46 AL)	98,7	79,5	Munitions, uniformes et accessoires ; contribution au Centre de gestion de l'information et des opérations relatives à la sécurité, pour le personnel de la Mission
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	1 SM	1 SM	126,2	123,4	Services contractuels de sécurité

	<i>Nombre de postes liés à la sécurité</i>		<i>Ressources diverses liées à la sécurité</i>		
	<i>Effectif approuvé pour 2018</i>	<i>Effectif proposé pour 2019</i>	<i>Montant approuvé pour 2018</i>	<i>Montant approuvé pour 2019</i>	<i>Observations</i>
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	94 (2 P-4, 3 P-3, 1 P-2, 68 SM, 20 AL)	110 (2 P-4, 3 P-3, 1 P-2, 76 SM, 28 AL)	7 031,0	6 840,0	Diminution des ressources nécessaires au titre des services de sécurité fournis à Oea et à Benghazi, sur la base des dépenses effectives
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	41 (1 P-4, 1 P-3, 1 P-2, 13 SM, 5 AN, 20 AL)	41 (1 P-4, 1 P-3, 1 P-2, 14 SM, 5 AN, 19 AL)	1 720,4	2 700,0	L'augmentation des ressources s'explique par la collaboration avec une société de sécurité à l'échelle de la mission, qui sera chargée de fournir des agents de sécurité dans l'ensemble des sites de la mission et des nouveaux points de réinstallation.
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	409 (1 P-5, 2 P-4, 9 P-3, 2 P-2, 79 SM, 5 AN, 307 AL, 4 VNU)	379 (1 P-5, 2 P-4, 9 P-3, 2 P-2, 80 SM, 5 AN, 276 AL, 4 VNU)	12 213,7	12 922,8	Coût de remplacement des anciennes machines à rayons X dans tous les sites de la Mission et achat de fournitures de défense supplémentaires pour le terrain ; soustraction de 31 agents de sécurité recrutés sur le plan local (AL)
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	237 (1 P-5, 5 P-4, 5 P-3, 2 P-2, 97 SM, 10 AN, 117 AL)	223 (1 P-5, 5 P-4, 5 P-3, 2 P-2, 89 SM, 10 AN, 111 AL)	9 133,4	8 166,8	La diminution nette des ressources s'explique par le partage des coûts avec l'équipe de pays des Nations Unies. Elle est compensée en partie par une augmentation des dépenses prévues pour l'achat de matériel de sécurité et la fourniture de services de sécurité pour le nouveau bureau à Mossoul.

*Abréviations* : AL : agent local ; AN : administrateur recruté sur le plan national ; PNUD : Programme des Nations Unies pour le développement ; SM : Service mobile ; VNU : Volontaire des Nations Unies.

## Annexe VI

## Ressources liées aux voyages pour les missions politiques spéciales en 2018 et 2019

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Montant approuvé pour 2018</i>	<i>Montant proposé pour 2019</i>	<i>Augmentation/ diminution</i>	<i>Augmentation/ diminution (pourcentage)</i>	
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	<i>Analyse de la variation</i>
<b>Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général</b>					
Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre	185,5	150,5	(35,0)	(18,9)	La diminution s'explique principalement par la réduction des voyages non liés à la formation, elle-même due aux progrès réalisés lors des précédents cycles de négociations.
Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide	365,6	365,6	-	-	
Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental	113,8	113,8	-	-	
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	63,3	50,9	(12,4)	(19,6)	La diminution est principalement due à l'incertitude entourant la nomination d'un nouvel envoyé spécial.
Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	317,2	317,2	-	-	
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	1 840,0	1 648,9	(191,1)	(10,4)	La diminution s'explique principalement par les efforts déployés par la Mission pour favoriser l'utilisation de nouveaux moyens de communication en lieu et place des voyages chaque fois que possible, pour n'autoriser les voyages que si une rencontre en personne est nécessaire à la bonne exécution d'un mandat, et pour réduire au strict minimum le nombre de personnes par voyage.
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud	161,7	161,7	-	-	
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	478,9	367,6	(111,3)	(23,2)	La diminution s'explique principalement par la réduction du nombre de voyages dans la région, le recours à la vidéoconférence, les efforts visant à améliorer la planification pour rationaliser les déplacements, le regroupement de voyages et la réduction de la durée des voyages.

	<i>Montant approuvé pour 2018</i>	<i>Montant proposé pour 2019</i>	<i>Augmentation/ diminution</i>	<i>Augmentation/ diminution (pourcentage)</i>	
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	Analyse de la variation
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	805,4	760,7	(44,7)	(5,6)	La diminution est principalement due au partage des coûts de location d'un avion avec le Bureau de l'Envoyé spécial de la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq pour les voyages entre Amman et le Yémen, ce qui a permis de revoir à la baisse les prévisions liées aux coûts des voyages.
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi	879,2	607,7	(271,5)	(30,9)	La diminution par rapport au montant prévu dans le budget de 2018 est principalement due à des progrès plus lents que prévu sur le plan politique.
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Myanmar	131,5	174,9	43,4	33,0	L'augmentation s'explique par le fait que les ressources correspondent à une année complète de fonctionnement, dans une mission ayant atteint sa pleine capacité en termes d'effectifs, alors qu'elle était en phase de lancement en 2018.
<b>Total partiel</b>	<b>5 342,1</b>	<b>4 719,5</b>	<b>(622,6)</b>	<b>(11,7)</b>	
<b>Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes</b>					
Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée	28,8	28,8	–	–	
Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	26,7	26,7	–	–	
Groupe d'experts sur le Soudan	17,7	17,7	–	–	
Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	32,9	32,9	–	–	
Groupe d'experts sur la Libye	32,9	32,9	–	–	
Groupe d'experts sur la République centrafricaine	40,0	40,0	–	–	
Groupe d'experts sur le Yémen	131,7	53,7	(78,0)	(59,2)	La diminution est principalement due à une baisse du nombre de voyages du Groupe d'experts prévus et effectifs nécessitant l'appui de l'équipe de protection rapprochée en raison des mauvaises conditions de sécurité sur le terrain
Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	35,3	35,3	–	–	
Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) du Conseil de sécurité concernant l'EIIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées	136,4	136,4	–	–	

	<i>Montant approuvé pour 2018</i>	<i>Montant proposé pour 2019</i>	<i>Augmentation/ diminution</i>	<i>Augmentation/ diminution (pourcentage)</i>	
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	<i>Analyse de la variation</i>
Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité	35,8	35,8	–	–	
Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	75,3	75,3	–	–	
Groupe d'experts sur le Mali	33,8	206,1	172,3	509,8	L'augmentation est principalement due aux frais de voyage des agents de sécurité chargés d'assurer la protection rapprochée de l'équipe, conformément à la recommandation que le Département de la sûreté et de la sécurité a formulée à l'issue de son évaluation des risques de sécurité, ce qui n'était pas prévu dans le budget de 2018
Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	71,2	71,2	–	–	
Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	1 162,1	1 162,1	–	–	
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	–	665,4	665,4	–	La mission a commencé ses activités en août 2018
<b>Total partiel</b>	<b>1 860,6</b>	<b>2 620,3</b>	<b>759,7</b>	<b>40,8</b>	
<b>Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions</b>					
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	951,6	1 040,3	88,7	9,3	L'augmentation est essentiellement due à l'intensification des activités liées aux élections, de manière à régler les éventuels problèmes avant, pendant et après les élections, ainsi qu'à la nécessité de renforcer les capacités régionales pour résoudre les problèmes de sécurité au Sahel et dans le bassin du lac Tchad
Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	673,1	716,0	42,9	6,4	L'augmentation s'explique principalement par les voyages liés à l'appui électoral et aux activités de sensibilisation à l'échelle locale, conformément à la résolution 2404 (2018) du Conseil de sécurité
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	1 307,8	1 321,3	13,5	1,0	L'augmentation s'explique principalement par la présence de la Mission dans les régions, notamment par le nouveau bureau de Galmudug (Dhuusamarreeb), conformément à la résolution 2408 (2018) du Conseil de sécurité

	<i>Montant approuvé pour 2018</i>	<i>Montant proposé pour 2019</i>	<i>Augmentation/ diminution</i>	<i>Augmentation/ diminution (pourcentage)</i>	<i>Analyse de la variation</i>
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)	(4) = (3)/(1)	
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	245,2	242,4	(2,8)	(1,1)	La diminution tient compte des frais de voyage courants effectifs
Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria	332,3	332,3	–	–	
Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban	224,7	232,8	8,1	3,6	L'augmentation est principalement imputable à l'organisation de trois formations obligatoires aux fins du renouvellement de la certification/de la qualification, qui figurent dans le budget pour 2019
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	686,5	675,1	(11,4)	(1,7)	La diminution tient compte des frais de voyage courants effectifs
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	2 611,6	2 165,0	(446,6)	(17,1)	La diminution est principalement due à la réduction du personnel temporaire en poste par roulement à Tripoli. La Mission va progressivement transférer 82 % du personnel international de Tunis à Tripoli, en fonction des conditions de sécurité et de la capacité de l'appui à la Mission d'ici à avril 2019, tout en maintenant sa présence dans les régions libyennes de Benghazi et de Sabha, par la mise en place de relève
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	2 299,6	2 035,5	(264,1)	(11,5)	La diminution s'explique principalement par l'amélioration de la planification des voyages, rendue possible par l'expérience acquise dans la zone de la Mission au cours de l'année 2018
<b>Total partiel</b>	<b>9 332,4</b>	<b>8 760,7</b>	<b>(571,7)</b>	<b>(6,1)</b>	
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	1 482,5	1 480,8	(1,7)	(0,1)	
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	1 269,1	1 534,7	265,6	20,9	La variation entre les montants demandés pour 2019 et le montant du budget approuvé pour 2018 s'explique principalement une augmentation des prévisions de dépenses prévues au titre des voyages dans les zones des missions, qui s'explique elle-même par l'ouverture du bureau de Mossoul.
<b>Total partiel</b>	<b>2 751,6</b>	<b>3 015,5</b>	<b>263,9</b>	<b>9,6</b>	
<b>Total</b>	<b>19 286,7</b>	<b>19 116,0</b>	<b>(170,7)</b>	<b>(0,9)</b>	

## Annexe VII

**Tableau récapitulatif du respect de l'application  
de l'obligation de réserver les billets 16 jours à l'avance  
par les missions politiques spéciales pour la période  
allant du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 30 juin 2018**

(En pourcentage)

	2015	2016	2017	2018 <sup>a</sup>
<b>Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général</b>				
1. Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre	0	2	2	0
2. Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide	0	3	19	35
3. Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental	0	0	0	0
4. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	–	0	50	0
5. Représentante de l'ONU aux discussions internationales de Genève	60	87	89	85
6. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	0	1	1	4
7. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud	0	6	4	0
8. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	0	3	5	15
9. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	0	1	16	13
10. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi	s.o.	0	1	9
11. Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Myanmar	s.o.	s.o.	s.o.	–
<b>Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions et groupes d'experts et autres entités et mécanismes</b>				
12. Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée	0	5	32	20
13. Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo	–	14	33	17
14. Groupe d'experts sur le Soudan	0	14	51	59
15. Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée	–	13	62	50
16. Groupe d'experts sur la Libye	0	5	68	45
17. Groupe d'experts sur la République centrafricaine	–	8	43	22
18. Groupe d'experts sur le Yémen	0	0	38	21
19. Groupe d'experts sur le Soudan du Sud	0	5	29	35
20. Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) du Conseil de sécurité concernant l'EIIL (Daech), Al-Qaïda, les Talibans et les personnes et entités qui leur sont associées	0	5	60	56
21. Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité <sup>b</sup>				
22. Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité	s.o.	0	7	23
23. Groupe d'experts sur le Mali	s.o.	s.o.	–	13
24. Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) relative à la non-prolifération de toutes les armes de destruction massive	0	8	39	29
25. Direction exécutive du Comité contre le terrorisme	0	14	45	46
26. Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.

	2015	2016	2017	2018 <sup>a</sup>
<b>Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions</b>				
27. Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel <sup>c</sup>	7	12	4	7
28. Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau	12	25	27	35
29. Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	5	15	13	13
30. Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	0	45	27	40
31. Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria	60	11	21	7
32. Bureau de la Coordonnatrice spéciale des Nations Unies pour le Liban	0	9	24	13
33. Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	0	7	10	20
34. Mission d'appui des Nations Unies en Libye	3	10	30	23
35. Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	s.o.	s.o.	3	4
<b>MANUA et MANUI</b>				
36. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	17	21	27	31
37. Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	15	19	27	19

*Note* : Un tiret indique qu'aucun voyage aérien n'a été entrepris pendant le trimestre en question. Un zéro indique que l'obligation de réserver les billets 16 jours à l'avance n'a pas été respectée. s/o signifie que la mission n'existait pas pendant la période en question.

<sup>a</sup> Période allant de janvier à juin 2018.

<sup>b</sup> Conformément au paragraphe 17 de la section XXII de la résolution 72/262 A de l'Assemblée générale, le budget de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) du Conseil de sécurité concernant l'EIL (Daech), Al-Qaida, les Taliban et les personnes et entités qui leur sont associées et le budget du Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité sont présentés séparément à partir de 2018. Les informations relatives au Bureau du Médiateur pour 2015, 2016 et 2017 figurent dans la partie intéressant l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions.

<sup>c</sup> Les informations recueillies pour 2015 et 2016 prennent en compte les données relatives au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) uniquement. Les informations recueillies pour 2017 et 2018 prennent en compte les informations relatives au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel recueillies après la fusion de l'UNOWA et du Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sahel.

## Annexe VIII

## Postes d'appui financés à partir du budget des missions politiques spéciales pour 2018 et 2019

## Effectif approuvé pour 2018

Mission	Département	Division/bureau	Titre ou fonction	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	G	Total
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Département des affaires politiques	Division du Moyen-Orient et de l'Asie de l'Ouest	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	–	1	–	–	–	–	1
			Spécialiste des questions politiques	–	–	1	–	–	–	1
			Assistant administratif	–	–	–	–	–	1	1
<b>Total partiel</b>				–	<b>1</b>	<b>1</b>	–	–	<b>1</b>	<b>3</b>
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	Département de l'appui aux missions	Division du soutien logistique	Spécialiste de la planification des acquisitions/logisticien	–	–	–	1	–	–	1
	Département de la gestion	Division de la planification des programmes et du budget	Assistant au budget-programme	–	–	–	–	–	1	1
<b>Total partiel</b>				–	–	–	<b>1</b>	–	<b>1</b>	<b>2</b>
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	Département des affaires politiques	Afrique I	Spécialiste des questions politiques	–	–	1	–	–	–	1
			Assistant administratif	–	–	–	–	–	1	1
<b>Total partiel</b>				–	–	<b>1</b>	–	–	<b>1</b>	<b>2</b>
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi	Département des affaires politiques	Afrique I	Spécialiste des questions politiques	–	–	–	1	–	–	1
			Assistant d'équipe	–	–	–	–	–	1	1
<b>Total partiel</b>				–	–	–	<b>1</b>	–	<b>1</b>	<b>2</b>
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	Département des affaires politiques	Afrique II	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	–	1	–	–	–	–	1
			Spécialiste des questions politiques	–	–	1	–	–	–	1
<b>Total partiel</b>				–	<b>1</b>	<b>1</b>	–	–	–	<b>2</b>
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	Département des affaires politiques	Afrique I	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	–	1	–	–	–	–	1
	Département des opérations de maintien de la paix	Bureau du Sous-Secrétaire général à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité	Spécialiste de la gestion des programmes	–	–	1	–	–	–	1

<i>Mission</i>	<i>Département</i>	<i>Division/bureau</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>G</i>	<i>Total</i>
	Département de la gestion	Division de la planification des programmes et du budget	Spécialiste du budget-programme	-	-	1	-	-	-	1
<b>Total partiel</b>				-	1	2	-	-	-	3
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	Département des affaires politiques	Afrique II	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
<b>Total partiel</b>				-		1	-	-	-	1
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	Département des affaires politiques	Afrique II	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant administratif	-	-	-	-	-	1	1
	Département des affaires politiques	Division de l'assistance électorale	Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1
	Département de l'appui aux missions	Équipe d'appui opérationnel/Bureau du Sous-Secrétaire général	Spécialiste de la planification et des programmes	-	-	1	-	-	-	1
<b>Total partiel</b>				-	1	3	-	-	1	5
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Département des affaires politiques	Division des Amériques	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant administratif	-	-	-	-	-	1	1
	Département des opérations de maintien de la paix	Bureau des affaires militaires	Spécialiste de la planification militaire	-	-	1	-	-	-	1
	Département de l'appui aux missions	Division du soutien logistique	Logisticien	-	-	-	1	-	-	1
	Département de l'appui aux missions	Équipe d'appui opérationnel	Spécialiste de la planification et des programmes	-	-	-	1	-	-	1
<b>Total partiel</b>				-	1	2	2	-	1	6
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	Département des affaires politiques	Division du Moyen-Orient et de l'Asie de l'Ouest	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	-	2	-	-	2
	Département des affaires politiques	Division de l'assistance électorale	Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1
<b>Total partiel</b>				-	-	2	2	-	-	4

<i>Mission</i>	<i>Département</i>	<i>Division/bureau</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>G</i>	<i>Total</i>
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Département des affaires politiques	Équipe Afghanistan/ Division du Moyen-Orient et de l'Asie de l'Ouest	Administrateur général chargé des questions politiques	1	-	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	-	1	-	-	1
	Assistant administratif	-	-	-	-	-	1	1		
	Département des affaires politiques	Division de l'assistance électorale	Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1
<b>Total partiel</b>				<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>6</b>
<b>Total</b>				<b>1</b>	<b>6</b>	<b>15</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>36</b>

*Note* : Les informations recueillies pour la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan prennent en compte les postes d'appui approuvés pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 2018

### Effectif proposé pour 2019

<i>Mission</i>	<i>Département</i>	<i>Division/bureau</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>G</i>	<i>Total</i>
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Division du Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant administratif	-	-	-	-	-	1	1
<b>Total partiel</b>				<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>3</b>
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	Département de l'appui opérationnel	Division de la logistique, Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Spécialiste de la planification des acquisitions/logisticien	-	-	-	1	-	-	1
	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	Division des finances des missions	Assistant au budget-programme	-	-	-	-	-	1	1
	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Division du Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
<b>Total partiel</b>				<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>3</b>
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Division Afrique centrale et australe	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant administratif	-	-	-	-	-	1	1
<b>Total partiel</b>				<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

<i>Mission</i>	<i>Département</i>	<i>Division/bureau</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>G</i>	<i>Total</i>		
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Division Afrique centrale et australe	Spécialiste des questions politiques	-	-	-	1	-	-	1		
			Assistant d'équipe	-	-	-	-	-	1	1		
<b>Total partiel</b>				-	-	-	1	-	1	2		
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Division du Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1		
			Spécialiste de la planification et des programmes	-	-	-	1	-	-	1		
<b>Total partiel</b>				-	-	1	1	-	-	2		
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Division Afrique de l'ouest	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1		
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1		
<b>Total partiel</b>				-	1	1	-	-	-	2		
Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Division Afrique de l'Est	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1		
			Département des opérations de paix	Bureau du Sous-Secrétaire général à l'état de droit et aux institutions chargées de la sécurité	Spécialiste de la gestion des programmes	-	-	1	-	-	-	1
					Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	Division des finances des missions	Spécialiste du budget-programme	-	-	1	-	-
<b>Total partiel</b>				-	1	2	-	-	-	3		
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Division Afrique de l'ouest	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1		
<b>Total partiel</b>				-	-	1	-	-	-	1		
Mission d'appui des Nations Unies en Libye	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Division Afrique du Nord	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1		
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1		
			Assistant administratif	-	-	-	-	-	1	1		

<i>Mission</i>	<i>Département</i>	<i>Division/bureau</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>G</i>	<i>Total</i>
	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Division de l'assistance électorale	Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1
	Département de l'appui opérationnel	Division des activités spéciales/ Service de la planification des opérations	Spécialiste de la planification et des programmes	-	-	1	-	-	-	1
<b>Total partiel</b>				-	1	3	-	-	1	5
Mission de vérification des Nations Unies en Colombie	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Division des Amériques	Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Assistant administratif	-	-	-	-	-	1	1
	Division des opérations de paix	Bureau des affaires militaires	Spécialiste de la planification militaire	-	-	1	-	-	-	1
	Département de l'appui opérationnel	Division de la logistique, Bureau de la gestion de la chaîne d'approvisionnement	Logisticien	-	-	-	1	-	-	1
	Département de l'appui opérationnel	Division des activités spéciales/Service de la planification des opérations	Spécialiste de la planification et des programmes	-	-	-	1	-	-	1
<b>Total partiel</b>				-	1	2	2	-	1	6
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Division Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	-	2	-	-	2
	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Division de l'assistance électorale	Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1
<b>Total partiel</b>				-	-	2	2	-	-	4
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Équipe Afghanistan/ Division du Moyen-Orient et de l'Asie de l'Ouest	Administrateur général chargé des questions politiques	1	-	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques (hors classe)	-	1	-	-	-	-	1
			Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1

<i>Mission</i>	<i>Département</i>	<i>Division/bureau</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>G</i>	<i>Total</i>
			Spécialiste des questions politiques	-	-	-	1	-	-	1
			Assistant administratif	-	-	-	-	-	1	1
	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Division de l'assistance électorale	Spécialiste des affaires électorales	-	-	1	-	-	-	1
<b>Total partiel</b>				<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>1</b>	<b>6</b>
<b>Total</b>				<b>1</b>	<b>6</b>	<b>17</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>39</b>

### Résumé détaillé des modifications proposées pour 2019

<i>Mission</i>	<i>Département</i>	<i>Division/bureau</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>G</i>	<i>Total</i>
<b>Effectif total approuvé pour 2018</b>				<b>1</b>	<b>6</b>	<b>15</b>	<b>7</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>36</b>
<b>Postes dont la création est proposée pour 2019</b>										
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Division du Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes	Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix	Division du Moyen-Orient	Spécialiste des questions politiques	-	-	1	-	-	-	1
	Département de l'appui opérationnel	Division des activités spéciales/Service de la planification des opérations	Spécialiste de la planification et des programmes	-	-	-	1	-	-	1
<b>Total</b>				<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>
<b>Postes dont la suppression est proposée pour 2019</b>										
<b>Total</b>				<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total des effectifs proposés pour 2019</b>				<b>1</b>	<b>6</b>	<b>17</b>	<b>8</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>39</b>

### Récapitulatif des changements proposés par Département

<i>Mission</i>	<i>Département</i>	<i>Division/bureau</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>G</i>	<i>Total</i>
Département des affaires politiques/Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix										
Effectif approuvé pour 2018				1	6	11	4	-	6	28

<i>Mission</i>	<i>Département</i>	<i>Division/bureau</i>	<i>Titre ou fonction</i>	<i>D-1</i>	<i>P-5</i>	<i>P-4</i>	<i>P-3</i>	<i>P-2</i>	<i>G</i>	<i>Total</i>
Effectif proposé pour 2019				1	6	13	4	–	6	30
<b>Variation</b>				–	–	2	–	–	–	2
Département des opérations de maintien de la paix/Département des opérations de paix										
Effectif approuvé pour 2018				–	–	2	–	–	–	2
Effectif proposé pour 2019				–	–	2	–	–	–	2
<b>Variation</b>				–	–	–	–	–	–	–
Département de l'appui aux missions/ Département de l'appui opérationnel										
Effectif approuvé pour 2018				–	–	1	3	–	–	4
Effectif proposé pour 2019				–	–	1	4	–	–	5
<b>Variation</b>				–	–	–	1	–	–	1
Département de la gestion / Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité										
Effectif approuvé pour 2018				–	–	1	–	–	1	2
Effectif proposé pour 2019				–	–	1	–	–	1	2
<b>Variation</b>				–	–	–	–	–	–	–
<b>Variation nette</b>				–	–	2	1	–	–	3

## Annexe IX

Appui fourni gratuitement aux missions politiques spéciales  
par le pays hôte

	<i>Contributeur</i>	<i>Description de la contribution</i>	<i>Valeur annuelle approximative (dollars É.-U.)</i>
<b>Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions</b>			
Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel	Gouvernement sénégalais	Locaux	21 500
Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale	Gouvernement turkmène	Bureaux	379 737
Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria	Gouvernement sénégalais	Locaux	20 700
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	Ministère des affaires étrangères	Locaux (bureaux du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale)	113 100
Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale	Ministère des affaires étrangères	Locaux (résidence du Représentant spécial du Secrétaire général)	41 644
<b>MANUA et MANUI</b>			
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Immatriculation des véhicules	–
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Droits d'atterrissage aux aéroports	120 546
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Redevances aéroportuaires (embarquement/débarquement)	566 907
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Bureau régional de Jalalabad : bâtiment d'une superficie totale de 1 409 m <sup>2</sup>	3 889
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Ministère afghan de l'intérieur	Bureau régional de Kondoz : bâtiment d'une superficie totale de 2 164 m <sup>2</sup>	77 913
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Aérogare (Kaboul) : terrain d'une superficie totale de 4 700 m <sup>2</sup>	6 205
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Aérogare (Konoz) : terrain d'une superficie totale de 20 m <sup>2</sup>	240
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Aérogare (Mazar-e Charif) : terrain d'une superficie totale de 2 184 m <sup>2</sup>	65 520
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Ministère afghan de l'intérieur	Bureau régional de Konoz : terrain d'une superficie totale de 15 126 m <sup>2</sup>	181 509
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Bureau régional de Jalalabad : terrain d'une superficie totale de 21 772 m <sup>2</sup>	8 491 080
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Bureau régional de Kandahar : terrain d'une superficie totale de 41 558 m <sup>2</sup>	224 413
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Bureau régional de Mazar-e Charif : terrain d'une superficie totale de 55 234 m <sup>2</sup>	1 657 020

---

---

	<i>Contributeur</i>	<i>Description de la contribution</i>	<i>Valeur annuelle approximative (dollars É.-U.)</i>
Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan	Gouvernement afghan	Bureau provincial de Bamiyan : terrain d'une superficie totale de 13 200 m <sup>2</sup>	17 424
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	Gouvernement iraquien	Droits d'atterrissage aux aéroports	293 014
Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq	Gouvernement iraquien	Redevances aéroportuaires (embarquement/débarquement)	1 610

---

## Annexe X

## Comparaison des taux de vacance de postes des missions politiques spéciales pour 2018 et 2019

### A. Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général

	Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre	Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide	Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité	Représentant de l'ONU aux discussions internationales de Genève	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi	Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Myanmar
<b>Personnel recruté sur le plan international</b>											
Effectif approuvé pour 2018	16	10	2	3	7	61	5	19	61	24	4
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2017 (en pourcentage)	8	3	5	5	14	45	20	32	30	31 ; nouveaux postes : 50	
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à août 2018 (en pourcentage)	19	0	50	5	18	35	18	21	20	21	78
Taux de vacance effectif au 31 août 2018 (en pourcentage)	20	0	0	5	14	31	20	26	15	8	50
Taux de vacance moyen prévu pour 2018 (en pourcentage)	11	0	0	5	12	31	18	21	16	18	54
Effectif proposé pour 2019	16	10	2	3	7	61	5	19	62	24	4
Taux de vacance proposé pour 2019 (en pourcentage)	14	5	5	5	5	35 ; nouveaux postes : 50	20	20	15 ; nouveaux postes : 50	21	5
<b>Administrateurs recrutés sur le plan national</b>											
Effectif approuvé pour 2018	–	–	–	–	–	–	2	1	8	2	–
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2018 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	5	5	50	5	–

	<i>Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre</i>	<i>Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la prévention du génocide</i>	<i>Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Sahara occidental</i>	<i>Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004) du Conseil de sécurité</i>	<i>Représentant de l'ONU aux discussions internationales de Genève</i>	<i>Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie</i>	<i>Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Soudan et le Soudan du Sud</i>	<i>Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs</i>	<i>Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen</i>	<i>Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi</i>	<i>Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Myanmar</i>
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à août 2018 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	0	0	38	0	–
Taux de vacance effectif au 31 août 2018 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	0	0	38	0	–
Taux de vacance moyen prévu pour 2018 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	0	0	38	0	–
Effectif proposé pour 2019	–	–	–	–	–	–	2	1	8	2	–
Taux de vacance proposé pour 2019 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	5	5	30	5	–
<b>Personnel recruté sur le plan national (agents locaux)</b>											
Effectif approuvé pour 2018	5	–	–	–	–	31	2	7	26	5	1
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2018 (en pourcentage)	9	–	–	–	–	12	5	14	50	5	–
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à août 2018 (en pourcentage)	13	–	–	–	–	6	0	14	35	0	100
Taux de vacance effectif au 31 août 2018 (en pourcentage)	20	–	–	–	–	7	0	0	27	0	100
Taux de vacance moyen prévu pour 2018 (en pourcentage)	8	–	–	–	–	6	0	0	27	0	67
Effectif proposé pour 2019	5	–	–	–	–	33	2	7	28	5	1
Taux de vacance proposé pour 2019 (en pourcentage)	10	–	–	–	–	6 ; nouveaux postes : 35	5	14	30 ; nouveaux postes : 35	5	5

## B. Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes

	<i>Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée</i>	<i>Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo</i>	<i>Groupe d'experts sur le Soudan</i>	<i>Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée</i>	<i>Groupe d'experts sur la Libye</i>	<i>Groupe d'experts sur la République centrafricaine</i>	<i>Groupe d'experts sur le Yémen</i>	<i>Groupe d'experts sur le Soudan du Sud</i>	<i>Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) du Conseil de sécurité</i>	<i>Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité</i>	<i>Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité</i>	<i>Groupe d'experts sur le Mali</i>	<i>Appui au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)</i>	<i>Direction exécutive du Comité contre le terrorisme</i>	<i>Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes</i>
<b>Personnel recruté sur le plan international</b>															
Effectif approuvé pour 2018	2	1	1	6	2	2	6	3	19	2	11	1	5	50	–
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2018 (en pourcentage)	5	5	5	5	5	5	5	5	14	14	27	50	5 ; nouveaux postes : 50	–	–
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à août 2018 (en pourcentage)	0	0	0	0	0	0	0	8	9	0	29	25	0	13	–
Taux de vacance effectif au 31 août 2018 (en pourcentage)	0	0	0	0	0	0	0	0	10	0	27	0	0	10	–
Taux de vacance moyen prévu pour 2018 (en pourcentage)	0	0	0	0	0	0	0	6	6	0	20	17	0	10	–
Effectif proposé pour 2019	2	1	1	6	2	2	6	3	19	2	9	1	5	50	135
Taux de vacance proposé pour 2019 (en pourcentage)	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	Administrateurs : 50 ; Service mobile : 35

	<i>Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée</i>	<i>Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo</i>	<i>Groupe d'experts sur le Soudan</i>	<i>Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée</i>	<i>Groupe d'experts sur la Libye</i>	<i>Groupe d'experts sur la République centrafricaine</i>	<i>Groupe d'experts sur le Yémen</i>	<i>Groupe d'experts sur le Soudan du Sud</i>	<i>Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par les résolutions 1526 (2004) et 2253 (2015) du Conseil de sécurité</i>	<i>Bureau du Médiateur créé par la résolution 1904 (2009) du Conseil de sécurité</i>	<i>Application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité</i>	<i>Groupe d'experts sur le Mali</i>	<i>Appui au Comité de sécurité créé par la résolution 1540 (2004)</i>	<i>Direction exécutive du Comité contre le terrorisme</i>	<i>Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes</i>
<b>Personnel recruté sur le plan national (agents locaux)</b>															
Effectif approuvé pour 2018	5	–	–	–	–	–	2	–	–	–	–	–	–	–	–
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2018 (en pourcentage)	5	–	–	–	–	–	5	–	–	–	–	–	–	–	–
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à août 2018 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Taux de vacance effectif au 31 août 2018 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Taux de vacance moyen prévu pour 2018 (en pourcentage)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Effectif proposé pour 2019	5	–	–	–	–	–	2	–	–	–	–	–	–	–	50
Taux de vacance proposé pour 2019 (en pourcentage)	5	–	–	–	–	–	5	–	–	–	–	–	–	–	35

## C. Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions

(Les pourcentages ont été arrondis)

	<i>Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel</i>	<i>Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau</i>	<i>Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie</i>	<i>Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale</i>	<i>Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria</i>	<i>Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban</i>	<i>Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale</i>	<i>Mission d'appui des Nations Unies en Libye</i>	<i>Mission de vérification des Nations Unies en Colombie</i>
<b>Observateurs militaires (conseillers militaires)</b>									
Effectif approuvé pour 2018	2	2	–	–	1	–	–		120
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2018 (en pourcentage)	0	0	–	–	0	–	–	–	5
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à août 2018 (en pourcentage)	0	50	–	–	0	–	–	–	6
Taux de vacance effectif au 31 août 2018 (en pourcentage)	0	50	–	–	0	–	–	–	8
Taux de vacance moyen prévu pour 2018 (en pourcentage)	0	50	–	–	0	–	–	–	5
Effectif proposé pour 2019	2	1	–	–	1	–	–	–	120
Taux de vacance proposé pour 2019 (en pourcentage)	5	0	–	–	5	–	–	–	5
<b>Contingents</b>									
Effectif approuvé pour 2018	–	–	530	–	–	–	–	234	–
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2018 (en pourcentage)	–	–	0	–	–	–	–	0	–
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à août 2018 (en pourcentage)	–	–	0	–	–	–	–	2	–
Taux de vacance effectif au 31 août 2018 (en pourcentage)	–	–	0	–	–	–	–	2	–

	<i>Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel</i>	<i>Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau</i>	<i>Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie</i>	<i>Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale</i>	<i>Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria</i>	<i>Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban</i>	<i>Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale</i>	<i>Mission d'appui des Nations Unies en Libye</i>	<i>Mission de vérification des Nations Unies en Colombie</i>
Taux de vacance moyen prévu pour (en pourcentage)	–	–	0	–	–	–	–	2	–
Effectif proposé pour 2019	–	–	530	–	–	–	–	234	–
Taux de vacance proposé pour 2019 (en pourcentage)	–	–	0	–	–	–	–	0	–
<b>Conseillers pour les questions de police (police des Nations Unies)</b>									
Effectif approuvé pour 2018	–	13	14	–	–	–	–	–	–
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2018 (en pourcentage)	–	5	0	–	–	–	–	–	–
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à août 2018 (en pourcentage)	–	8	0	–	–	–	–	–	–
Taux de vacance effectif au 31 août 2018 (en pourcentage)	–	0	0	–	–	–	–	–	–
Taux de vacance moyen prévu pour (en pourcentage)	–	0	0	–	–	–	–	–	–
Effectif proposé pour 2019	–	0	14	–	–	–	–	–	–
Taux de vacance proposé pour 2019 (en pourcentage)	–	–	0	–	–	–	–	–	–
<b>Personnel recruté sur le plan international</b>									
Effectif approuvé pour 2018	38	63	161	8	10	20	29	198	153
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2018 (en pourcentage)	11	18 ; nouveaux postes : 50	19 ; nouveaux postes : 50	5	5	15	7	20 ; nouveaux postes (administrateurs) : 50 ; nouveaux postes (SM) : 35	21 ; nouveaux postes : 50 ; appui : 5
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à août 2018 (en pourcentage)	11	5	11	5	0	6	7	16	22

	<i>Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel</i>	<i>Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau</i>	<i>Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie</i>	<i>Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale</i>	<i>Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria</i>	<i>Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le Liban</i>	<i>Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale</i>	<i>Mission d'appui des Nations Unies en Libye</i>	<i>Mission de vérification des Nations Unies en Colombie</i>
Taux de vacance effectif au 31 août 2018 (en pourcentage)	11	6	7	0	0	5	10	12	15
Taux de vacance moyen prévu pour 2018 (en pourcentage)	8	3	7	3	0	6	7	13	20
Effectif proposé pour 2019	38	58 jusqu'en juin 2019 ; 57 de juillet à décembre 2019	183	8	9	20	29	210	158
Taux de vacance proposé pour 2019 (en pourcentage)	11	5 ; nouveaux postes : 50	7 ; nouveaux postes : 50	5	5	6	7	12 ; nouveaux postes : 50	21 ; nouveaux postes : 50 ; appui : 5
<b>Administrateurs recrutés sur le plan national</b>									
Effectif approuvé pour 2018	6	26	71	4	–	4	3	8	72
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2018 (en pourcentage)	5	11	35 ; nouveaux postes : 50	5	–	5	33	33	16 ; nouveaux postes : 35
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à août 2018 (en pourcentage)	0	4	29	0	–	0	33	25	13
Taux de vacance effectif au 31 août 2018 (en pourcentage)	0	4	26	0	–	0	33	25	7
Taux de vacance moyen prévu pour 2018 (en pourcentage)	0	4	25	0	–	0	33	25	11
Effectif proposé pour 2019	0	25	84	4	–	4	3	13	77
Taux de vacance proposé pour 2019 (en pourcentage)	5	4 ; nouveaux postes : 35	29 ; nouveaux postes : 35	5	–	5	33	23 ; nouveaux postes : 35	10 ; nouveaux postes : 35
<b>Personnel recruté sur le plan national (agents locaux)</b>									
Effectif approuvé pour 2018	19	42	41	18	2	58	9	67	81
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2018 (en pourcentage)	5	5 ; nouveaux postes : 35	41	5	5	5	5 ; nouveaux postes : 35	25 ; nouveaux postes : 35	35 ; nouveaux postes : 35

	<i>Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel</i>	<i>Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau</i>	<i>Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie</i>	<i>Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale</i>	<i>Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria</i>	<i>Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour le Liban</i>	<i>Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale</i>	<i>Mission d'appui des Nations Unies en Libye</i>	<i>Mission de vérification des Nations Unies en Colombie</i>
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à août 2018 (en pourcentage)	0	5	36	4	0	6	11	28	33
Taux de vacance effectif au 31 août 2018 (en pourcentage)	0	0	34	0	0	3	11	23	12
Taux de vacance moyen prévu pour 2018 (en pourcentage)	0	2	27	3	0	4	11	24	26
Effectif proposé pour 2019 du 1 <sup>er</sup> juillet	18 à partir	42	45	18	2	58	9	83	80
Taux de vacance proposé pour 2019 (en pourcentage)	5	536 ; nouveaux postes : 35		9	5	6	11	23 ; nouveaux postes : 35	30 ; nouveaux postes : 35
<b>Volontaires des Nations Unies</b>									
Effectif approuvé pour 2018	–	11	4	–	–	–	–	5	85
Taux de vacance de postes prévu au budget de 2018 (en pourcentage)	–	International : 5 ; national : 21	5	–	–	–	–	40	International : 7 ; national : 50 ; nouveaux postes : 35
Taux de vacance moyen effectif pour la période allant de janvier à août 2018 (en pourcentage)	–	International : 29 ; national : 0	0	–	–	–	–	20	11
Taux de vacance effectif au 31 août 2018 (en pourcentage)	–	International : 14 ; national : 0	0	–	–	–	–	20	8
Taux de vacance moyen prévu pour 2018 (en pourcentage)	–	International : 14 ; national : 0	0	–	–	–	–	20	11
Effectif proposé pour 2019	–	International : 4 ; national : 7	13	–	–	–	–	6	113
Taux de vacance proposé pour 2019 (en pourcentage)	–	International : 29 ; national : 5 ; nouveaux postes : 35	0 ; nouveaux postes : 50	–	–	–	–	20 ; nouveaux : 50	8

*Note* : Le tiret « – » renvoie à une catégorie qui n'est pas applicable au personnel de cette mission.

## D. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq

	MANUA	MANUI
<b>Personnel recruté sur le plan international</b>		
Effectif approuvé pour 2018	308	331
Taux de vacance prévu au budget de 2018 (en pourcentage)	–	12,0
Taux de vacance moyen effectif, janvier-août 2018 (en pourcentage)	–	6,0
Taux de vacance effectif au 31 août 2018 (en pourcentage)	14,8	8,0
Taux de vacance moyen prévu pour 2018 (en pourcentage)	10,1	6,0
Effectif proposé pour 2019	304	314
Taux de vacance proposé pour 2019 (en pourcentage)	–	11,0
<b>Administrateurs recrutés sur le plan national</b>		
Effectif approuvé pour 2018	124	118
Taux de vacance prévu au budget de 2018 (en pourcentage)	–	18,0
Taux de vacance moyen effectif, janvier-août 2018 (en pourcentage)	–	8,0
Taux de vacance effectif au 31 août 2018 (en pourcentage)	11,9	8,0
Taux de vacance moyen prévu pour 2018 (en pourcentage)	8,1	8,0
Effectif proposé pour 2019	124	104
Taux de vacance proposé pour 2019 (en pourcentage)	–	6,0
<b>Personnel recruté sur le plan national (agents locaux)</b>		
Effectif approuvé pour 2018	738	403
Taux de vacance prévu au budget de 2018 (en pourcentage)	–	12,0
Taux de vacance moyen effectif, janvier-août 2018 (en pourcentage)	–	6,0
Taux de vacance effectif au 31 août 2018 (en pourcentage)	5,1	7,0
Taux de vacance moyen prévu pour 2018 (en pourcentage)	3,0	6,0
Effectif proposé pour 2019	710	380
Taux de vacance proposé pour 2019 (en pourcentage)	–	6,0
<b>Contingents</b>		
Effectif approuvé pour 2018	–	245
Taux de vacance prévu au budget de 2018 (en pourcentage)	–	1,0
Taux de vacance moyen effectif, janvier-août 2018 (en pourcentage)	–	2,0
Taux de vacance effectif au 31 août 2018 (en pourcentage)	–	4,0
Taux de vacance moyen prévu pour 2018 (en pourcentage)	–	2,0
Effectif proposé pour 2019	–	245
Taux de vacance proposé pour 2019 (en pourcentage)	–	1,0
<b>Observateurs militaires</b>		
Effectif approuvé pour 2018	1	–
Taux de vacance prévu au budget de 2018 (en pourcentage)	–	–
Taux de vacance moyen effectif, janvier-août 2018 (en pourcentage)	–	–
Taux de vacance effectif au 31 août 2018 (en pourcentage)	66,7	–
Taux de vacance moyen prévu pour 2018 (en pourcentage)	0,0	–
Effectif proposé pour 2019	1	–
Taux de vacance proposé pour 2019 (en pourcentage)	–	–

	<i>MANUA</i>	<i>MANUI</i>
<b>Police des Nations Unies</b>		
Effectif approuvé pour 2018	–	–
Taux de vacance prévu au budget de 2018 (en pourcentage)	–	–
Taux de vacance moyen effectif, janvier-août 2018 (en pourcentage)	–	–
Taux de vacance effectif au 31 août 2018 (en pourcentage)	–	–
Taux de vacance moyen prévu pour 2018 (en pourcentage)	–	–
Effectif proposé pour 2019	–	–
Taux de vacance proposé pour 2019 (en pourcentage)	–	–
<b>Volontaires des Nations Unies</b>		
Effectif approuvé pour 2018	67	–
Taux de vacance prévu au budget de 2018 (en pourcentage)	–	–
Taux de vacance moyen effectif, janvier-août 2018 (en pourcentage)	–	–
Taux de vacance effectif au 31 août 2018 (en pourcentage)	14,3	–
Taux de vacance moyen prévu pour 2018 (en pourcentage)	7,5	–
Effectif proposé pour 2019	68	2
Taux de vacance proposé pour 2019 (en pourcentage)	–	35,0

## Annexe XI

## Postes vacants depuis plus de deux ans dans les missions politiques spéciales au 30 avril 2018

<i>Mission</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Date de début de vacance</i>	<i>État d'avancement de la procédure de recrutement</i>
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Service de sécurité	P-4	Chef du service de sécurité	16 décembre 2015	Candidat sélectionné
Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie	Bureau de Damas	P-4	Conseiller militaire	6 avril 2016	Formalités d'entrée en fonctions en cours
MANUSOM	Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général/Groupe de la problématique femmes-hommes	P-3	Spécialiste de la problématique femmes-hommes	3 février 2016	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général/Groupe de la problématique femmes-hommes	AN	Spécialiste de la problématique femmes-hommes (adjoint de 1 <sup>re</sup> classe)	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général / Groupe de la problématique femmes-hommes	AN	Spécialiste de la problématique femmes-hommes (adjoint de 1 <sup>re</sup> classe)	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général/Groupe intégré d'appui électoral	AN	Observateur électoral adjoint	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général/Groupe intégré d'appui électoral	AN	Observateur électoral adjoint	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général/Groupe intégré d'appui électoral	AN	Observateur électoral adjoint	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen des candidatures en cours

<i>Mission</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Date de début de vacance</i>	<i>État d'avancement de la procédure de recrutement</i>
MANUSOM	Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général/Groupe intégré d'appui électoral	AL	Assistant administratif	1 <sup>er</sup> janvier 2015	Formalités d'entrée en fonctions en cours
MANUSOM	Groupe des questions politiques et de la médiation/Bureau du chef des affaires politiques	AL	Assistant administratif	21 avril 2016	Formalités d'entrée en fonctions en cours
MANUSOM	Groupe des questions politiques et de la médiation	AN	Spécialiste des questions politiques (adjoint de 1 <sup>re</sup> classe)	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Avis de vacance publié
MANUSOM	Groupe des questions politiques et de la médiation	AL	Assistant multilingue sur le terrain	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Démarches préalables à la publication de l'avis de vacance achevées
MANUSOM	Groupe des questions politiques et de la médiation	AL	Assistant multilingue sur le terrain	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Démarches préalables à la publication de l'avis de vacance achevées
MANUSOM	Groupe des questions politiques et de la médiation	AL	Assistant multilingue sur le terrain	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Démarches préalables à la publication de l'avis de vacance achevées
MANUSOM	Groupe des questions politiques et de la médiation / Groupe des affaires politiques	P-3	Spécialiste des questions politiques	1 <sup>er</sup> mars 2016	Formalités d'entrée en fonctions en cours
MANUSOM	Bureau du Directeur du Groupe de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité	AL	Assistant administratif	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Bureau du Directeur du Groupe de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité/Affaires judiciaires et pénitentiaires	AN	Spécialiste des questions pénitentiaires (adjoint de 1 <sup>re</sup> classe)	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Bureau du Directeur du Groupe de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité/Affaires judiciaires et pénitentiaires	AN	Spécialiste des questions pénitentiaires (adjoint de 1 <sup>re</sup> classe)	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen des candidatures en cours

<i>Mission</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Date de début de vacance</i>	<i>État d'avancement de la procédure de recrutement</i>
MANUSOM	Groupe des droits de l'homme et de la protection/Protection de l'enfance	AN	Spécialiste de la protection de l'enfance (adjoint de 1 <sup>re</sup> classe)	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Formalités d'entrée en fonctions en cours
MANUSOM	Bureaux de liaison régionaux	AN	Spécialiste des questions politiques	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen du Conseil central de contrôle en cours
MANUSOM	Bureaux de liaison régionaux I	AL	Assistant administratif	1 <sup>er</sup> janvier 2015	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Bureaux de liaison régionaux	AL	Assistant multilingue sur le terrain	7 janvier 2016	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Bureaux de liaison régionaux	AL	Chauffeur de véhicule léger	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Bureaux de liaison régionaux	AL	Assistant multilingue sur le terrain	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident/Coordonnateur des opérations humanitaires)/Groupe chargé du relèvement local et de l'extension de l'autorité et de la responsabilité de l'État	AN	Coordonnateur adjoint de 1 <sup>re</sup> classe	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen du Conseil central de contrôle en cours
MANUSOM	Bureau de la communication stratégique et des affaires publiques	AN	Fonctionnaire de l'information (adjoint de 2 <sup>e</sup> classe)	1 <sup>er</sup> avril 2016	Formalités d'entrée en fonctions en cours
MANUSOM	Bureau du Directeur, Section de la sûreté et de la sécurité	AN	Coordonnateur pour les questions de sécurité (adjoint de 1 <sup>re</sup> classe)	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen du Conseil central de contrôle en cours
MANUSOM	Bureau du Directeur, Section de la sûreté et de la sécurité	AN	Coordonnateur pour les questions de sécurité (adjoint de 1 <sup>re</sup> classe)	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Bureau du Directeur, Section de la sûreté et de la sécurité	AN	Coordonnateur pour les questions de sécurité (adjoint de 1 <sup>re</sup> classe)	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen des candidatures en cours

<i>Mission</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Date de début de vacance</i>	<i>État d'avancement de la procédure de recrutement</i>
MANUSOM	Bureau du Directeur, Section de la sûreté et de la sécurité	AN	Coordonnateur pour les questions de sécurité (adjoint de 1 <sup>re</sup> classe)	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Bureau du Directeur, Section de la sûreté et de la sécurité	AN	Coordonnateur pour les questions de sécurité (adjoint de 1 <sup>re</sup> classe)	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Bureau du Directeur, Section de la sûreté et de la sécurité	AL	Assistant (sécurité sur le terrain)	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen des candidatures en cours
MANUSOM	Bureau du Directeur, Section de la sûreté et de la sécurité	AL	Assistant (sécurité sur le terrain)	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen du Conseil central de contrôle en cours
MANUSOM	Bureau du Directeur, Section de la sûreté et de la sécurité	AL	Assistant (sécurité sur le terrain)	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen du Conseil central de contrôle en cours
MANUSOM	Bureau du Directeur, Section de la sûreté et de la sécurité	AL	Assistant (sécurité sur le terrain)	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen du Conseil central de contrôle en cours
MANUSOM	Bureau du Directeur, Section de la sûreté et de la sécurité	AL	Assistant (sécurité sur le terrain)	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen du Conseil central de contrôle en cours
MANUSOM	Bureau du Directeur, Section de la sûreté et de la sécurité	AL	Assistant (sécurité sur le terrain)	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen du Conseil central de contrôle en cours
MANUSOM	Bureau du Directeur, Section de la sûreté et de la sécurité	AL	Assistant (sécurité sur le terrain)	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Examen du Conseil central de contrôle en cours
BRENUAC	Section de l'information	AN	Administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> classe chargé de l'information	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Formalités d'entrée en fonctions en cours
MANUL	Division des institutions chargées de la sécurité	P-5	Observateur principal des frontières	1 <sup>er</sup> août 2015	Formalités d'entrée en fonctions en cours

<i>Mission</i>	<i>Entité</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre</i>	<i>Date de début de vacance</i>	<i>État d'avancement de la procédure de recrutement</i>
MANUL	Section des ressources humaines	AN	Spécialiste des ressources humaines	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Aucune démarche entreprise
MANUI	Bureau des affaires politiques	AN	Spécialiste des questions politiques (adjoint de 1 <sup>re</sup> classe)	14 novembre 2015	Candidat sélectionné, formalités d'entrée en fonctions en suspens
MANUI	Bureau intégré de coordination des activités d'aide au développement et d'assistance humanitaire	AN	Assistant de liaison pour les affaires humanitaires	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Suppression recommandée
MANUI	Bureau intégré de coordination des activités d'aide au développement et d'assistance humanitaire	AN	Assistant de liaison pour les affaires humanitaires	1 <sup>er</sup> janvier 2016	Formalités d'entrée en fonctions en cours
MANUI	Section de la gestion centralisée des stocks	AL	Assistant aux fournitures	1 <sup>er</sup> janvier 2015	Note relative à la sélection reçue, recrutement en attente
MANUI	Section de la gestion centralisée des stocks	AL	Assistant aux fournitures	29 février 2016	Entrée en fonctions du candidat sélectionné le 25 juin 2018
MANUI	Section du transport de surface	AL	Technicien automobile	1 <sup>er</sup> janvier 2015	Procédure de sélection annulée, suppression recommandée en 2019
MANUI	Section de la gestion du matériel	AL	Assistant d'équipe	1 <sup>er</sup> avril 2016	Candidat sélectionné, formalités d'entrée en fonctions en suspens
MANUI	Section de la sécurité	AL	Assistant à la sécurité incendie	1 <sup>er</sup> mars 2013	Suppression recommandée en 2018

*Abréviations* : AL = agent local ; AN = administrateur recruté sur le plan national ; BRENUAC = Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale ; MANUI = Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq ; MANUL = Mission d'appui des Nations Unies en Libye ; MANUSOM = Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie ; SM = agent du Service mobile.

## Annexe XII

### Modification des effectifs civils des missions politiques spéciales proposée pour 2019

	<i>Nombre de postes</i>	<i>Modifications de postes proposées</i>
<b>Groupe thématique I : envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général</b>		
<b>Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie</b>	<b>2</b>	
Créations	4	1 responsable des ressources humaines(P-4) à Genève et 1 assistant (finances) (SM) et 2 AL [1 assistant (finances) et 1 assistant chargé des ressources humaines] au Bureau d'appui commun de Koweït
Suppressions	(2)	2 assistants administratifs [G(AC)] à Genève
<b>Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen</b>	<b>3</b>	
Créations	4	1 spécialiste des questions politiques (P-4) en appui au Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix à New York et 1 assistant chargé des ressources humaines (SM) et 2 AL [1 assistant chargé des ressources humaines et 1 assistant (finances)] au Bureau d'appui commun de Koweït
Suppressions	(1)	1 spécialiste hors classe de la réforme du secteur de la sécurité (P-5) à la Section du secteur de la sécurité à Amman
Transferts	–	1 spécialiste des questions politiques (P-4) à la Section des affaires politiques transféré d'Amman à Sanaa et 1 agent de sécurité (SM) à la Section de la sûreté et de la sécurité transféré de Sanaa à Aden
<b>Total partiel</b>	<b>5</b>	
<b>Groupe thématique II : équipes de surveillance des sanctions, groupes d'experts et autres entités et mécanismes</b>		
<b>Mission pour l'application de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité</b>	<b>(2)</b>	
Suppressions	(2)	1 coordonnateur (P-3) et 1 assistant administratif [G(AC)]
<b>Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes</b>	<b>135</b>	
Créations	135	1 SSG, 2 D-1, 5 P-5, 15 P-4, 13 P-3, 42 SM, 21 AN, 29 AL et 7 VNU
<b>Total partiel</b>	<b>133</b>	
<b>Groupe thématique III : bureaux régionaux, bureaux d'appui aux processus politiques et autres missions</b>		
<b>Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel</b>	<b>(1)</b>	
Suppressions	(1)	1 assistant (budget et finances) (AL) à compter du 1 <sup>er</sup> juillet 2019

	<i>Nombre de postes</i>	<i>Modifications de postes proposées</i>
<b>Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau</b>	<b>(7)</b>	
Créations	14	2 P-5 [1 chef de Section (nouvelle unité de lutte contre le trafic de drogues et la criminalité organisée) et 1 conseiller hors classe pour les affaires électorales], 1 spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale (P-4), 3 spécialistes du contrôle des drogues et de la prévention du crime (P-3), 5 AN [1 spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale, 1 spécialiste du contrôle des drogues et de la prévention du crime, 1 spécialiste des affaires judiciaires, 1 spécialiste du contrôle des drogues et de la prévention du crime (adjoint de 1 <sup>re</sup> classe) et 1 spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale (adjoint de 1 <sup>re</sup> classe)] et 3 VNU dont les titulaires sont chargés d'appuyer les activités relatives aux élections nationales
Suppressions	(21)	1 Chef du Service de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité (D-1), 2 P-5 (1 conseiller principal pour les questions de police et 1 spécialiste hors classe de la réforme du secteur de la sécurité), 4 P-4 (1 spécialiste des questions d'état de droit et 3 spécialistes de la réforme du secteur de la sécurité), 4 P-3 (2 spécialiste de la réforme de la Police des Nations Unies et 1 spécialiste des questions d'état de droit, et 1 spécialiste des finances et du budget à compter du 1 <sup>er</sup> juillet 2019), 1 assistant administratif (SM), 6 AN et 3 VNU (1 spécialiste de la réforme des secteurs de la sécurité et de la défense et 2 spécialistes des questions d'état de droit)
Transferts	–	– 2 postes [1 spécialiste des affaires judiciaires (P-4) et 1 assistant administratif (AL)] transférés de l'ancienne Section de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité à la nouvelle unité de lutte contre le trafic de drogues et la criminalité organisée
Reclassements et déclassements	–	–
<b>Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie</b>	<b>48</b>	
Créations	48	19 postes (1 P-4, 6 P-3, 6 AN et 6 VNU) créés et 17 emplois de temporaire (7 P-4, 1 SM, 6 AN et 3 AL) transformés en postes permanents au Groupe intégré d'appui électoral, 3 postes créés au Bureau régional de liaison de Galmudug (1 SM, 1 AN et 1 AL), 1 poste VNU créé au Groupe de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité (Galmudug), 6 postes SM créés à la Section de la sûreté et de la sécurité et 2 postes VNU créés à l'équipe d'analyse intégrée et au pôle intégré d'information
<b>Centre régional des Nations Unies pour la diplomatie préventive en Asie centrale</b>	–	–
Créations	2	2 AL (1 assistant chargé des ressources humaines et 1 assistant au soutien logistique)
Suppressions	(2)	2 AL (1 assistant administratif et 1 chauffeur)
<b>Appui des Nations Unies à la Commission mixte Cameroun-Nigéria</b>	<b>(1)</b>	
Suppressions	(1)	1 spécialiste hors classe des questions politiques (P-5)
<b>Mission d'appui des Nations Unies en Libye</b>	<b>34</b>	
Créations	40	1 administrateur adjoint de 1 <sup>re</sup> classe chargé de l'information (AN) à la Section de l'information et de la communication ; 2 spécialistes de la problématique femmes-hommes (adjoints de 1 <sup>re</sup> classe) (AN) au Groupe consultatif sur la problématique femmes-hommes ; 1 spécialiste des questions politiques (adjoint de 1 <sup>re</sup> classe) (AN) à la Division des affaires politiques ; 6 agents de sécurité (SM) et 1 assistant administratif (AL) au Bureau du conseiller en chef pour la sécurité ; 2 agents de sécurité (SM),

	<i>Nombre de postes</i>	<i>Modifications de postes proposées</i>
		2 assistants (sécurité sur le terrain) (AL) et 5 opérateurs radio (sécurité) (AL) au Centre de gestion de l'information et des opérations relatives à la sécurité ; 1 assistant aux achats (SM) à la Section des achats ; 1 assistant au contrôle des mouvements (SM) à la Section des opérations aériennes et du contrôle des mouvements ; 1 assistant au soutien logistique (SM), 3 assistants aux fournitures (AL) et 1 assistant à la planification des demandes d'achat (SM) à la Section des services d'entreposage et de distribution ; 1 assistant (gestion des installations) (SM) à la Section du génie et de la gestion des installations ; 8 chauffeurs (AL) et 2 techniciens automobiles (AL) à la Section des transports ; 1 assistant aux réclamations (AL) et 1 assistant chargé du matériel appartenant aux contingents (VNU) à la Section des services de gestion du matériel
Suppressions	(6)	1 assistant chargé des ressources humaines (AN), 5 AL [3 assistants chargés des ressources humaines et 2 assistants (finances)] à compter du 1 <sup>er</sup> juillet 2019
Transferts	–	165 postes (1 SGA, 2 SSG, 7 D-1, 10 P-5, 24 P-4, 24 P-3, 2 P-2, 93 SM et 2 VNU) transférés de Tunis à Tripoli et 1 poste (AL) transféré de Brindisi à Tunis
Reclassements et déclassements	–	1 spécialiste des questions politiques (adjoint de 2 <sup>e</sup> classe) (SM) reclassé en spécialiste des questions politiques (adjoint de 1 <sup>re</sup> classe) (AN) et 1 assistant multilingue (AL) reclassé en traducteur de terrain (AN)
<b>Mission de vérification des Nations Unies en Colombie</b>	<b>37</b>	
Créations	46	2 postes au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général [1 attaché de liaison (hors classe) (P-5) et 1 attaché de liaison (AN)] ; 33 postes au Bureau de vérification [5 attachés de liaison (2 P-4, 1 P-3 et 2 AN) et 28 spécialistes de la vérification (VNU) dans les bases d'opération locales] ; 11 postes à la composante appui à la Mission [1 responsable des services (P-5), 1 assistant (budget et finances) (SM), 1 assistant aux achats (SM), 1 assistant à la cession du matériel (SM), 1 assistant au contrôle du matériel (SM), 1 fonctionnaire d'administration (AN), 1 fonctionnaire chargé des voyages (AN), 2 assistants ingénierie (AL), 1 assistant aux demandes d'achat (AL) et 1 assistant chargé des ressources humaines (VNU)]
Suppressions	(9)	2 postes au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général [1 spécialiste hors classe de l'information (P-5) et 1 assistant administratif (AL)] ; 3 postes au Bureau de vérification [1 économiste (P-4), 1 spécialiste des affaires judiciaires (P-4) et 1 spécialiste de la gestion de l'information (AN)] ; 4 postes à la composante appui à la Mission [1 assistant administratif (SM), 1 fonctionnaire chargé de la gestion des installations (AN), 1 assistant au soutien logistique régional (AL) et 1 assistant au contrôle des mouvements (VNU)]
Transferts	–	5 postes transférés : 1 spécialiste de la gestion de l'information (AN) transféré du Bureau de vérification au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général ; 1 analyste de l'information (AN) transféré du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général au Bureau de vérification ; 3 postes transférés au sein de la composante appui à la mission [1 P-5 transféré du Bureau du Chef adjoint de l'appui à la mission au Bureau du Chef de la gestion des opérations et des ressources, 1 P-5 transféré du Bureau du responsable des services et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement au Bureau du Chef de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et 1 assistant administratif (AL) transféré du Bureau du Chef de l'appui à la mission au Groupe des ressources humaines]

	<i>Nombre de postes</i>	<i>Modifications de postes proposées</i>
Reclassements et déclassements	–	3 postes : 1 assistant au soutien logistique régional (AL) reclassé en assistant au soutien logistique (SM), 1 assistant au soutien logistique régional (AL) reclassé en logisticien (AN) et 1 assistant aux opérations aériennes (SM) reclassé en spécialiste des opérations aériennes (AN)
<b>Total partiel</b>	<b>93</b>	
<b>Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan</b>	<b>(31)</b>	
Créations	6	4 postes au bureau provincial de Bamiyan [1 spécialiste des questions politiques (P-3), 1 agent de sécurité (SM) et 2 assistants aux affaires politiques (AL)], 1 poste d'assistant (finances) (AL) au Bureau d'appui commun de Koweït et 1 poste de spécialiste des questions politiques (VNU) au bureau régional de Paktiya (Gardez)
Suppressions	(37)	23 postes d'agent de sécurité sur le terrain (AL) à la Section de la sécurité, 1 poste de fonctionnaire des finances (adjoint de 1 <sup>re</sup> classe) (P-2) à la Section des finances du Bureau d'appui commun de Koweït, 2 postes d'assistant (finances)(SM) à la Section des finances du Bureau d'appui commun de Koweït, 3 postes d'assistant chargé des ressources humaines (SM) à la Section des ressources humaines du Bureau d'appui commun de Koweït, 4 postes d'agent de sécurité sur le terrain (AL) au bureau provincial de Fariyab (Maïmana) et 4 postes d'agent de sécurité sur le terrain (AL) au bureau provincial de Badakhchan (Faizabad)
Transferts	0	1 spécialiste des droits de l'homme (VNU) transféré du Service des droits de l'homme au bureau régional de Paktiya, 1 spécialiste de la problématique femmes-hommes (VNU) transféré du Service des droits de l'homme au bureau régional de Kaboul, 1 spécialiste de la sécurité incendie (SM) transféré de la Section de la sécurité au bureau régional de Kaboul, 1 agent de sécurité (SM) transféré de la Section de la sécurité au bureau régional de Nangarhar (Jalalabad), 1 assistant à la réception et à l'inspection (AL) transféré de la Section des technologies au Groupe de la gestion centralisée des stocks, 1 assistant (budget et finances) (SM) transféré du Bureau du Chef de la gestion de la chaîne d'approvisionnement au Bureau du responsable des services, 1 assistant au contrôle des mouvements (SM) transféré du Groupe du contrôle des mouvements à la Section des transports aériens, 8 assistants au contrôle des mouvements (AL) transférés du Groupe du contrôle des mouvements à la Section des transports aériens, 3 assistants au contrôle des mouvements (AL) transférés du Groupe du contrôle des mouvements au Bureau du responsable des services, 1 assistant au contrôle des mouvements (VNU) transféré du Groupe du contrôle des mouvements à la Section des transports aériens, 1 assistant administratif (VNU) transféré au Bureau du Chef de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, 1 spécialiste de l'approvisionnement (adjoint de 1 <sup>re</sup> classe) (P-2) transféré du Groupe de l'approvisionnement général et des carburants au Groupe de la gestion centralisée des stocks, 5 assistants aux fournitures (AL) transférés du Groupe de l'approvisionnement général et des carburants au Groupe de la gestion centralisée des stocks, 1 chauffeur (AL) transféré du Groupe des transports au Cabinet du Représentant spécial du Secrétaire général, 2 chauffeurs (AL) transférés du Groupe des transports au Cabinet du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (développement), 2 chauffeurs (AL) transférés du Groupe des transports au Cabinet du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (questions politiques), 1 chauffeur (AL) transféré du Groupe des transports au Bureau de la paix et de la réconciliation, 1 chauffeur (AL) transféré du Groupe des transports au Service de la communication stratégique, 1 chauffeur (AL) transféré du Groupe des transports au Service des droits de l'homme, 1 chauffeur (AL) transféré du Groupe des transports au Service des affaires politiques, 1 spécialiste des droits de l'homme (adjoint de 1 <sup>re</sup> classe) (P-2) transféré du bureau régional de Kaboul au bureau régional

	<i>Nombre de postes</i>	<i>Modifications de postes proposées</i>
		de Nangarhar (Jalalabad), 3 agents de sécurité (SM) transférés du bureau régional de Kaboul à la Section de la sécurité, 1 spécialiste de la sécurité (adjoind de 2 <sup>e</sup> classe)(AN) transféré du bureau régional de Kaboul à la Section de la sécurité et 1 agent de sécurité auxiliaire P-2) transféré du bureau régional de Nangarhar (Jalalabad) à la Section de la sécurité
Reclassements et déclassements	–	
<b>Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq</b>	<b>(52)</b>	
Créations	15	4 postes au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général [1 spécialiste de la déontologie et de la discipline (P-3) et 3 spécialistes des droits de l'homme (AN)] ; 4 postes au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général chargé des affaires politiques et de l'assistance électorale [1 spécialiste des questions politiques (P-3), 1 spécialiste des questions politiques (AN) et 2 assistants aux affaires politiques (VNU)] ; 6 postes à la composante appui à la Mission [1 spécialiste des questions d'environnement (P-3), 1 assistant administratif principal (AL), 1 dentiste (AN) et 3 assistants aux demandes d'achat (AL)] ; 1 poste de fonctionnaire des finances (adjoind de 1 <sup>re</sup> classe) (P-2) au Bureau d'appui commun de Koweït
Suppressions	(67)	16 postes au Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général (1 P-4, 1 P-2, 8 SM et 6 AL) ; 2 postes au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général chargé des affaires politiques et de l'assistance électorale (1 P-5 et 1 AL) ; 22 postes au Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général chargé du développement et des affaires humanitaires (2 P-4, 19 AN et 1 AL) ; 20 postes à la composante appui à la mission (1 P-4, 4 SM, 1 AN et 14 AL) ; 7 AL au Bureau d'appui commun de Koweït
Transferts	–	16 postes transférés au sein du Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général (Section de la sécurité) : d'Erbil à Mossoul (1 P-4, 4 SM et 1 AL), de Bassora à Mossoul (1 P-3), de Bagdad à Erbil (1 AN) et de Bagdad à Mossoul (8 SM) ; 20 postes transférés au sein du Bureau du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général chargé du développement et des affaires humanitaires (Bureau de la coordination des activités de développement) : 1 P-5, 2 P-4 et 1 P-2 transférés du Groupe de la coordination au Bureau de la coordination des activités de développement, et 2 P-4, 2 P-3, 10 AN et 2 AL transférés du Groupe des opérations sur le terrain au Bureau de la coordination des activités de développement ; composante appui à la Mission : Bureau du Chef de l'appui à la mission : 25 postes perdus par transfert (2 P-4, 4 P-3, 9 SM, 1 AN et 9 AL) ; pilier Gestion de la chaîne d'approvisionnement et Services : 4 postes gagnés (1 P-4 et 3 P-3) et 8 postes perdus (2 AN et 6 AL) par transfert ; pilier Gestion des opérations et des ressources : 29 postes gagnés par transfert (1 P-4, 1 P-3, 9 SM, 3 AN et 15 AL)
Reclassements et déclassements	–	5 postes : 1 responsable de l'appui à la mission au niveau régional (P-3) reclassé en responsable de l'appui à la mission au niveau régional (P-4), 1 assistant administratif (SM) reclassé en assistant administratif (AL), 1 assistant aux télécommunications (SM) reclassé en assistant aux télécommunications (AL), 1 assistant informaticien (SM) reclassé en assistant informaticien (AL) et 1 technicien (chauffage, ventilation et climatisation) (AL) reclassé en ingénieur adjoint de 1 <sup>re</sup> classe (AN)
<b>Total partiel</b>	<b>(83)</b>	
<b>Total</b>	<b>148</b>	

*Abréviations* : AL = agent local ; AN = administrateur recruté sur le plan national ; G(AC) = agent des Services généraux (Autres classes) ; SGA = secrétaire général adjoint ; SM = agent du Service mobile ; SSG = sous-secrétaire général ; VNU = Volontaire des Nations Unies.